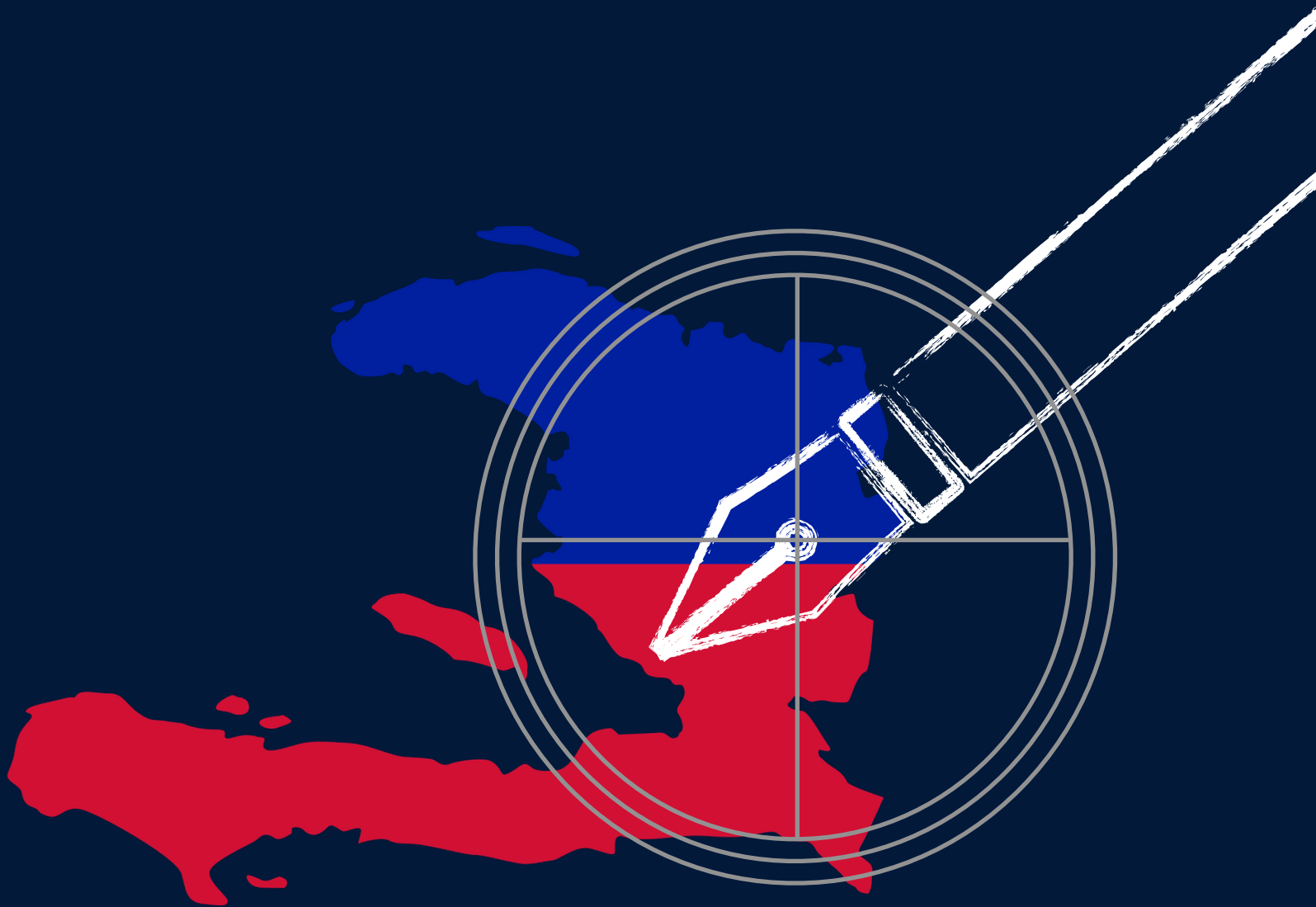


Rapport spécial sur la situation de la liberté de la presse en Haïti



CIDH Commission
interaméricaine des
droits de l'homme

RSLE 
RAPPORTEUR SPÉCIAL POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

OEA/Ser.L/V/II
CIDH/RELE/INF.31/25
Mai 2025
Original en espagnol

Rapport spécial sur la situation de la liberté de la presse en Haïti

Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission
Interaméricaine des Droits de l'Homme

Pedro Vaca Villarreal
Rapporteur spécial pour la liberté d'expression

OAS Cataloging-in-Publication

Inter-American Commission on Human Rights. Office of the Special Rapporteur for Freedom of Expression.

Rapport spécial sur la situation de la liberté de la presse en Haïti/ Rapporteur Spécial sur la liberté d'expression de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme.

v. ; cm. (OAS. Documents officiels; OEA/Ser.L/V/II)

ISBN 978-0-8270-7996-0

1. Freedom of expression--Haiti 2. Freedom of the press--Haiti. 3. Journalists--Crimes against--Haiti. 4. Human rights--Haiti. I. Vaca Villarreal, Pedro. II. Title. III. Series. OEA/Ser.L/V/II CIDH/RELE/INF.31/25

OEA/Ser.L/V/II CIDH/RELE/INF.31/25

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien financier de la Suède et de la Suisse.



Suède
Sverige



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme

Membres

José Luis Caballero Ochoa
Andrea Pochak
Arif Bulkan
Roberta Clarke
Carlos Bernal Pulido
Edgar Stuardo Ralón Orellana
Gloria Monique de Mees

Secrétaire exécutif

Tania Renaum Panszi

Chef de cabinet

Patricia Colchero Aragonés

Secrétaire exécutif adjoint chargé du suivi, de la promotion et de la coopération technique

María Claudia Pulido Escobar

Secrétaire exécutif adjoint chargé du système des pétitions et des dossiers

Jorge Meza Flores

Rapporteur spécial pour la liberté d'expression

Pedro Vaca Villarreal

Rapporteur spécial pour les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Javier Palummo Lantes

Le 24 décembre 2024, le rapport a été approuvé à la majorité absolue.

Index

I.	Introduction	1
A.	Contexte et objet	1
B.	Méthodologie et structure	2
II.	Crise multidimensionnelle	3
A.	Première période : tensions politiques et crise de légitimité des trois pouvoirs (2018-2021)	4
B.	Deuxième période: l'assassinat du Président Jovenel Moïse et les défis institutionnels du gouvernement intérimaire d'Ariel Henry (2021-2024)	7
C.	Fin du gouvernement intérimaire d'Ariel Henry et mise en place du Conseil présidentiel de transition (2024-)	11
III.	Mission multinationale de soutien à la sécurité en haïti	14
A.	Contexte	14
B.	Origine de la demande	14
C.	Mandat	15
D.	Déploiement	16
E.	Résultats préliminaires	18
IV.	L'importance de la liberté de la presse pour surmonter la crise multidimensionnelle	19
V.	Situation de la liberté de la presse	21
A.	Assassinats de journalistes	21
B.	Attaques armées contre les journalistes et les médias	27
C.	Disparitions forcées et enlèvements	34
D.	Déplacements internes forcés et exil	40
E.	Violences dans le contexte des manifestations sociales	45

VI. Conclusions	54
VII. Recommandations	55

Acronymes institutionnels

Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH)

Communauté des Caraïbes et Marché Commun (CARICOM)

Conseil Électoral Provisoire (CEP)

Conseil Présidentiel de Transition (CPT)

Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti (MAMS)

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH)

Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH)

Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)

Organisation des Nations Unies (ONU)

Organisation des États Américains (OEA)

Police Nationale d'Haïti (PNH)

Bureau du Rapporteur Spécial pour la Liberté d'Expression (RSLE)

Système Interaméricain des Droits de l'Homme (SIDH)

I. Introduction

A. Contexte et objet

1. Le Rapporteur spécial pour la Liberté d'Expression (RSLE) de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a suivi la situation de la liberté de la presse en Haïti par le biais des mécanismes du Système Interaméricain des Droits de l'Homme (SIDH). Le RSLE a consigné les événements les plus pertinents dans le pays dans chacun de ses rapports annuels et ce depuis 2000¹; a participé à au moins cinq audiences publiques de la CIDH lors de ses sessions régulières²; a publié 26 communiqués de presse³; et a publié deux rapports sur la situation de la liberté d'expression dans le pays après avoir effectué et/ou accompagné des visites officielles dans le pays⁴. En plus de cela, il y a eu de nombreuses séances d'écoute avec des membres de la société civile et de la profession journalistique, ainsi que des échanges d'informations avec l'État par le biais de canaux institutionnels.
2. Au cours des 24 dernières années, le RSLE a documenté des dizaines de crimes contre la presse en Haïti : assassinats, attaques à mains armées, enlèvements, menaces, harcèlements et cas de violence dans le cadre de la couverture de manifestations sociales. Le suivi annuel effectué par ce bureau a permis de conclure que la fréquence de ces crimes s'est accélérée depuis 2018 en raison de la crise multidimensionnelle que traverse le pays. Cette crise, à son tour, a conduit à des taux d'impunité plus élevés en raison de la faible opérabilité de la police et du système judiciaire, avec un effet inhibiteur grave sur l'exercice du journalisme.
3. Face à l'intensification de la crise politique, économique et sécuritaire dans le pays et à la détérioration continue des garanties et des conditions d'exercice de la liberté de la presse le RSLE a décidé d'élaborer ce rapport, en reprenant l'analyse réalisée jusqu'à la mi-2022 et en actualisant les faits survenus dans le pays jusqu'en mai 2025⁵. Le rapport vise à i) analyser l'évolution des garanties et des conditions d'exercice du journalisme dans le pays ; ii) souligner son importance pour surmonter la crise multidimensionnelle que traverse l'État, notamment pour la tenue d'élections avant le 7 février 2026 ; et iii) formuler des recommandations à l'intention des parties concernées pour sauvegarder la liberté de la presse. Ce rapport a été annoncé dans un communiqué de presse du Bureau à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté d'expression le 3 mai 2024⁶.
4. Depuis l'adoption du dernier rapport du pays, deux nouveaux organes ont été formés en Haïti : le Conseil Présidentiel de Transition (CPT), qui a prêté serment en avril 2024, et la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MAMS), autorisée par les Nations unies (ONU) en octobre 2023, et dont le déploiement initial a commencé le 25 juin 2024. Le CPT a nommé et assermenté un premier ministre intérimaire en mai 2024, qui a à son tour formé un cabinet

¹ CIDH, Rapport annuel 2000, Rapport de l'Office du Rapporteur Spécial, paragraphes 184-191 ; CIDH, Rapports annuels du Office du Rapporteur Spécial, 3 mai 2024 [voir les chapitres sur les pays].

² CIDH, Audition thématique, "Situation des droits de l'homme en Haïti dans le contexte de la crise humanitaire et de sécurité citoyenne", 187e session ordinaire, virtuelle, 13 juillet 2023 ; CIDH, Audition thématique, "Violence et sécurité dans le contexte des protestations sociales en Haïti", 173e session ordinaire, Washington D.C., États-Unis, 23 septembre 2019 ; CIDH, Audition thématique, "Situation du droit d'accès à l'information en Haïti", 154ème session ordinaire, Washington D.C., États-Unis, 17 mars 2015 ; CIDH, Audition thématique, "Situation du droit à la liberté d'expression en Haïti", 147e session, Washington D.C., États-Unis, 16 mars 2013 ; CIDH, Audition thématique, "Situation de la liberté d'expression en Haïti", 119e session ordinaire, 2 mars 2004.

³ CIDH, Communiqués de presse sur Haïti du Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), 3 mai 2024

⁴ CIDH, Rapport sur la situation de la liberté d'expression en Haïti par le Office du Rapporteur Spécial, OEA/Ser.L/V/II.117, Doc. 48, 15 juillet 2003 ; CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, OEA/Ser.L/V/II Doc. 385, 30 août 2022, paras. 166-210.

⁵ Le dernier rapport de la CIDH sur la situation des droits de l'homme en Haïti a été adopté en plénière de la Commission le 30 août 2022.

⁶ RSLE, Communiqué de presse n° R089/24, "Le RSLE alerte sur la situation de la liberté de la presse en Haïti et exhorte le Conseil présidentiel de transition et les États de la région à adopter des mesures d'assistance en faveur des journalistes", 3 mai 2024.

en juin 2024. En novembre 2024, le CPT a nommé un nouveau premier ministre intérimaire. Parallèlement, le CPT a demandé au Conseil de Sécurité des Nations Unies de transformer la MAMS en une mission de maintien de la paix afin de garantir un financement, un personnel et un équipement adéquats pour lutter contre les structures criminelles sur le territoire national.

5. Ce rapport s'adresse en particulier aux nouveaux acteurs du pays, les exhortant à contribuer à la mise en place de conditions sûres pour l'exercice du journalisme. La liberté de la presse doit être considérée comme un outil essentiel pour surmonter la crise multidimensionnelle en Haïti, car elle permet de rendre visibles les violations des droits de l'homme et les niveaux élevés d'impunité, de garantir la responsabilité des autorités nationales et internationales, de promouvoir un débat public éclairé et de garantir des élections libres, équitables et transparentes qui permettent le retour à des institutions démocratiques et le plein fonctionnement de l'État.

B. Méthodologie et structure

6. Le RSLE a préparé ce rapport sur la base de la collecte, de l'analyse et de la systématisation des informations relatives à la crise multidimensionnelle que traverse le pays depuis 2018, à l'installation de la CPT, à l'autorisation et au déploiement de la MAMS, ainsi qu'aux crimes et violations contre les journalistes au cours des six dernières années. Le RSLE a concentré ses efforts sur la mise à jour des événements les plus pertinents entre août 2022 et mai 2025 afin de fournir une évaluation détaillée et pertinente de la situation de la liberté de la presse en Haïti, ainsi que et afin de formuler des recommandations prioritaires.
7. Le RSLE a utilisé une méthodologie mixte pour l'élaboration de ce rapport, basée sur des sources primaires et secondaires. En ce qui concerne les sources primaires, le RSLE a utilisé des informations présentées durant les séances d'écoute confidentielles avec des journalistes en Haïti, y compris des correspondants internationaux, ainsi qu'à l'occasion des sessions de travail et des réunions convoquées par le Conseil permanent de l'Organisation des États Américains (OEA) et le Secrétariat pour le renforcement de la démocratie de l'OEA, auxquelles ont également participé le Représentant spécial du Secrétaire général de l'OEA en Haïti, le Secrétariat exécutif adjoint pour le suivi, la promotion et la coopération technique en matière de droits de l'homme de la CIDH et la Commission de Venise du Conseil de l'Europe. En ce qui concerne les sources secondaires, le Rapporteur spécial a compilé les informations contenues dans : i) les sources officielles de l'État ; ii) les rapports, résolutions et déclarations de l'ONU, de l'OEA et de la CIDH ; iii) les études des organisations non gouvernementales, tant nationales qu'internationales ; iv) les informations des médias nationaux et internationaux ; et (v) les contenus recueillis sur les réseaux sociaux et autres médias.
8. Le rapport se compose de quatre sections. La première section traite des institutions démocratiques en Haïti, comprenant un compte rendu des deux cycles de déstabilisation identifiés par la CIDH dans son rapport d'août 2022 sur la "Situation des droits de l'homme en Haïti », ainsi que sur la fin du gouvernement intérimaire d'Ariel Henry (2021-2024) et l'installation de la CPT (depuis 2024). La deuxième section traite de la demande, de la création, du mandat, du déploiement et des résultats préliminaires de la MAMS. Dans ces deux premières sections le RSLE souligne l'importance du journalisme pour naviguer et surmonter la crise multidimensionnelle du pays et ouvrir la voie à la tenue d'élections avant le premier trimestre 2026. La troisième section analyse la situation de la liberté de la presse en Haïti à la lumière des normes interaméricaines pertinentes, en consolidant le suivi effectué par le RSLE entre 2018 et mai 2025. Enfin, la quatrième section formule des recommandations à l'intention de l'État, actuellement dirigé par le gouvernement intérimaire formé par le CPT et le/la Premier ministre intérimaire, et à l'intention des forces de sécurité nationales et internationales, y compris à l'endroit de la MAMS et/ou d'une future mission de maintien de la paix de l'ONU.

II. Crise multidimensionnelle

9. La CIDH a publié huit rapports sur la situation des droits de l'homme en Haïti⁷. Le dernier en date, adopté le 30 août 2022 et publié le 5 janvier 2023, aborde la crise multidimensionnelle qui sévit encore dans le pays. Cette crise implique :
 - a) Une faiblesse des institutions démocratiques accompagnée d'une faible opérabilité des trois branches de l'État (exécutif, législatif et judiciaire)⁸;
 - b) Des niveaux élevés d'insécurité pour les citoyens, comme en témoigne le nombre d'homicides, d'enlèvements, de déplacements forcés, de violences sexuelles et de menaces, notamment en raison du contrôle territorial accru des groupes armés organisés et de l'absence d'institutions et de forces de sécurité de l'État⁹;
 - c) La persistance du taux de pauvreté multidimensionnelle, le plus élevé de l'hémisphère occidental, qui entrave à son tour la jouissance des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux¹⁰;
 - d) L'augmentation du nombre de personnes en situation de mobilité humaine à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sans protection suffisante et sans solutions durables pour retourner dans leur lieu habituel de résidence¹¹;
 - e) Et des violations constantes de la liberté d'expression des citoyens et de la presse du fait de la répression par la Police Nationale d'Haïti (PNH) et par l'incursion violente de groupes armés dans le cadre de mobilisations sociales, des assassinats de journalistes dans l'exercice de leur métier, d'attaques armées contre les médias, d'enlèvements par des groupes armés organisés, et du peu de progrès dans l'administration de la justice¹².
10. Dans ce dernier rapport, le premier à traiter exclusivement de la situation de la liberté d'expression, la Commission a identifié deux périodes interconnectées qui expliquent son émergence et son approfondissement¹³. La première période, entre 2018 et mi-2021, a été marquée par un mécontentement social croissant face à des circonstances politiques, économiques et sécuritaires défavorables, ainsi que par l'échec des efforts visant à organiser des élections libres, équitables et transparentes¹⁴. L'absence d'élections a entraîné une grave perturbation des fondements constitutionnels des trois branches du gouvernement. Dans ce contexte de fonctionnement anormal des trois pouvoirs de l'État, le Président Jovenel Moïse a choisi de gouverner par décret, ce qui a alimenté les critiques à l'égard de son gouvernement et une remise en question de sa légitimité en raison de désaccords sur la date d'expiration de son mandat¹⁵.
11. La deuxième période, selon l'analyse de la Commission, a commencé le 7 juillet 2021, lorsque le Président Moïse¹⁶ a été assassiné. Le Premier ministre Ariel Henry a pris la tête de l'exécutif

⁷ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, OEA/Ser.L/V/II Doc. 385, 30 août 2022, para. 22.

⁸ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 5-6.

⁹ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 7-8.

¹⁰ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 9-10.

¹¹ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 14-17.

¹² CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 11-13.

¹³ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 48.

¹⁴ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 48.

¹⁵ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 53.

¹⁶ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 68.

et a formé un gouvernement intérimaire après avoir conclu un accord politique partiel avec d'autres acteurs du pays. Cependant, le gouvernement intérimaire a reporté indéfiniment les élections en révoquant les membres du Conseil Électoral Provisoire (CEP), précédemment nommés par le Président Moïse, et a continué à gouverner par le biais de décrets ¹⁷.

12. Au fur et à mesure que l'État et ses trois branches devenaient de plus en plus dysfonctionnels, les groupes armés organisés ont étendu leur contrôle territorial¹⁸. Leur expansion et leur brutalité marquées par des attaques fréquentes, coordonnées et massives contre la population civile et les forces de sécurité ont finalement contraint le gouvernement intérimaire d'Henry à se retirer du pouvoir en mars 2024¹⁹. Cette décision a permis aux principaux acteurs du pays de parvenir à un nouvel accord politique pour la gouvernance du pays par le biais d'un Conseil Présidentiel de Transition. L'accord conclu a déterminé que le CPT, dans l'exercice de ses pouvoirs présidentiels, devrait constituer un gouvernement de transition, former le CEP pour organiser des élections d'ici à février 2026, et coordonner des actions conjointes avec la MAMS pour rétablir la sécurité dans le pays²⁰.
13. L'assassinat du Président Moïse et son impact sur la réorganisation des fonctions de gouvernance démocratique et la détérioration du fonctionnement des institutions de l'État ont conduit à une aggravation de la crise multidimensionnelle, comme l'a conclu la CIDH dans son dernier rapport sur le pays²¹. La Commission a constaté des difficultés répétées dans la restauration des institutions démocratiques, la dégradation des indices de sécurité des citoyens, l'augmentation de la pauvreté multidimensionnelle, des niveaux élevés de déplacements forcés et des crimes contre la presse d'une fréquence et d'une gravité sans précédent²².
14. En octobre 2024, six mois après sa formation, le CPT a évalué ses performances, soulignant qu'il n'avait pas répondu aux attentes du public, en particulier en ce qui concerne le rétablissement de la sécurité des citoyens et la transparence remise en cause par des allégations de corruption à l'encontre de membres du nouvel organe politique²³. Néanmoins, le CPT a souligné que la nomination des neuf membres du CEP constituait un pas important vers la tenue d'élections d'ici au 7 février 2026, date d'expiration du mandat du gouvernement de transition²⁴.

A. Première période : tensions politiques et crise de légitimité des trois pouvoirs (2018-2021)

15. En 2018, la CIDH a mis en garde contre le début d'une rupture de confiance de divers secteurs de la population envers la classe politique, en raison de multiples allégations de corruption, de détournement de fonds et de fraude, ainsi qu'en raison de l'augmentation du coût de la vie

¹⁷ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 50.

¹⁸ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 8.

¹⁹ BBC, *Le premier ministre haïtien Ariel Henry démissionne alors que l'ordre public s'effondre*, 12 mars 2024 ; CNN, *Le premier ministre haïtien démissionne alors qu'un conseil a prêté serment pour diriger la transition politique dans une nation ravagée par la violence*, 25 avril 2024.

²⁰ Reuters, *Haiti decrees long-awaited transition council, but questions remain*, 12 avril 2024 ; CNN, *Haiti establishes transitional ruling council amid crisis*, 12 avril 2024.

²¹ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 55.

²² CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 5-17.

²³ Le Nouvelliste, *Le Président Voltaire fait le bilan des six mois du CPT*, 25 octobre 2024 ; AP, *Un nouveau dirigeant prend la tête du conseil présidentiel transitoire d'Haïti entaché d'allégations de corruption*, 7 octobre 2024.

²⁴ Reuters, *Haiti creates council tasked with holding first election in a decade*, 18 September 2024 ; BBC, *Haiti takes step towards first elections since 2016*, 19 septembre 2024 ; The Haitian Times, *Haiti's Provisional Electoral Council finally complete after contentious process*, 14 Décembre 2024 ; BINUH, *Report of the Secretary-General*, 15 janvier 2025.

due à la hausse des prix des carburants²⁵. Dans ce contexte, une série de manifestations ont été documentées à compter du second semestre de cette année-là, lorsque des affrontements répétés entre la PNH et les manifestants ont fait des dizaines de blessés et plus de 40 morts²⁶.

16. L'année suivante, en 2019, des obstacles ont été observés de la part du gouvernement de Jovenel Moïse à l'adoption par l'Assemblée nationale d'une candidature au poste de Premier ministre, qui devait partager les fonctions du pouvoir exécutif avec le président, comme le stipule la Constitution haïtienne²⁷. L'absence d'adoption de la loi électorale a également été relevée, ce qui a empêché la tenue d'élections législatives le 29 octobre 2019²⁸. Comme en 2018, de nouvelles manifestations ont été organisées pour exiger la démission du président, marquées par des épisodes de violence dus à l'usage excessif de la force par les forces de sécurité et à l'ingérence d'acteurs armés illégaux. En février 2019, au moins 34 personnes ont été tuées et plus de 100 blessées²⁹. Entre septembre et octobre, au moins 30 personnes ont été tuées, dont un journaliste, et plus de 200 blessées, dont neuf reporters³⁰.
17. En janvier 2020, en raison de l'absence d'élections, les mandats des 119 membres de la Chambre des députés et des deux tiers du Sénat ont expiré, n'en laissant que 10 en fonction³¹. Cette anomalie législative a affecté les institutions démocratiques en rendant impossible l'adoption du budget national, la confirmation d'un nouveau premier ministre et la formation d'un cabinet gouvernemental, entre autres responsabilités constitutionnelles fondamentales³².
18. Face à ce scénario, le président, en tant que plus haute autorité du pouvoir exécutif, a commencé à adopter une série de mesures, notamment des mesures requérant notamment l'aval du pouvoir législatif, par le biais de décrets présidentiels³³. La gouvernance par décret a aggravé les tensions déjà existantes et la CIDH a réitéré la nécessité de reprendre le dialogue politique en tant qu'élément clé pour préserver les institutions démocratiques et éviter le risque de paralysie de la fonction publique³⁴.
19. Au cours de l'année 2020, et malgré plus de 65 recours juridiques, le gouvernement du Président Moïse a promulgué de nombreuses lois par le biais de décrets³⁵. Parmi les mesures adoptées figurent : i) la publication d'un nouveau code pénal ; ii) la réorganisation de l'administration publique; iii) la criminalisation des actions menées dans le cadre de manifestations; et iv) la création d'une nouvelle carte d'identité nationale biométrique, destinée à être utilisée comme carte d'identité électorale. En outre, les membres des 140 commissions municipales du pays, dont les mandats avaient également expiré suite au refus

²⁵ CIDH, Rapport annuel 2018, chapitre IV-A, paragraphe 268.

²⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2018, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 30, 17 mars 2019, paragraphes 655-658.

²⁷ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 55.

²⁸ CIDH, Rapport annuel 2019, Ch. IV.A. Human Rights Developments in the Region : Haiti, p. 369.

²⁹ Human Rights Watch, Haïti : Investigate Protest Deaths, 22 mars 2019 ; Amnesty International, Haïti : Amnesty International vérifie les preuves d'un usage excessif de la force contre les manifestants, 31 octobre 2019.

³⁰ Nations unies - Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Note d'information à la presse sur les troubles en Haïti, 1er novembre 2019 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, paragraphes 769-780 ; Amnesty International, Haïti : Amnesty International vérifie les preuves d'un usage excessif de la force contre les manifestants, 31 octobre 2019.

³¹ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 56.

³² CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 56.

³³ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 57.

³⁴ CIDH, communiqué de presse n° 011/20, La CIDH accompagne la situation politique et institutionnelle en Haïti, 22 janvier 2020 ; CIDH, communiqué de presse n° 038/21, La CIDH accompagne avec préoccupation la situation politique et institutionnelle en Haïti, et appelle au dialogue dans le respect des droits de l'homme et de l'État de droit, 23 février 2021.

³⁵ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 58.

- d'organiser des élections locales dans le pays³⁶, ont été nommés unilatéralement, par décrets présidentiels.
20. En l'absence d'élections, des tentatives ont été faites pour former un nouveau CEP de neuf membres afin d'organiser et de superviser les élections en attente³⁷. A cet égard, le Président Moïse a nommé unilatéralement une nouvelle équipe et l'a chargée d'organiser un référendum constitutionnel, dont le contenu a ensuite été contesté par différents secteurs de la société³⁸.
 21. Au cours des derniers mois de 2020 et du premier semestre de 2021, des manifestations ont été organisées pour remettre en question la durée du mandat présidentiel du Président Moïse et exiger que la fin de son mandat soit reconnue en date du 7 février 2021³⁹. Divers secteurs de l'opposition ont fait valoir que le mandat présidentiel devait être comptabilisé à partir de la date prévue du processus électoral annulé, qui a eu lieu en octobre 2015, et non à partir de la date des élections qui se sont tenues en novembre 2016⁴⁰. En outre, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire a publié une résolution indiquant que le mandat du Président de l'époque devait prendre fin en 2021⁴¹. Pour leur part, Moïse et ses partisans politiques ont affirmé que le mandat du Président a commencé lorsqu'il a pris ses fonctions en février 2017 et devait donc être prolongé jusqu'en février 2022⁴². Au milieu de ce débat public, des appels ont été lancés par la société civile pour qu'un gouvernement de transition prenne en charge la conduite du processus électoral⁴³.
 22. Le 6 février 2021, à la fin du mandat présidentiel de Moïse tel que déterminé par le pouvoir judiciaire, un juge de la Cour suprême s'est autoproclamé Président par intérim⁴⁴. En réponse, deux jours plus tard, par le biais d'un acte présidentiel, le chef de l'État a mis à la retraite trois juges de la plus haute juridiction, dont celui qui souhaitait lui succéder à la tête de l'État, et les a remplacés unilatéralement par décret⁴⁵. La PNH a ensuite pris le contrôle de la Cour suprême et de l'École de la Magistrature, paralysant leur fonctionnement⁴⁶. Le Président a qualifié de "coup d'État" les efforts déployés pour l'écarter du pouvoir et a ordonné l'arrestation d'au moins 23 personnes prétendument impliquées⁴⁷.
 23. A la lumière des faits présentés durant cette première période, la CIDH a exhorté les autorités haïtiennes à engager un véritable dialogue avec toutes les parties prenantes afin de i) rétablir le plein fonctionnement des institutions de l'État de droit et des organes représentatifs du pays par le biais d'élections libres et équitables ; ii) mettre fin à la stagnation des fonctions de l'État ; et iii) rétablir pleinement l'indépendance des pouvoirs⁴⁸.

³⁶ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 58.

³⁷ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 57.

³⁸ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphes 57 et 60.

³⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2021*, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, paras. 525-532.

⁴⁰ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 59.

⁴¹ CIDH, communiqué de presse n° 038/21, *La CIDH est préoccupée par la situation politique et institutionnelle en Haïti et appelle au dialogue dans le respect des droits de l'homme et de l'État de droit*, 23 février 2021 ; CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, para. 60.

⁴² CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 60.

⁴³ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 58.

⁴⁴ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 61.

⁴⁵ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 61.

⁴⁶ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 61.

⁴⁷ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 61.

⁴⁸ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 67.

24. En ce qui concerne les violations graves de la liberté de la presse au cours de cette première période, le Rapporteur spécial a enregistré dans ses rapports annuels⁴⁹ l'assassinat de quatre journalistes, la disparition d'un, des agressions contre 12 reporters effectuant leur travail dans le cadre de manifestations sociales, des attaques à mains armées contre 6 membres de la presse pour leurs enquêtes et leurs rapports sur la corruption et l'aggravation de la sécurité publique, ainsi que trois menaces contre les bureaux de médias.
25. Par conséquent, le RSLE a demandé instamment aux autorités haïtiennes d'enquêter sur chacun de ces événements, de punir les auteurs intellectuels et matériels et d'assurer une réparation adéquate aux victimes⁵⁰. A cet égard, le Rapporteur spécial a insisté sur la nécessité que les enquêtes soient exhaustives, efficaces et impartiales, rappelant que les crimes contre la presse ont un effet dissuasif sur la liberté d'expression, qui s'accroît avec l'impunité⁵¹. Enfin, il a appelé l'État à mettre en œuvre des mesures préventives et des garanties pour les journalistes en danger, ainsi qu'à désavouer publiquement et catégoriquement l'escalade de la violence contre la presse en guise de réaction institutionnelle ferme⁵².

B. Deuxième période : l'assassinat du Président Jovenel Moïse et les défis institutionnels du gouvernement intérimaire d'Ariel Henry (2021-2024)

26. La crise multidimensionnelle en Haïti a été aggravée par l'assassinat du Président Moïse le 7 juillet 2021, un crime condamné par la Commission⁵³. Dans son analyse ultérieure, la CIDH a identifié deux conséquences de l'assassinat du chef de l'État : i) la réorganisation des fonctions de gouvernance démocratique ; et ii) la détérioration du fonctionnement des institutions de l'État dans un contexte de faibles attentes en matière d'opérabilité et de protection⁵⁴.
27. En ce qui concerne la réorganisation de la gouvernance démocratique, la CIDH a noté que l'incertitude initiale concernant la succession du Président Moïse s'est prolongée jusqu'au 20 juillet 2021, date à laquelle le Premier ministre Ariel Henry a été confirmé dans ses fonctions intérimaires, bien que sans l'aval du pouvoir législatif et donc sans base constitutionnelle⁵⁵. Dès le début de cet intérim, l'intention a été annoncée de rechercher des accords politiques inclusifs et consensuels, dans le but de créer les conditions nécessaires à la tenue des élections reportées et ce avant la fin de l'année 2022⁵⁶. Cet accord visait à consolider un mécanisme de gouvernance incluant plus de 150 organisations politiques et de la société civile, qui pourrait

⁴⁹ Voir CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2018, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 30, 17 mars 2019, paras. 650-8 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, paras. 761-784 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2020, OEA/Ser.L/Doc.28, 30 mars 2021, paras. 816-832 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, paras. 512-538.

⁵⁰ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2018, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 30, 17 mars 2019, para. 654.

⁵¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, paras. 766 et 768 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2020, OEA/Ser.L/Doc.28, 30 mars 2021, paras. 524.

⁵² CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 766.

⁵³ CIDH, communiqué de presse n° 172/21, La CIDH condamne l'assassinat du Président haïtien Jovenel Moïse et exhorte l'État à garantir les institutions démocratiques et les droits de l'homme, 9 juillet 2021.

⁵⁴ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 70.

⁵⁵ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 71.

⁵⁶ CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, paragraphe 71.

façonner un nouveau CEP et en même temps établir une feuille de route pour la préparation et l'adoption d'un nouveau texte constitutionnel par les citoyens⁵⁷.

28. En ce qui concerne le fonctionnement des institutions de l'État, la Commission a noté avec inquiétude l'expiration prolongée des mandats constitutionnels des représentants élus par le peuple au sein des pouvoirs législatif et exécutif⁵⁸. Le non-renouvellement des mandats a gravement affecté le fonctionnement régulier de ces deux branches, ainsi que celui du pouvoir judiciaire, dont les organes les plus élevés exigent la nomination et l'approbation croisée des juges⁵⁹.
29. Les processus de négociation politique et de stabilisation ont été entravés, durant cet intérim, par la résurgence des manifestations sociales, la détérioration de la sécurité des citoyens due à l'expansion des groupes armés, l'absence de justice pour les crimes les plus graves et la remise en question permanente de la légitimité et du soutien populaire au gouvernement intérimaire du Premier Ministre Henry⁶⁰. Le 27 novembre 2021, sur la base de négociations avec différents factions politiques, secteurs sociaux et organisations de la société civile, le premier ministre a pu former un nouveau gouvernement dont les priorités seraient la sécurité, la réforme constitutionnelle basée sur un processus de consultation populaire, et la tenue d'élections législatives et départementales⁶¹.
30. Comme le Président Moïse, le Premier Ministre Henry a continué à gouverner par décret présidentiel⁶². En juillet 2022, un an après l'assassinat du chef de l'État, Henry a annoncé son intention d'ouvrir la voie à des élections, bien qu'il n'ait nommé aucun membre du CEP après avoir dissous sa composition le 27 septembre 2021. Ceci a eu pour conséquence le report indéfini des élections pourtant nécessaires au bon fonctionnement constitutionnel des trois branches de l'État⁶³.
31. Outre l'intérim de l'exécutif et l'absence de législateurs à l'Assemblée nationale, déjà signalés par la CIDH, les organisations de la société civile et le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) ont documenté le dysfonctionnement du pouvoir judiciaire. En particulier, ils ont exprimé leur préoccupation concernant les retards dans la nomination des juges, laissant la plupart des organes judiciaires sans *quorum* pour entendre les affaires et rendre des verdicts⁶⁴; les attaques par des gangs criminels contre les installations judiciaires dans lesquelles des preuves et des dossiers auraient été volés ou détruits et ne peuvent être récupérés en raison de l'absence de copies numériques⁶⁵; et les grèves des opérateurs judiciaires pour exiger de meilleures conditions de travail, y compris des garanties de sécurité⁶⁶.

⁵⁷ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 71.

⁵⁸ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 75.

⁵⁹ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 76.

⁶⁰ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 74.

⁶¹ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, paragraphe 74.

⁶² Human Rights Watch, *Rapport mondial 2022 : Haïti*, 2022 ; Freedom House, *Liberté dans le monde 2022 : Haïti*, 2022

⁶³ BBC, *Haiti polls postponed after electoral body is dissolved*, 28 septembre 2021 ; Reuters, *Haiti's elections postponed after electoral council dismissed*, 28 septembre 2021.

⁶⁴ Citer HRW et Freedom House mais l'année 2023.

⁶⁵ Dysfonctionnement des systèmes judiciaire et pénal : Le RNDHH appelle au respect des droits à une garantie judiciaire, 11 novembre 2022, pages 19-22 ; InSight Crime, *Haiti Gang Has Occupied Supreme Court for Almost a Week*, 16 juin 2022 ; Miami Herald, *Armed bandits now control the Haiti's largest courthouse after violent takeover*, 16 juin 2022.

⁶⁶ BINUH, *Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti (avril-juin 2024)*, 2024, pg. 9 ; BINUH, *Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti (janvier-mars 2024)*, 2024, pg. 9-10 ; BINUH, *Situation des droits de l'homme : principales tendances (juillet-septembre 2023)*, 2023, pg. 6.

32. Après la vacance du pouvoir consécutive à l'assassinat du Président Moïse et à l'intérim d'Henry, la violence des bandes criminelles a augmenté de manière exponentielle, atteignant des niveaux historiques et devenant la principale menace pour la sécurité des citoyens⁶⁷. On estime qu'entre 150 et 200 groupes armés opèrent actuellement en Haïti, dont au moins 23 dans la région métropolitaine de Port-au-Prince⁶⁸. Selon les informations disponibles et l'analyse des experts, ces groupes se sont divisés en deux grandes coalitions : "G-Pèp" et le "G9 Fanmi e Alye" (G9 Family and Allies)⁶⁹. Depuis 2021, les gangs criminels ont pris le contrôle de zones stratégiques de la capitale, ainsi que des principales routes reliant Port-au-Prince aux ports, aux zones côtières et aux frontières terrestres du pays⁷⁰.
33. Selon le BINUH, le nombre d'homicides en 2022 a augmenté de 35,2% par rapport à 2021, avec 2 183 victimes contre 1 615 l'année précédente⁷¹. Sur le nombre total d'homicides, environ 82% se sont produits dans le département de l'Ouest, où les gangs criminels exercent un contrôle territorial important⁷². En 2023, les homicides ont connu une augmentation encore plus importante de 120% par rapport à 2022, avec un total de 4 789 victimes signalées⁷³. D'autres crimes, tels que les enlèvements, ont également explosé, passant de 1 359 cas signalés en 2022 à 2 490 en 2023, soit une augmentation de 83% en une seule année⁷⁴.
34. Les affrontements entre bandes criminelles ont entraîné le déplacement forcé de plus de 700 000 personnes, qui ont été contraintes de vivre dans des camps spontanés aux conditions sanitaires précaires⁷⁵. Les personnes déplacées ont également été victimes d'attaques répétées dans le cadre de la stratégie d'intimidation des acteurs illégaux visant à consolider leur contrôle territorial⁷⁶. Bien que plus de 312 000 personnes aient réussi à s'exiler, 216 000 autres ont été renvoyées de force par les pays de la région, ce qui les met en danger et crée de sérieux obstacles à leur réintégration locale⁷⁷.
35. Outre les massacres, les assassinats sélectifs et les enlèvements comme méthode d'extorsion, le BINUH a documenté des cas de violence sexuelle, y compris des viols massifs de filles et de femmes, le recrutement forcé, l'exploitation et le trafic d'enfants et d'adolescents, ainsi que la destruction d'installations de services sociaux⁷⁸. Selon les organisations présentes dans le pays, la violence des gangs criminels a fait des milliers de morts, d'orphelins, de blessés, de personnes déplacées, en situation d'insécurité alimentaire, sans accès à l'éducation, au chômage ou souffrant de graves problèmes de santé mentale⁷⁹.
36. La PNH, et en particulier l'unité antigang, a manqué de ressources et de personnel pour combattre les groupes armés et contenir leur expansion, et a montré des déficiences notables

⁶⁷ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, para. 3 ; RNDHH, Le règne du Premier Ministre Ariel Henry ou la fureur des bandes armées, 9 mai 2023, pp. 3-4.

⁶⁸ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 14 avril 2023, para. 27.

⁶⁹ Nations Unies, Haïti : Les gangs ont "plus de puissance de feu que la police", 4 avril 2024.

⁷⁰ Nations Unies, Haïti : Les gangs ont "plus de puissance de feu que la police", 4 avril 2024.

⁷¹ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, para. 13.

⁷² BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, para. 13.

⁷³ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 15 janvier 2024, para. 11.

⁷⁴ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 15 janvier 2024, para. 11.

⁷⁵ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, paras. 50, 61.

⁷⁶ Nations Unies, 975^e réunion : les déplacements croissants, les gangs criminels et la corruption continuent d'empoisonner la vie des Haïtiens, ralentissant les réformes démocratiques, disent les orateurs au Conseil de sécurité, 22 octobre 2024 ; BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, para. 3.

⁷⁷ HCR, Le HCR publie de nouvelles orientations sur la protection internationale des réfugiés pour les Haïtiens, 20 mars 2024 ; OIM, Les Haïtiens renvoyés de force en Haïti, mars 2024, p. 5.

⁷⁸ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, para. 78.

⁷⁹ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 17 janvier 2023, para. 33.

dans la planification opérationnelle et la gestion des ressources disponibles⁸⁰. Cette situation a conduit à la prolifération de groupes de "justiciers" ou d'"autodéfense"⁸¹. Des centaines de personnes prétendument associées à des gangs criminels ont été tuées par ces groupes dans au moins sept des dix départements d'Haïti (Artibonite, Centre, Grand-Anse, Nord, Nord-Ouest, Ouest et Sud)⁸². Bien que la présence de groupes d'autodéfense ait pu réduire les attaques des groupes armés dans certains secteurs du pays, les acteurs humanitaires ont également enregistré de graves violations des droits de l'homme en raison de l'arbitraire et de la brutalité qui caractérisent ces groupes⁸³.

37. Les poursuites pour les crimes identifiés durant cette deuxième période dont la plupart constituent de graves violations des droits de l'homme, ont été extrêmement limitées⁸⁴. À ce jour, il n'y a eu aucun progrès dans les enquêtes et les sanctions à l'encontre des auteurs des massacres, y compris ceux qui ont eu lieu avant 2021 (Grand Ravine en 2017, La Saline en 2018 et Bel Air en 2019)⁸⁵. La corruption et l'ingérence politique induite, en plus de l'absence d'opérateurs légitimes de la justice et les grèves récurrentes de ceux qui pourraient encore exercer leurs fonctions, expliquent le dysfonctionnement du pouvoir judiciaire⁸⁶.
38. L'aggravation de la crise multidimensionnelle a provoqué de nouvelles vagues de protestations contre l'administration intérimaire d'Henry. Dans ce contexte, les forces de l'ordre ont été impliquées dans des dizaines de violations des droits de l'homme en raison de l'usage excessif de la force contre les manifestants, y compris l'utilisation de balles réelles et de jets de grenades lacrymogènes pour les disperser⁸⁷. Plusieurs des manifestations enregistrées ont paralysé les activités politiques, sociales et économiques du pays⁸⁸.
39. Au cours de cette deuxième période d'instabilité, le Rapporteur spécial a observé dans ses rapports annuels⁸⁹ l'assassinat de 12 journalistes, la plupart d'entre eux dans le cadre de la couverture des affrontements entre bandes criminelles pour le contrôle du territoire ; l'enlèvement d'une douzaine de membres de la presse comme stratégie d'intimidation et d'extorsion de la part de groupes armés ; le déplacement forcé de neuf journalistes et de leurs familles, ainsi que l'exil d'au moins trois autres reporters ; des attaques contre une douzaine de journalistes qui ont été attaqués par des manifestants et les forces de l'ordre alors qu'ils couvraient diverses manifestations ; ainsi que des attaques à mains armées contre les abords des sièges de deux médias.
40. Au vu de ces faits, le RSLE a réitéré les appels lancés au cours de la première période de la crise multidimensionnelle, soulignant que l'exercice du journalisme ne peut se faire librement que lorsque les personnes qui l'exercent ne sont pas victimes de menaces ou d'agressions

⁸⁰ BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 15 janvier 2024, para. 16.

⁸¹ BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 27 juin 2024, para. 16 ; BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 15 janvier 2024, para. 33.

⁸² BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 15 janvier 2024, para. 33.

⁸³ AP, *Vigilantes in Haiti strike back at gangsters with brutal street justice*, 4 juin 2023 ; Reuters, *UN says over 350 killed by Haiti vigilante groups as thousands flee gang warfare*, 18 août 2023.

⁸⁴ BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 27 juin 2024, para. 41.

⁸⁵ BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 27 juin 2024, para. 41.

⁸⁶ BINUH, *Situation des droits de l'homme en Haïti : principales tendances (avril-juin 2023)*, 2023, p. 6.

⁸⁷ BINUH, *Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti (janvier-mars 2024)*, p. 5.

⁸⁸ BINUH, *Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti (janvier-mars 2023)*, p. 3.

⁸⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Informe Anual 2021*, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64 rev. 1, 26 mai 2022, paras. 512-538 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport Annuel 2022*, OEA/Ser.L/V/II Doc. 50, 6 mars 2022, 512-538 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2022*, OEA/Ser.L/V/II Doc. 50, 6 mars 2023, paras. 813-841 ; CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2023*, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, paras. 944-985.

physiques, psychologiques ou morales ou d'autres actes de harcèlement⁹⁰. Il a également rappelé le triple effet de la violence contre les journalistes, à savoir la violation du droit des victimes d'exprimer et de diffuser leurs idées, opinions et informations, la production d'un effet de refroidissement et de réduction au silence sur leurs pairs et la violation des droits des citoyens de rechercher et de recevoir des informations de toute nature⁹¹. Dans ce contexte, le Rapporteur a mis en garde contre les conséquences négatives pour la démocratie haïtienne, qui a besoin d'un échange d'idées et d'informations libre, ouvert et dynamique pour surmonter la crise multidimensionnelle⁹².

C. Fin du gouvernement intérimaire d'Ariel Henry et mise en place du Conseil présidentiel de transition (2024-)

41. La violence a atteint un nouveau point culminant entre janvier et mai 2024, avec plus de 3 250 homicides et près de 1 000 enlèvements attribuables à des gangs criminels⁹³. En outre, les groupes d'autodéfense ont procédé à 140 exécutions de membres présumés de gangs⁹⁴. Cette augmentation substantielle de la violence a coïncidé avec un pacte de non-agression entre les principales structures criminelles, connu sous le nom de "Viv Ansanm", en vue d'attaquer la présidence intérimaire d'Henry pendant qu'il était hors du pays pour demander le soutien de la communauté internationale pour le déploiement d'une mission internationale pour soutenir la sécurité dans le pays⁹⁵. Grâce à ce pacte, les groupes criminels ont lancé une série d'attaques coordonnées contre des bâtiments gouvernementaux et des infrastructures essentielles⁹⁶.
42. Ainsi, les acteurs illégaux, précédemment organisés en deux coalitions rivales, "G9" et "Gpèp", ont procédé à l'assaut de dizaines de commissariats de police, des deux plus grands pénitenciers du pays, d'où se seraient évadés au moins 3 500 prisonniers, dont le pénitencier national de Port-au-Prince, bénéficiaire de mesures de précaution en vertu de la résolution n° 13/17 de la CIDH, des principaux ports maritimes et de l'aéroport international de Port-au-Prince⁹⁷. Selon des informations publiques, ce front uni des gangs criminels a également pillé et incendié des écoles, des centres de santé, des entreprises et des résidences privées⁹⁸.

⁹⁰ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 828.

⁹¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Informe Anual 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 951.

⁹² CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 951.

⁹³ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 27 juin 2024, paragraphe. 16.

⁹⁴ BINUH, Rapport du Secrétaire général, 27 juin 2024, paragraphe. 16.

⁹⁵ Crisis Group, Haiti : A New Government Faces Up to the Gangs, 23 mai 2024 ; ACLED, Viv Ansanm : Living together, fighting united - the alliance reshaping Haiti's gangland, 16 octobre 2024.

⁹⁶ Crisis Group, Haiti : A New Government Faces Up to the Gangs, 23 mai 2024 ; ACLED, Viv Ansanm : Living together, fighting united - the alliance reshaping Haiti's gangland, 16 octobre 2024.

⁹⁷ CIDH, Communiqué de presse No. 039/24, La CIDH exprime sa préoccupation face à la recrudescence significative de la violence en Haïti, 21 février 2024 ; CIDH, Communiqué de presse No. 048/24, La CIDH condamne l'escalade de la violence et les attaques des groupes armés en Haïti, 7 mars 2024 ; Nations Unies, La violence meurtrière en Haïti atteint un niveau record, certains des pires scénarios se déroulent maintenant en Haïti, 7 mars 2024. 048/24, IACHR Condemns Escalation of Violence and Attacks by Armed Groups in Haiti, 7 mars 2024 ; United Nations, Deadly Violence in Haiti at Record High, Some Worst Scenarios Now Realities, Special Representative Tells Security Council, Urging Deployment of Support Mission, 22 avril 2024.

⁹⁸ CIDH, Communiqué de presse n° 039/24, La CIDH exprime sa préoccupation face à la recrudescence significative de la violence en Haïti, 21 février 2024 ; CIDH, Communiqué de presse n° 048/24, La CIDH condamne l'escalade de la violence et les attaques des groupes armés en Haïti, 7 mars 2024 ; Nations Unies, La violence meurtrière en Haïti atteint un niveau record, certains des pires scénarios se produisent maintenant en Haïti, 7 mars 2024. 048/24, IACHR Condemns Escalation of Violence and Attacks by Armed Groups in Haiti, 7 mars 2024 ; United Nations, Deadly Violence in Haiti at Record High, Some Worst Scenarios Now Realities, Special Representative Tells Security Council, Urging Deployment of Support Mission, 22 avril 2024.

43. Face à la nouvelle vague de violence, à l'impopularité du Premier ministre intérimaire et à son incapacité à revenir dans le pays, divers groupes politiques et représentants du secteur privé haïtien ont convenu, lors d'une réunion convoquée le 11 mars 2024 par la CARICOM, d'établir un CPT comme nouveau mécanisme de gouvernance⁹⁹. Il a été décidé que le Conseil serait composé de sept membres votants et de deux observateurs de la société civile, et que son mandat non renouvelable s'étendrait jusqu'au 7 février 2026, date limite pour l'installation de personnes démocratiquement élues pour occuper les postes vacants au sein de l'exécutif et du pouvoir législatif¹⁰⁰.
44. Parmi les dispositions de l'accord du 11 mars 2024 figurent la responsabilité de nommer rapidement un premier ministre intérimaire et un conseil des ministres ; d'exercer les pouvoirs de la présidence haïtienne pendant la période de transition, jusqu'à ce qu'un gouvernement démocratiquement élu soit en place ; d'établir des critères essentiels pour la sélection du CEP afin d'ouvrir la voie à des élections générales ; de faciliter une transition pacifique du pouvoir; d'assurer la continuité de la gouvernance et de rétablir la sécurité nationale; continuer à travailler avec le gouvernement haïtien afin d'assurer une transition pacifique du pouvoir; établir des critères essentiels pour la sélection du CEP afin d'ouvrir la voie à des élections générales; faciliter une transition pacifique du pouvoir; assurer la continuité de la gouvernance et rétablir la sécurité nationale; et poursuivre la collaboration avec tous les membres de la communauté internationale pour le déploiement accéléré d'une mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti¹⁰¹.
45. Le CPT a prêté serment le 25 avril 2024 après des semaines de négociations entre les acteurs politiques, sociaux et économiques du pays. Au même moment, le Premier ministre intérimaire Henry a présenté sa démission ainsi que celle de son cabinet¹⁰². Selon des rapports publics, le Conseil a fait l'objet de divisions internes, de retards et de tentatives présumées d'imposer des nominations pour les postes les plus élevés¹⁰³. Après avoir nommé un premier ministre intérimaire et être revenus sur cette décision à la suite d'une dissension au sein du nouvel organe politique, les membres ont choisi de nommer Garry Conille, ancien directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en tant que nouveau premier ministre intérimaire. Conille occupe le poste de premier ministre par intérim depuis le 28 mai 2024¹⁰⁴. Cependant, après une série de désaccords et de frictions, le CPT a démis Conille de ses fonctions le 11 novembre 2024 et a nommé l'homme d'affaires Alix Didier Fils-Aime pour le remplacer¹⁰⁵.
46. Dans le cadre de ce processus de transition, la CIDH a réitéré l'urgence de rechercher des solutions permanentes pour surmonter la crise multidimensionnelle avec le soutien de la communauté internationale, en soulignant le leadership que les citoyens haïtiens doivent exercer¹⁰⁶. La Commission a encouragé les États membres de l'OEA à contribuer aux efforts multilatéraux visant à réduire la violence et l'insécurité en Haïti, en donnant la priorité à la protection des droits de l'homme, au renforcement des capacités de l'État et de la société

⁹⁹ CARICOM, *Déclaration finale de CARICOM, des partenaires internationaux et des dirigeants haïtiens*, 11 mars 2024.

¹⁰⁰ CARICOM, *Déclaration finale de CARICOM, des partenaires internationaux et des dirigeants haïtiens*, 11 mars 2024.

¹⁰¹ CARICOM, *Déclaration finale de CARICOM, des partenaires internationaux et des dirigeants haïtiens*, 11 mars 2024.

¹⁰² BBC, *Haiti PM Henry resigns as transitional council is sworn in*, 25 avril 2024 ; CNN, *Haiti's prime minister resigns as council sworn in to lead political transition in violence-ravaged nation*, 25 avril 2024.

¹⁰³ AP News, *Haiti's transitional council names a new prime minister in hopes of quelling stifling violence*, 30 avril 2024 ; Reuters, *Haiti transition council walks back PM nomination, exposing divide*, 2 mai 2024.

¹⁰⁴ AP News, *Transitional council in Haiti selects new prime minister for a country under siege by gangs*, 28 mai 2024 ; Reuters, *Haiti transition council taps PM Conille to again lead country*, 29 mai 2024.

¹⁰⁵ BBC, *Haiti's prime minister ousted after six months*, 11 novembre 2024 ; The Guardian, *Haiti appoints new prime minister as security crisis mounts*, 11 novembre 2024.

¹⁰⁶ CIDH, communiqué de presse n° 055/24, *La CIDH se félicite du soutien de la communauté internationale et appelle Haïti à assurer une transition pacifique*, 21 mars 2024.

civile, ainsi qu'au rétablissement de la confiance des citoyens¹⁰⁷. À cette fin, la CIDH a fait valoir qu'il est essentiel que ce processus de transition implique la participation de tous les secteurs de la société civile, sans discrimination et en garantissant la transparence et la reddition de comptes¹⁰⁸.

47. Le 18 septembre 2024, le CPT a fait prêter serment à sept des neuf membres du CEP, organe chargé de superviser les élections dans le pays¹⁰⁹. Les membres du CEP, selon des informations publiques, représentent des groupes d'agriculteurs, des journalistes, des militants des droits de l'homme et de la communauté vaudou¹¹⁰. Le journaliste Jacques Desrosiers, ancien Président de l'Association des Journalistes d'Haïti (AJH), est le représentant de la presse au sein de cet organe¹¹¹. Il est important de noter que, comme mentionné dans les sections précédentes, les dernières élections ont eu lieu en 2016 ; que depuis 2021, le pays n'a pas de Président démocratiquement élu; et que depuis janvier 2023, il n'y a plus de législateurs élus par vote populaire.
48. En octobre 2024, six mois après sa formation, le CPT a évalué ses performances, notant qu'il n'avait pas répondu aux attentes du public, notamment en ce qui concerne le rétablissement de la sécurité des citoyens et de la transparence à la suite d'allégations de corruption à l'encontre de membres du nouvel organe politique¹¹². En ce qui concerne les allégations susmentionnées, l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) a publié un rapport accusant trois membres du CPT d'avoir exigé plus de 750 000 dollars américains de pots-de-vin, ce qui aurait sapé la confiance du public dans ce nouvel organe politique¹¹³.
49. En novembre 2024, certains secteurs de la communauté internationale et de la société civile ont exprimé leur inquiétude quant au limogeage du Premier ministre Garry Conille, avertissant que la décision pourrait déstabiliser le gouvernement de transition et miner davantage la confiance de tous les acteurs à son égard¹¹⁴.
50. Le limogeage du Premier ministre Conille a coïncidé avec une nouvelle vague de violences due aux affrontements entre les gangs criminels et la PNH soutenue par la MAMS. Selon les informations recueillies et diffusées par l'ONU, les gangs criminels ont lancé de nouvelles attaques coordonnées dans des zones où ils n'avaient jamais pénétré auparavant, de sorte qu'ils contrôlent aujourd'hui environ 85% de la capitale haïtienne¹¹⁵. En outre, l'ampleur et l'intensité des hostilités ont entraîné le déplacement de plus de 40 000 personnes en moins

¹⁰⁷ CIDH, communiqué de presse n° 055/24, La CIDH se félicite du soutien de la communauté internationale et appelle Haïti à assurer une transition pacifique, 21 mars 2024.

¹⁰⁸ CIDH, communiqué de presse n° 055/24, La CIDH se félicite du soutien de la communauté internationale et appelle Haïti à assurer une transition pacifique, 21 mars 2024.

¹⁰⁹ PBS, Haïti forme un conseil électoral provisoire pour préparer ses premières élections depuis 2016, 18 septembre 2024 ; BBC, Haïti edges towards holding first elections since 2016, 19 septembre 2024.

¹¹⁰ PBS, Haïti forme un conseil électoral provisoire pour préparer ses premières élections depuis 2016, 18 septembre 2024 ; BBC, Haïti edges towards holding first elections since 2016, 19 septembre 2024.

¹¹¹ Vant Bèf Info, Jacques Desrosiers représentera la presse au Conseil électoral provisoire, 25 juillet 2024 ; AlterPresse, Nomination de 7 membres du Conseil électoral provisoire et de ceux de la Commission vérité, justice et réparation, 18 septembre 2024.

¹¹² Le Nouvelliste, Le Président Voltaire fait le bilan des six mois du CPT, 25 octobre 2024 ; AP, New leader takes over Haiti's transitional presidential council marred by corruption allegations, 7 octobre 2024.

¹¹³ France 24, Top Haiti officials guilty of corruption, anti-graft agency says, 3 octobre 2024 ; AlterPresse, Haïti-Corruption : Le fil de l'affaire de pots-de-vin impliquant 3 membres du Conseil présidentiel de transition, 3 octobre 2024 ; Haitian Times, Haiti's costly presidential council on brink of collapse amid deepening corruption scandal, 15 octobre 2024.

¹¹⁴ Miami Herald, Haiti's ruling presidential body fires Prime Minister, 10 novembre 2024 ; NPR, Haiti replaces its prime minister, marking more turmoil in transition process, 11 novembre 2024.

¹¹⁵ United Nations News, As violent gangs extend control in Haiti, UN commits to keep the course, 21 novembre 2024 ; AP, Haiti wonders what's next as gang violence surges and the push for a UN peacekeeping mission flops, 24 novembre 2024.

de deux semaines¹¹⁶, ainsi que la suspension temporaire des opérations des acteurs humanitaires dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, qui se disent attaqués à la fois par des groupes criminels hors-la-loi et par les forces de sécurité¹¹⁷.

III. Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti

A. Contexte

51. La PNH, avec le soutien des forces armées, a cherché à protéger les citoyens et les infrastructures essentielles de la violence des bandes criminelles. Cependant, ces deux forces ont été confrontées à des limitations chroniques en matière d'opérations, de logistique, de ressources et de personnel, ce qui a entravé leur capacité à prévenir, contenir et repousser efficacement toutes les attaques des gangs criminels et à regagner le contrôle sur les secteurs aux mains des gangs¹¹⁸.
52. Malgré les efforts nationaux et internationaux visant à renforcer les capacités des forces de police, à retenir le personnel et à améliorer leur conduite et leur discipline, le contingent des forces de police n'a eu de cesse de diminuer au fur et à mesure des années au cours de cette crise multidimensionnelle que traverse le pays¹¹⁹. Selon les informations disponibles, cette tendance est attribuée à l'assassinat de centaines d'officiers par des gangs criminels, à des attaques coordonnées contre les patrouilles et les postes de police, entraînant de nombreuses démissions, des retraites anticipées et des niveaux élevés d'absentéisme en raison du manque de garanties de sécurité, ainsi qu'à des licenciements et des suspensions à la suite d'enquêtes pour corruption, sur les liens avec des gangs criminels et les violations des droits de l'homme¹²⁰.

B. Origine de la demande

53. En octobre 2022, alors que les forces de l'ordre de l'État étaient dépassées en nombre et en armement par les bandes criminelles, le gouvernement intérimaire d'Henry a demandé à la communauté internationale de déployer une force armée internationale spécialisée pour lutter contre l'insécurité¹²¹.
54. La demande du Premier ministre Henry a d'abord été accueillie avec scepticisme par une partie de la population en raison des conséquences négatives des précédentes interventions militaires étrangères¹²². Depuis le début du 20^{ème} siècle, Haïti a été le théâtre d'au moins trois interventions directes impliquant des violations généralisées des droits de l'homme¹²³. Les Nations Unies ont approuvé des déploiements de missions de maintien de la paix entre 1993

¹¹⁶ OIM, [Over 20,000 Flee as Rising Gang Violence Spurs Mass Displacement in Haiti](#), 17 novembre 2024 ; The New York Times, [Surge of Gang Violence in Haiti Leads U.N. Workers to Flee](#), 25 novembre 2024 ; Al Jazeera, [UN evacuation in Haiti, police assault stronghold of gang leader 'Barbecue'](#), 25 novembre 2024.

¹¹⁷ Médecins sans frontières, [Haïti : les violences et les menaces de la police obligent MSF à suspendre ses activités dans la région de Port-au-Prince](#), 19 novembre 2024.

¹¹⁸ BINUH, [Rapport du Secrétaire général](#), 13 juin 2022, para. 14 ; BINUH, [Rapport du Secrétaire général](#), 27 juin 2024, para. 22.

¹¹⁹ BINUH, [Rapport du Secrétaire général](#), 11 juin 2021, para. 33 ; BINUH, [Rapport du Secrétaire général](#), 17 janvier 2023, para. 24.

¹²⁰ BINUH, [Rapport du Secrétaire général](#), 27 juin 2024, paras. 22-24.

¹²¹ Conseil de sécurité des Nations Unies, [Lettre datée du 8 octobre 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général](#), 10 octobre 2022 ; BINUH, [Rapport du Secrétaire général](#), 17 janvier 2023, para. 7.

¹²² The Guardian, [Haiti government prepares to ask for 'specialised armed force' from abroad](#), 7 octobre 2024 ; Foreign Policy, [Haiti's crisis escalates](#), 14 octobre 2022 ; Al Jazeera, [What is the history of foreign interventions in Haiti ?](#), 14 mars 2024.

¹²³ The Guardian, [Haiti government prepares to ask for 'specialised armed force' from abroad](#), 7 octobre 2024 ; Foreign Policy, [Haiti's crisis escalates](#), 14 octobre 2022 ; Al Jazeera, [What is history of foreign interventions in Haiti](#), 14 mars 2024.

et 2000, finalement remplacés par la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) entre 2004 et 2017, la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) entre 2017 et 2019, et depuis lors par le BINUH¹²⁴. Bien que chargés d'améliorer la sécurité et les institutions démocratiques, les casques bleus ont été accusés de commettre des atrocités à l'encontre des civils, en particulier des violences basées sur le genre, et d'introduire le choléra, qui a coûté la vie à près de 10 000 personnes¹²⁵.

55. Malgré le bilan négatif des précédentes interventions internationales, la perception de la population haïtienne aurait changé face à l'aggravation de la sécurité en 2023. Une série de sondages a révélé que plus des deux tiers des citoyens soutiendraient le déploiement d'une force étrangère pour combattre les groupes armés, main dans la main avec la PNH¹²⁶.

C. Mandat

56. Un an après la demande du Premier ministre Henry, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, par le biais de la résolution 2699/2023, a autorisé la création de la MAMS en octobre 2023¹²⁷. Selon cette résolution, la MAMS doit avoir un pays chef de file et travailler en étroite coopération et coordination avec le gouvernement haïtien pour une période initiale de 12 mois afin d'aider la PNH "à rétablir la sécurité et à créer les conditions propices à la tenue d'élections libres et équitables"¹²⁸.
57. Bien que la MAMS ait été autorisée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et qu'elle bénéficie de son plein soutien depuis lors, il ne s'agit pas d'une mission de maintien de la paix. Le Conseil de sécurité a donc appelé les États membres des Nations Unies et les organisations régionales, telles que l'OEA, à fournir le personnel, l'équipement et les ressources financières et logistiques nécessaires à cette mission¹²⁹. Il a également exhorté les États membres participant à la mission à prendre les mesures nécessaires pour rendre effectif son mandat et à recourir à la force en coordination avec les autorités haïtiennes dans le strict respect de toutes les dispositions du droit international, y compris du droit international relatif aux droits de l'homme¹³⁰.
58. En outre, la résolution exhorte les États membres participant à la mission à "garantir les normes les plus élevées en matière de transparence, de conduite et de discipline de leurs troupes" et à mettre en place "un mécanisme de conformité solide pour prévenir, enquêter, traiter et signaler publiquement les violations des droits de l'homme et les abus liés à la mission en Haïti"¹³¹.
59. Le coût de la mise en œuvre de cette opération temporaire devrait, selon la résolution, être couvert par des contributions volontaires et le soutien d'États et d'organisations régionales¹³². Le Conseil de sécurité a donc demandé au Secrétaire général des Nations unies de créer un

¹²⁴ CIDH, *Situation des droits de l'homme en Haïti*, OEA/Ser.L/V/II Doc. 385, 30 août 2022, para. 34.

¹²⁵ NPR, *U.N. Admits Role In Haiti Cholera Outbreak That Has Killed Thousands*, 16 août 2016 ; The Guardian, *UN admits for the first time that peacekeepers brought Cholera to Haiti*, 1 décembre 2016 ; Reuters, *Haitians say underaged girls were abused by U.N. peacekeepers*, 18 décembre 2019 ; Human Rights Watch, *UN Peacekeeping has a Sexual Abuse Problem*, 11 janvier 2020 ; National Health Institute, *Cholera in the Time of MINUSTAH : Experiences of Community Members Affected by Cholera in Haiti*, 20 avril 2022.

¹²⁶ BINUH, *Rapport du Secrétaire général*, 14 avril 2023, para. 12.

¹²⁷ Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), *résolution 2699 (2023)*, 2 octobre 2023.

¹²⁸ CSNU, *Résolution 2699 (2023)*, 2 octobre 2023, paragraphe. 1.

¹²⁹ CSNU, *Résolution 2699 (2023)*, 2 octobre 2023, paragraphe. 4.

¹³⁰ CSNU, *Résolution 2699 (2023)*, 2 octobre 2023, paragraphe. 5.

¹³¹ CSNU, *Résolution 2699 (2023)*, 2 octobre 2023, paragraphe. 10.

¹³² CSNU, *Résolution 2699 (2023)*, 2 octobre 2023, paragraphe. 1.

fonds d'affectation spécial destiné à faciliter les contributions volontaires pour permettre et rendre opérationnel le mandat de la MAMS¹³³.

60. En septembre 2024, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a prorogé à l'unanimité le mandat de la Mission jusqu'au 2 octobre 2025, l'encourageant à accélérer son déploiement et la communauté internationale à accroître ses contributions volontaires¹³⁴.

D. Déploiement

61. En 2023, le gouvernement kényan s'est déclaré prêt à diriger la MAMS et s'est engagé à déployer jusqu'à 1 000 policiers¹³⁵. Depuis l'adoption de la MAMS, d'autres États, dont les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade, le Belize, le Bénin, le Tchad et la Jamaïque, ont fait part de leur intention de fournir du personnel à la Mission, s'engageant à déployer environ 1 500 policiers¹³⁶.
62. Malgré l'intérêt manifesté par huit États pour participer à la mission sous la direction du Kenya, dont quatre de l'OEA, des difficultés ont été identifiées dans le déploiement de leurs forces, qui n'a pu débuter que huit mois après la décision de création de la MAMS.
63. D'une part, la Cour suprême kényane a jugé que le déploiement de forces en Haïti serait "illégal et invalide" tant qu'un accord bilatéral de sécurité n'aurait pas été conclu¹³⁷. Les secteurs de l'opposition ont également remis en question la constitutionnalité du déploiement des agents kényans, en déposant des pétitions à son encontre¹³⁸. Ces obstacles juridiques ont été aggravés par l'annonce de la suspension unilatérale de tout déploiement jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement en Haïti à la suite des événements du premier trimestre 2024¹³⁹.
64. En outre, le déploiement a été retardé par le manque de ressources financières pour payer le transfert des unités de police depuis leur pays d'origine, l'approvisionnement en fournitures nécessaires telles que des véhicules blindés, et la construction de la base d'opérations¹⁴⁰.
65. Une fois le CPT en place, le déploiement initial d'environ 200 policiers kényans a été retardé jusqu'à la fin du mois de juin 2024 en raison d'un manque d'équipement adéquat¹⁴¹. À la mi-juillet, environ 200 agents supplémentaires sont arrivés dans le pays¹⁴². Au moment de leur arrivée, des aspects fondamentaux de la mission étaient inconnus, tels que l'emplacement et les dotations de leur base, les règles d'engagement, la stratégie de lutte contre les groupes

¹³³ CSNU, Résolution 2699 (2023), 2 octobre 2023, paragraphe. 16.

¹³⁴ CSNU, Résolution 2751 (2024), 30 septembre 2024.

¹³⁵ CSNU, Résolution 2699 (2023), 2 octobre 2023, préambule ; Al Jazeera, Why Kenya volunteered to lead UN-approved forces to Haiti, 3 octobre 2023 ; BBC, Kenya to send 600 more police officers to Haiti, 22 septembre 2024.

¹³⁶ UN News, Haiti : Multinational mission and the 'inexorable requirement to restore security conditions', 20 mai 2024 ; Reuters, Five countries pledge personnel for Haiti security mission. UN says, 29 février 2024 ; InSight Crime, Haiti's Disorganized Organized Crime Strategy, 27 mai 2024.

¹³⁷ CBC, Kenya High Court ruling throws planned deployment of police to gang-plagued Haiti in doubt, 26 janvier 2024 ; Al Jazeera, 'Illegal and invalid' : Kenya court halts deployment of police to Haiti, 26 janvier 2024 ; Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 24 mai 2024. Des retards et une nouvelle contestation judiciaire menacent le déploiement de la police kényane en Haïti.

¹³⁸ AP, Kenya court temporarily bars security forces deployment to Haiti for two weeks, 9 octobre 2023 ; InSight Crime, Haiti's Disorganized Organized Crime Strategy, 27 mai 2024.

¹³⁹ The New York Times, Kenya Hits Pause on Police Deployment to Haiti, 12 mars 2024 ; Reuters, Kenya's pause to Haiti deployment follows growing doubts about mission, 13 mars 2024.

¹⁴⁰ The New Humanitarian, US releases funding for Kenya-led Haiti police mission, 20 juin 2024 ; Congressional Research Center, Haiti in Crisis : What Role for a Multinational Security Support Mission, 2 octobre 2024 ; Better World Campaign, Haiti : A Year in Review, 2 octobre 2024.

¹⁴¹ The New York Times, Foreign Police Officers Land in Haiti, 25 juin 2024 ; AP, UN-backed contingent of foreign police arrives in Haiti as Kenya-led force prepares to face gangs, 25 juin 2024.

¹⁴² France 24, Hundreds more Kenyan police deployed to Haiti for UN-backed security mission, 16 juillet 2024 ; AP, More Kenyan police arrive in Haiti avec une mission soutenue par l'ONU pour lutter contre les gangs violents, 16 juillet 2024.

criminels et les modalités de coordination et de coopération avec la PNH et le gouvernement de transition¹⁴³.

66. Au 31 décembre 2024, la MAMS était estimé à un contingent d'environ 430 policiers, provenant principalement du Kenya, ainsi que de la Jamaïque, des Bahamas et du Belize¹⁴⁴. La taille du déploiement actuel est nettement inférieure à ce qui avait été promis par les États (2 500 unités) et à ce qui est considéré comme nécessaire par les experts de l'ONU (5 000 unités)¹⁴⁵. En ce qui concerne le financement de la MAMS, environ 380 millions de dollars sur les 600 millions de dollars nécessaires pour la première année de fonctionnement de la mission ont été réunis¹⁴⁶.
67. La police kényane a été critiquée pour des violations présumées des droits de l'homme lors de manifestations sociales. Des organisations de la société civile ont affirmé que la police kényane avait utilisé des balles réelles contre des manifestants, faisant des blessés et des morts¹⁴⁷. Elles ont également signalé l'utilisation prétendument disproportionnée de gaz lacrymogènes, ainsi que la pratique d'arrestations et de détentions massives et irrégulières¹⁴⁸.
68. La CIDH a réitéré, à la fois dans ses rapports annuels et nationaux, ainsi que dans ses audiences publiques et ses communiqués de presse, que la crise multidimensionnelle en Haïti exige une attention et une assistance immédiates de la part de la communauté internationale¹⁴⁹. Suite à la création de la MAMS en octobre 2023, aux difficultés de son déploiement et aux limites opérationnelles, la Commission a exhorté les États membres à fournir un soutien politique et financier, et à envisager de fournir des unités de police¹⁵⁰.
69. Pour sa part, le Conseil permanent de l'OEA, dans deux résolutions, a exhorté les États membres et les observateurs permanents à "redoubler d'efforts pour hiérarchiser, intégrer, faciliter, fournir et coordonner l'assistance à Haïti"¹⁵¹. Il a également exhorté les États membres et les observateurs permanents, à contribuer, dans la mesure de leurs moyens, "au personnel, à l'équipement, à la formation et aux ressources financières et logistiques nécessaires"¹⁵² à la MAMS.

¹⁴³ The New Humanitarian, Haiti in-depth : Ten key questions as Kenyan police deploy to restore order, 26 juin 2024 ; AP, UN-backed contingent of foreign police arrives in Haiti as Kenya-led force prepares to face gangs, 25 juin 2024.

¹⁴⁴ Congressional Research Center, Haiti in Crisis : What Role for a Multinational Security Support Mission, 2 octobre 2024 ; AP, Jamaican soldiers and police arrive in Haiti, 12 septembre 2024 ; Reuters, Belize army sends officers for long-delayed Haiti mission to Jamaica, 9 septembre 2024 ; Haiti Libre, A team of Bahamian soldiers has arrived in Haiti, 19 octobre 2024 ; BINUH, Report of the Secretary-General, 16 January 2025, para. 28.

¹⁴⁵ AP, Haiti now needs up to 5,000 police to help tackle 'catastrophic' gang violence, UN expert say, 28 March 2024 ; Crisis Group, Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti, 1 November 2024.

¹⁴⁶ Carnegie Endowment for International Peace, Can the International Community Do More to Help Haiti, 12 septembre 2024 ; Crisis Group, Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti, 1er novembre 2024.

¹⁴⁷ Human Rights Watch, Kenya : End Abusive Policing of Protests, 31 mai 2023 ; Amnesty International, Haïti : Lettre ouverte à tous les membres du Conseil de sécurité concernant le développement d'une force de sécurité internationale en Haïti, 18 août 2023.

¹⁴⁸ Human Rights Watch, Kenya : End Abusive Policing of Protests, 31 mai 2023 ; Amnesty International, Haïti : Lettre ouverte à tous les membres du Conseil de sécurité concernant le développement d'une force de sécurité internationale en Haïti, 18 août 2023.

¹⁴⁹ CIDH, Communiqué de presse n° 146/24, Haïti : la CIDH appelle à garantir le processus de transition avec le soutien de la communauté internationale, 24 juin 2024 ; CIDH, Audience thématique, "Situation des droits de l'homme en Haïti dans le cadre de la crise humanitaire et de sécurité citoyenne", 187e session ordinaire, virtuelle, 13 juillet 2023 ; CIDH, Situation des droits de l'homme en Haïti, OEA/Ser.L/V/II Doc. 385, 30 août 2022.

¹⁵⁰ CIDH, Communiqué de presse n° 146/24, Haïti : la CIDH appelle à garantir le processus de transition avec le soutien de la communauté internationale, 24 juin 2024.

¹⁵¹ OEA, Conseil permanent, Résolution CP/RES.1237 (2469/23) rev. 1, Fourniture d'une assistance intégrée à Haïti en matière humanitaire et électorale ainsi que pour le renforcement de la démocratie, la protection des droits de l'homme et le développement intégral en collaboration avec la mission multinationale d'appui à la sécurité et le groupe de personnalités de la CARICOM, adoptée par le Conseil permanent lors de la session extraordinaire tenue le 17 novembre 2023 ; OEA, Conseil permanent, Résolution CP/RES. 1251 (2492/24), Appui à la transition démocratique en Haïti, adoptée par le Conseil permanent lors de la session ordinaire tenue le 3 avril 2024.

¹⁵² OEA, Conseil permanent, Résolution CP/RES.1237 (2469/23) rev. 1 ; OEA, Conseil permanent, Résolution CP/RES. 1251 (2492/24).

E. Résultats préliminaires

70. Depuis le déploiement de la MAMS, des progrès préliminaires ont été réalisés pour surmonter la crise multidimensionnelle, notamment la réouverture de l'aéroport international de la capitale et du principal port maritime du pays, essentielle pour l'arrivée d'une aide humanitaire plus importante¹⁵³ ; le repli partiel et temporaire de certains gangs criminels dans leurs bastions de Port-au-Prince, ce qui a permis à la police nationale et à la MAMS de patrouiller dans les zones vulnérables¹⁵⁴ ; la libération du principal hôpital du pays, ce qui a facilité l'accès aux soins médicaux de la population¹⁵⁵ ; et le début de la préparation des élections¹⁵⁶.
71. Malgré ces premières avancées, les bandes criminelles ont intensifié leurs attaques depuis octobre 2024, avec au moins un massacre à Pont-Sondé¹⁵⁷ ; des attaques coordonnées dans les quartiers de Solino, Tabarre et Champ de Mars dans la capitale¹⁵⁸ ; des assauts dans les villes d'Arcahaie, Estère et Cabaret, situées au nord de Port-au-Prince¹⁵⁹ ; et une nouvelle fermeture de l'aéroport international de Port-au-Prince suite à la reprise des tirs par des acteurs illégaux¹⁶⁰. Suite à l'augmentation de la violence, la société civile a exprimé des doutes quant à l'amélioration des conditions de sécurité¹⁶¹.
72. Le manque de financement et de personnel de la MAMS, dû en partie à sa nature volontaire pour les États des Amériques et d'autres régions, l'a empêché de fonctionner pleinement pour contrer la violence des structures criminelles¹⁶². Face à cette réalité, le gouvernement de transition a officiellement exprimé son intérêt pour la transformation de la MAMS en une opération de maintien de la paix de l'ONU à partir du second semestre 2024¹⁶³. Une telle transformation, si elle est approuvée par le Conseil de Sécurité de l'ONU, donnerait à l'État l'accès à un fonds de maintien de la paix substantiel, financé par les contributions obligatoires de tous les États membres de l'ONU¹⁶⁴. Elle lui permettrait également de puiser dans la réserve de pays qui ont fourni des troupes et promis des capacités spécifiques à l'ONU, telles que des unités spécialisées et des unités d'hélicoptères¹⁶⁵.

¹⁵³ BBC, [Haiti airport reopens after weeks of gang violence](#), 20 mai 2024 ; Al Jazeera, [Haiti could be 'completely isolated' as gunfire closes main airport again](#), 12 novembre 2024 ; BBC, [Haiti's main port closes as gang violence spirals](#), 7 mars 2024 ; Miami Herald, [Reopening of seaport, airport allow more aid to get to Haitians, UN food agency says](#), 5 juin 2024.

¹⁵⁴ Congressional Research Center, [Haiti in Crisis : What Role for a Multinational Security Support Mission](#), 2 octobre 2024 ; Crisis Group, [Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti](#), 1 novembre 2024.

¹⁵⁵ The Hill, [Haitian prime minister tours Port au Prince hospital after police take back from gang control](#), 9 July 2024 ; Haiti Libre, [The PM visits the General Hospital liberated from bandits by elite units](#), 10 July 2024.

¹⁵⁶ PBS, [Haïti forme un conseil électoral provisoire pour préparer ses premières élections depuis 2016](#), 18 septembre 2024 ; Caribbean Loop News, [Haïti nomme un conseil pour superviser le processus électoral](#), 20 septembre 2024.

¹⁵⁷ NPR, [The death toll in a gang attack on a Haitian town rises to at least 115](#), 10 octobre 2024 ; ACLED, [Pont-Sondé massacre marks a surge in Gran Grif's deadly campaign in Artibonite](#), 11 octobre 2024.

¹⁵⁸ AP News, [Gangs attack neighbourhoods across Haiti's capital in new wave of violence](#), 18 octobre 2024 ; The Guardian, ['This is effectively a civil war' : despair in Haiti as gangs step up assault on capital](#), 30 octobre 2024.

¹⁵⁹ Miami Herald, [More than 1,200 have been killed in Haiti as gangs launch fresh attacks, UN says](#), 30 octobre 2024 ; Crisis Group, [Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti](#), 1 novembre 2024.

¹⁶⁰ PBS, [Haiti's main airport and capital frozen day after plane shot by gangs](#), 12 novembre 2024 ; AP News, [US prohibits airlines from flying to Haiti and UN suspends flights after planes were shot by gangs](#), 12 novembre 2024.

¹⁶¹ The New York Times, [Haiti's Gang Violence Worsens as FAA Suspends Flights From the U.S.](#), 14 novembre 2024 ; The Guardian, [Haiti appoints a new prime minister as security crisis mounts](#), 11 novembre 2024.

¹⁶² BINUH, [William O'Neill, expert des droits de l'homme de l'ONU, conclut sa visite officielle et déplore la situation](#), 20 septembre 2024 ; UN Web TV, [María Isabel Salvador \(BINUH\) sur la question d'Haïti](#), 22 octobre 2024.

¹⁶³ AP, [Haiti says it supports a UN peacekeeping mission to fight the country's violent gangs](#), 26 septembre 2024 ; Miami Herald, [As gangs expand, Haiti formally asks UN for peacekeeping](#), 22 octobre 2024.

¹⁶⁴ UN Peacekeeping, [How Are We Funded](#), 2024 ; Crisis Group, [Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti](#), 1er novembre 2024.

¹⁶⁵ UN Peacekeeping, [Troop and Police Contributors](#), 2024 ; Crisis Group, [Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti](#), 1er novembre 2024.

73. Le 13 novembre 2024, le Conseil permanent de l'OEA a approuvé une résolution soutenant la demande d'Haïti pour une opération de maintien de la paix de l'ONU, indiquant qu'elle " fournirait un soutien plus durable pour la stabilité et la sécurité à long terme, l'état de droit et la gouvernance démocratique " ¹⁶⁶. En ce sens, la résolution encourage le Conseil de Sécurité des Nations unies à soutenir la demande d'Haïti "de toute urgence" et à maintenir la coordination entre le BINUH et la MAMS ¹⁶⁷. Les informations publiquement disponibles indiqueraient qu'au moins deux membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies seraient opposés à la transformation de la MAMS, arguant que le Conseil de Sécurité n'est pas en mesure de valider une telle transformation statutaire alors que la MAMS n'est pas encore pleinement opérationnelle ¹⁶⁸. Ces membres permanents auraient également souligné que les conditions en Haïti ne se prêteraient pas à un éventuel déploiement des forces de maintien de la paix de l'ONU ¹⁶⁹.

IV. L'importance de la liberté de la presse pour surmonter la crise multidimensionnelle

74. Pilier universel de la démocratie, la liberté de la presse est un outil fondamental pour surmonter la crise multidimensionnelle que traverse Haïti ¹⁷⁰. En particulier, le Rapporteur spécial souligne le rôle de ce droit, consacré par l'article 13 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme ¹⁷¹, pour documenter et dénoncer les violations des droits de l'homme, demander des comptes aux acteurs politiques et à l'appareil de sécurité, créer et maintenir des conditions optimales pour la tenue d'élections générales et diffuser des informations, au niveau national et international, afin que les citoyens haïtiens puissent construire un consensus sur l'avenir de leur pays et sur l'étendue et les caractéristiques de l'accompagnement de la communauté internationale.
75. Une presse libre, pluraliste et indépendante peut documenter et rendre visibles les violations des droits de l'homme, faire écho aux voix des victimes et mobiliser les acteurs nationaux et internationaux pour qu'ils agissent. En Haïti, les journalistes peuvent documenter les graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre de la population, notamment les assassinats perpétrés par des bandes criminelles et les groupes d'autodéfense, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et les enlèvements, la torture et les sévices physiques, la violence sexiste et les déplacements forcés de population à l'intérieur du pays. En recueillant des témoignages, en recoupant et en vérifiant les informations, et en diffusant, de manière opportune et précise, les expériences des victimes et leurs demandes aux acteurs nationaux et internationaux, la presse peut contribuer à assurer la prévention, la protection, la justice et la réparation ¹⁷². Sans la liberté de la presse, ces violations risqueraient de rester

¹⁶⁶ OEA, Conseil permanent, Résolution CP/RES. 1268/24, En appui à la demande d'Haïti pour une opération de maintien de la paix des Nations Unies, approuvée par le Conseil permanent lors de sa session ordinaire du 13 novembre 2024, para. 1.

¹⁶⁷ OEA, Conseil permanent, Résolution CP/RES. 1268/24, à l'appui de la demande d'Haïti pour une opération de maintien de la paix des Nations Unies, adoptée par le Conseil permanent lors de sa session ordinaire tenue le 13 novembre 2024, par. 2.

¹⁶⁸ Reuters, US changes tack on Haiti peacekeeping push amid China, Russia opposition, 29 septembre 2024 ; Miami Herald, US drops, for now, UN peacekeeping bid for Haiti gang crisis, 29 septembre 2024 ; Crisis Group, Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti, 1 novembre 2024.

¹⁶⁹ Reuters, US changes tack on Haiti peacekeeping push amid China, Russia opposition, 29 septembre 2024 ; Miami Herald, US drops, for now, UN peacekeeping bid for Haiti gang crisis, 29 septembre 2024 ; Crisis Group, Weighing the Case for a New Peacekeeping Mission to Haiti, 1 novembre 2024.

¹⁷⁰ La CIDH a toujours considéré qu'une presse indépendante et critique est un élément fondamental pour la validité des autres libertés qui constituent le système démocratique et l'Etat de droit. Voir CIDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme au Mexique, OEA/Ser.L/V/II.100, Doc 7 rev.1, 24 septembre 1998, para. 649, p.142. et cas #11,739 Rapport No. 5/99 Héctor Felix Miranda.

¹⁷¹ La République d'Haïti a ratifié la Convention américaine relative aux droits de l'homme le 14 septembre 1977. OEA, État des signatures et ratifications de la Convention américaine des droits de l'homme, novembre 2024.

¹⁷² La CIDH a reconnu que le fait de visiter des communautés affectées par des situations d'ordre public ou de conflit armé, de documenter leurs conditions de vie, de recueillir des témoignages et des dénonciations de violations de leurs droits de l'homme par les autorités, fait partie du domaine des activités journalistiques couvertes par le droit à la liberté d'expression et que, par conséquent, toute attaque ou représailles de la part des autorités en conséquence de l'exercice de ces activités constitue une violation du droit à la liberté de

invisibles ou de ne pas être relayées, ce qui pourrait accentuer l'impunité dans le pays et exacerber le manque d'attention et d'action de la part des États hémisphériques et extra-hémisphériques, des organisations internationales et régionales et des acteurs humanitaires, entre autres membres de la communauté internationale¹⁷³.

76. Dans un contexte marqué par l'altération des pouvoirs constitutionnels et un profond dysfonctionnement de l'État, la reddition de comptes revêt une importance cruciale. Dans ce scénario, les médias peuvent jouer un rôle clé en enquêtant et en analysant la performance des nouveaux organes de gouvernance et de sécurité, y compris le CPT, le Premier ministre intérimaire et son cabinet, le CEP et la MAMS. Cet effort pourrait inclure l'évaluation de leurs actions, en particulier les progrès réalisés par rapport à aux objectifs déclarés, l'intégrité éthique de leurs membres et leur respect des droits de l'homme, ainsi que l'utilisation des ressources publiques et de la coopération internationale¹⁷⁴.
77. La presse en Haïti peut également jouer un rôle clé dans la création et le maintien de conditions optimales pour la tenue d'élections générales, qui sont essentielles pour le retour à une démocratie participative et à un État pleinement opérationnel¹⁷⁵. Son travail pourrait inclure la couverture du CEP pour rendre compte du processus électoral, de la logistique et des procédures de vote, ainsi que la lutte contre la désinformation par le biais de campagnes d'éducation civique. La presse peut également surveiller les acteurs électoraux, enquêter sur les irrégularités, superviser le comportement des partis et des candidats et encourager la participation des citoyens. Le jour du scrutin, leur rôle peut également consister à signaler rapidement les incidents tels que des intimidations, des violences ou des dysfonctionnements techniques, et à comparer et confronter ces informations avec celles des observateurs électoraux.
78. Enfin, les journalistes, en remplissant leur fonction sociale, peuvent informer les citoyens et promouvoir un débat public inclusif qui permet la construction d'un consensus sur l'avenir du pays et l'accompagnement international¹⁷⁶. Ils peuvent ainsi expliquer les défis politiques, économiques et sociaux à de multiples secteurs de la population, en veillant à ce que l'information soit impartiale, fiable et accessible, notamment en donnant la priorité aux programmes radio et au créole haïtien. Il s'agit en outre de faciliter des outils et espaces pour des discussions ouvertes et pluralistes sur un nouveau contrat social, où les différentes voix de la société haïtienne peuvent s'exprimer, y compris celles des secteurs marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les communautés rurales. La presse peut également aider la population à comprendre la dynamique et les limites du soutien international en Haïti, en

pensée et d'expression. Voir CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, Cadre juridique interaméricain sur le droit à la liberté d'expression, OEA/Ser.L/V/II CIDH/ RSLE/INF. 2/09, 30 décembre 2009, para. 193.

¹⁷³ La CIDH a expliqué que ce sont les journalistes qui, au péril de leur vie, apportent au public une vision indépendante et professionnelle de ce qui se passe réellement dans les zones de conflit, y compris les conflits impliquant des groupes armés illégaux. En ce sens, elle a exhorté les États à leur accorder la plus grande protection possible et le maximum de garanties pour qu'ils puissent remplir leur fonction de recherche et de transmission d'informations sur les violations des droits de l'homme. Voir CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, Cadre juridique interaméricain sur le droit à la liberté d'expression, OEA/Ser.L/V/II CIDH/ RSLE/INF. 2/09, 30 décembre 2009, para. 195.

¹⁷⁴ La Cour interaméricaine a rappelé dans ses arrêts que dans une société démocratique, la presse doit rendre compte largement des questions d'intérêt public qui affectent les biens sociaux, et que les fonctionnaires doivent être tenus responsables de leurs actions dans l'exercice de leurs fonctions publiques. Voir CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, Cadre juridique interaméricain sur le droit à la liberté d'expression, OEA/Ser.L/V/II CIDH/RSLE/INF. 2/09, 30 décembre 2009, para. 48.

¹⁷⁵ La Cour interaméricaine a expliqué que la liberté d'expression, et par extension la liberté de la presse, est un élément fondamental des processus électoraux parce qu'elle façonne l'opinion publique des électeurs, renforçant la compétition politique entre les différents participants, fournissant des instruments pour analyser les propositions de chacun d'entre eux, permettant une plus grande transparence et un meilleur contrôle des futures autorités et de leur gestion, et favorisant la formation de la volonté collective qui se manifeste dans le vote. Voir CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, Cadre juridique interaméricain sur le droit à la liberté d'expression, OEA/Ser.L/V/II CIDH/RSLE/INF. 2/09, 30 décembre 2009, para. 119.

¹⁷⁶ La jurisprudence interaméricaine a souligné l'importance de la liberté d'expression, et donc de la liberté de la presse, pour la participation à des débats actifs, vigoureux et stimulants sur tous les aspects du fonctionnement normal et harmonieux de la société. Voir CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, Cadre juridique interaméricain sur le droit à la liberté d'expression, OEA/Ser.L/V/II CIDH/RSLE/INF. 2/09, 30 décembre 2009, para. 34.

fournissant des informations et des analyses sur les types d'intervention ou de coopération les plus appropriés au contexte national, ainsi qu'en évaluant l'efficacité et l'impact de l'accompagnement actuel.

V. Situation de la liberté de la presse

79. Conformément à son mandat et à ses fonctions, le RSLE a suivi la situation de la liberté de la presse en Haïti dans le contexte de la crise multidimensionnelle que traverse l'État. Le suivi annuel réalisé depuis 2018 a permis au Rapporteur de conclure que la détérioration de la liberté de la presse en Haïti, tant par son ampleur que par sa rapidité, est sans précédent dans l'hémisphère.
80. Au cours des six dernières années, le RSLE a recueilli des informations sur de multiples violations à la liberté d'expression. Le Rapporteur spécial présente ci-dessous une systématisation des faits enregistrés à ce jour et une analyse des schémas de violence observés sur la base des normes interaméricaines correspondantes.

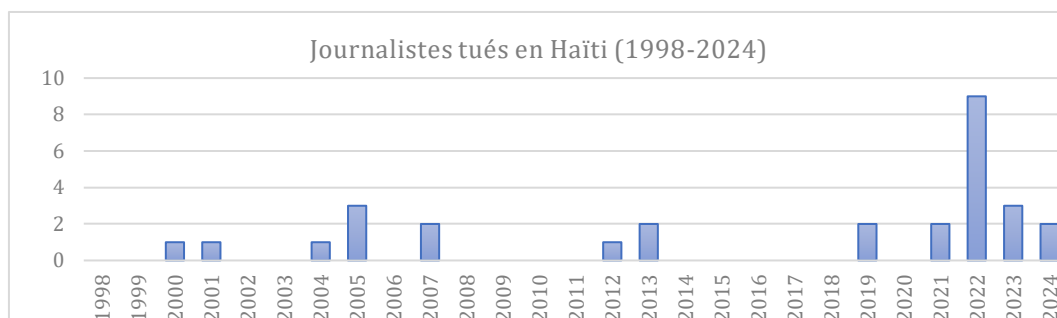
A. Assassinats de journalistes

81. Le RSLE a enregistré l'assassinat de 18 journalistes depuis le début de la première période de la crise multidimensionnelle. Ce chiffre alarmant contraste avec les 11 meurtres recensés au cours des deux décennies précédentes, entre 1998, année de création du Rapporteur, et 2018¹⁷⁷.
82. La plupart des journalistes tués ont été abattus à Port-au-Prince alors qu'ils se déplaçaient entre leur domicile et le siège de leur média, ou entre leur lieu de travail et l'épicentre du sujet qu'ils essayaient de couvrir. Leurs effets personnels et leurs outils de travail, tels que les téléphones portables, les appareils photo et les magnétophones, ainsi que les données journalistiques qu'ils contenaient, ont souvent été volés par les auteurs des attentats. Malgré les obstacles à la justice, les informations disponibles indiquent que la plupart des attaques mortelles enregistrées ont été perpétrées par des structures criminelles en représailles du travail journalistique de leurs victimes.
83. Outre les meurtres par armes à feu, la commission a relevé des cas de mutilation et d'incinération de cadavres. Ces cas reflètent un effort inquiétant pour intimider la presse de manière extrême et pour supprimer les preuves pour les enquêtes médico-légales.
84. Bien que l'assassinat de journalistes ne soit pas un phénomène nouveau en Haïti, le RSLE considère que cette forme de censure extrême est liée au travail d'investigation de la presse sur la corruption de l'État, les liens présumés entre les autorités et les acteurs illégaux, et les crimes et activités illicites des acteurs armés illégaux ayant un degré élevé de contrôle territorial. En outre, le Rapporteur spécial note que la violence meurtrière contre la presse a été aggravée par les affrontements répétés entre la PNH et les groupes armés, les conflits territoriaux entre ces derniers, et l'usage excessif de la force par les agents de l'État lors des manifestations sociales. En ce qui concerne l'usage excessif de la force, le rapporteur a reçu des rapports sur l'utilisation inappropriée de balles réelles et sur l'absence de distinction entre les manifestants et les journalistes faisant leur travail, ce qui a entraîné des blessures mortelles.

¹⁷⁷ Selon la systématisation des informations enregistrées dans les rapports annuels du RSLE.

85. Le RSLE est particulièrement préoccupé par le fait que, selon les informations recueillies, au moins un quart des journalistes assassinés ont dénoncé publiquement, par le biais de leurs réseaux sociaux ou des médias, les menaces qui pesaient sur leur vie. Ci-dessous, le Rapporteur présente un aperçu des assassinats de journalistes perpétrés en Haïti depuis 1998.

Tableau 1 : Journalistes tués en Haïti depuis la création du RSLE¹⁷⁸



86. Les deux premiers journalistes tués dans le contexte de la crise multidimensionnelle actuelle sont Petión Rospide et Nehemie Joseph en 2019¹⁷⁹. Ces deux meurtres ont été les premiers à être enregistrés par le Rapporteur spécial après une période blanche de six ans¹⁸⁰.
87. Selon les informations publiquement disponibles, Rospide, présentateur de "Radio Sans Fin", a été abattu le 10 juin 2019 alors qu'il rentrait chez lui dans un véhicule officiel de la station de radio, située à Port-au-Prince¹⁸¹. Le journaliste, âgé de 45 ans, venait de terminer une émission de radio consacrée aux allégations de corruption visant le gouvernement du Président de l'époque, Jovenel Moïse¹⁸².
88. Quatre mois plus tard, le 10 octobre 2019, Joseph, journaliste à "Radio Méga", est retrouvé mort, tué par balle, dans son véhicule privé, dans la commune de Mirebalais, au nord-est de Port-au-Prince¹⁸³. Joseph avait fait état de menaces de mort en septembre 2018 via son compte Facebook¹⁸⁴. Dans ce post, le journaliste affirmait que les menaces à son encontre provenaient de politiciens l'accusant d'avoir "incité" à des manifestations sociales¹⁸⁵. Selon les informations enregistrées par le Rapporteur Spécial, son travail était remarqué pour avoir

¹⁷⁸ Élaboration interne au RSLE sur la base des rapports annuels correspondants.

¹⁷⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 763.

¹⁸⁰ Selon les rapports annuels du RSLE pour cette période, aucun meurtre n'a été enregistré dans le pays.

¹⁸¹ CIDH, RSLE, Rapport annuel 2019, paragraphe. 764.

¹⁸² Haïti Libre, Le journaliste Rospide Petión assassiné, 12 janvier 2019 ; AlterPresse, Funérailles émouvantes du journaliste assassiné Petión Rospide, 8 juillet 2019.

¹⁸³ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 765.

¹⁸⁴ Le Nouvelliste, Assassinat du journaliste Néhémie Joseph à Mirebalais, 14 octobre 2019 ; RSF, Nouvel assassinat de journaliste en Haïti, 11 octobre 2019.

¹⁸⁵ FIJ, Haïti : assassinat du journaliste Néhémie Joseph dans le département de Mirebalais, 11 octobre 2019 ; Vant Bèf, Le journaliste Néhémie Joseph assassiné par balle à Mirebalais, 11 octobre 2019.

critiqué le gouvernement et les autorités locales pour leur gestion de la crise politique de l'époque¹⁸⁶. Joseph aurait été porté disparu avant son assassinat¹⁸⁷.

89. En 2021, le Rapporteur spécial a été alerté au sujet de deux assassinats, celui du journaliste Diego Charles, 33 ans, qui travaillait comme reporter pour "Radio Vision 2000", "Gazette Haiti News" et "La Repiblik", et celui d'Antoinette Duclaire, 33 ans également, animatrice radio et militante¹⁸⁸. Les informations disponibles indiquent que Charles et Duclaire ont été attaqués dans la nuit du 29 juin 2021 par des individus armés circulant à moto qui leur ont tiré dessus alors que Duclair quittait Charles dans l'allée de sa maison dans le secteur ChristRoi de Port-au-Prince¹⁸⁹. Selon des informations publiques, le journaliste et l'animatrice étaient la cible de menaces¹⁹⁰. Par ailleurs, après l'assassinat de Charles, ses proches ont affirmé avoir reçu des menaces pour avoir témoigné auprès des autorités dans le cadre de l'enquête¹⁹¹. Selon les médias locaux, Charles enquêtait sur plusieurs questions d'intérêt public pour le magazine "La Repiblik", notamment l'assassinat en 2020 du bâtonnier de l'ordre des avocats de la capitale haïtienne, Monferrier Dorval¹⁹².
90. 2022 a été l'année la plus meurtrière pour la presse dans l'hémisphère et ce depuis la date du premier rapport annuel du RSLE, publié en 1998. Le RSLE a enregistré le plus grand nombre d'assassinats de journalistes dans les Amériques depuis sa création en 1998 : au moins 38 membres de la presse de 10 des 35 États membres de l'OEA ont été tués pour des raisons probablement liées à leur profession¹⁹³. Parmi ces 38 victimes, neuf étaient haïtiennes : John Wesley Amady ; Wilguens Louissaint ; Maxihen Lazzare ; Frantzsen Charles ; Tayson Lartigue ; Romelson Vilcint ; Garry Tesse ; Fritz Dorilas ; et Francklin Tamar. Leur assassinat a coïncidé avec l'accélération et l'aggravation de la crise multidimensionnelle du pays suite à l'assassinat du Président Moïse.
91. Selon les informations reçues par le Rapporteur Spécial, John Wesley Amady, de la station de radio canadienne "Radio Écoute FM", et Wilguens Louissaint, reporter local pour divers médias numériques, dont "Télé Patriote" et "Tambou Verité", ont été tués dans l'après-midi du 6 janvier 2022 par des membres de bandes criminelles¹⁹⁴. Les journalistes ont été abattus et brûlés vifs dans le secteur de Laboule 12 à Port-au-Prince, ce qui a incité les médias et les organisations de la société civile à dénoncer la brutalité de cette affaire¹⁹⁵. Dans cette localité,

¹⁸⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 765.

¹⁸⁷ CIDH, RSLE, Rapport annuel 2019, para. 765.

¹⁸⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 515.

¹⁸⁹ Al Jazeera, Haitian journalist, activist killed in Port-au-Prince shootings, 30 juin 2021 ; Amnesty International, Les autorités doivent protéger les proches menacés de mort d'un journaliste et d'une militante assassinés, 6 août 2021.

¹⁹⁰ Rezo Nodwes, La famille du journaliste assassiné, Diego Charles, salue le renouvellement du mandat du Juge Belabre, 26 juillet 2023 ; AlterPresse, Deux ans après, demandes renouvelées de justice pour la militante Antoinette Duclaire et le journaliste Diego Charles, 30 juin 2023.

¹⁹¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 515.

¹⁹² Committee to Project Journalists, Le journaliste haïtien Diego Charles tué par balle à Port-au-Prince, 6 juillet 2021 ; Rezo Nodwes, La famille du journaliste assassiné, Diego Charles, salue le renouvellement du mandat du Juge Belabre, 26 juillet 2023.

¹⁹³ RSLE, communiqué de presse n° R245/22, " RSLE enregistre le plus grand nombre d'assassinats de journalistes dans les Amériques depuis 1998, et appelle les États de la région à promouvoir des politiques globales de prévention, de protection et de justice ", 2 novembre 2022.

¹⁹⁴ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 815.

¹⁹⁵ Al Jazeera, 'Criminal and barbaric' : Two Haitian journalists killed by gang, 7 janvier 2022 ; BBC, Two Haitian journalists killed in gang attack, 7 janvier 2022.

de multiples gangs criminels se disputaient le contrôle du territoire qui était particulièrement stratégique, raison pour laquelle Wesley et Louissaint y faisaient des reportages¹⁹⁶.

92. Un mois et demi plus tard, le 23 février 2022, les médias nationaux ont rapporté que des officiers de police avaient ouvert le feu depuis un véhicule officiel sur des personnes qui manifestaient pour une augmentation du salaire minimum¹⁹⁷. Au cours de l'incident, trois journalistes auraient été touchés par des tirs. Maxihen Lazzare, du "Roi des Infos", est décédé peu après à l'hôpital des suites de ses blessures graves¹⁹⁸.
93. Le 11 septembre 2022, les journalistes Frantzsen Charles et Tayson Lartigue ont été tués alors qu'ils effectuaient un reportage sur les violences et les affrontements entre structures criminelles dans le quartier de Cité Soleil à Port-au-Prince, selon la presse locale¹⁹⁹. Charles et Lartigue, ainsi que cinq autres journalistes, se sont donc rendus sur place pour interviewer les proches des victimes²⁰⁰. D'après ce que le Rapporteur spécial a pu apprendre, Frantzsen Charles travaillait pour "FS News", tandis que Tayson Lartigue faisait des reportages sur son portail numérique "Tijèn Journalis". Les corps de Charles et Lartigue n'ont pas pu être retrouvés car ils ont été brûlés, selon des informations publiques²⁰¹.
94. Le 26 octobre 2022, les autorités de la ville de Les Cayes, dans le sud d'Haïti, ont retrouvé le corps nu, mutilé et partiellement incinéré du commentateur radio Garry Tesse, porté disparu depuis le 18 octobre, selon les informations reçues par le RSLE²⁰². Tesse, avocat de profession, travaillait comme analyste politique et animateur de l'émission "Gran Lakou" sur "Radio Le Bon FM", et était connu pour ses dénonciations de cas présumés de corruption et d'abus de pouvoir impliquant l'acceptation de pots-de-vin pour résoudre des conflits de propriété et des arrestations arbitraires, parmi d'autres pratiques illégales²⁰³. En outre, le communicateur aurait particulièrement critiqué un procureur de Les Cayes suspecté d'actes de corruption et d'abus de pouvoir²⁰⁴. Selon l'avocat de Tesse, le journaliste aurait reçu des offres de pots-de-vin de la part de ce procureur pour atténuer ses critiques ; après avoir rejeté cette offre, Tesse aurait dénoncé à la radio un "complot visant à l'assassiner"²⁰⁵.

¹⁹⁶ Vice News, Haitian Journalists 'Savagely' Murdered by Armed Gangs, 7 janvier 2022 ; DW, 2 journalists killed by gang in Haiti, 7 janvier 2022 ; International Press Institute, Haiti : Two journalists burned alive by gang members, 7 janvier 2022 ; CBC, Journalist for Montreal online radio station killed on the job in Haiti, 7 janvier 2022.

¹⁹⁷ Al Jazeera, Factory workers in Haiti go on strike to demand higher wages, 10 février 2022 ; Reuters, Haitian garment workers protest to demand higher wages, 17 février 2022.

¹⁹⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 816 ; Haïti Liberté, Le journaliste Maxihen Lazzare assassiné, 2 mars 2022 ; Le Filet Info, L'autopsie du cadavre du journaliste Maxihen Lazzare est dans l'impasse, 6 mars 2022.

¹⁹⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 817.

²⁰⁰ Comité de protection des journalistes, journalistes haïtiens Frantzsen Charles et Tayson Lartigue abattus alors qu'ils couvraient les violences à Port-au-Prince, 15 septembre 2022 ; Fédération internationale des journalistes, Charles Frantzen, Tayson Lartigue, 11 septembre 2022.

²⁰¹ Comité de protection des journalistes, journalistes haïtiens Frantzsen Charles et Tayson Lartigue abattus alors qu'ils couvraient les violences à Port-au-Prince, 15 septembre 2022 ; Fédération internationale des journalistes, Charles Frantzen, Tayson Lartigue, 11 septembre 2022.

²⁰² CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 818.

²⁰³ Comité de protection des journalistes, "Powerful enemies" : Did a prosecutor order the murder of Haitian journalist Garry Tesse, 26 mars 2024 ; RHI News, Assassinat de Garry Tesse : SOS Journalistes sur le point d'obtenir le renvoi du commissaire du gouvernement des Cayes, Ronald Richemond, 23 octobre 2024.

²⁰⁴ Comité de protection des journalistes, "Powerful enemies" : Did a prosecutor order the murder of Haitian journalist Garry Tesse, 26 mars 2024 ; RHI News, Assassinat de Garry Tesse : SOS Journalistes sur le point d'obtenir le renvoi du commissaire du gouvernement des Cayes, Ronald Richemond, 23 octobre 2024.

²⁰⁵ Rezo Nodwes, Cayes : deux autorités judiciaires citées dans l'assassinat du journaliste Garry Tess, 25 octobre 2022 ; Ayibopost, Qui a ordonné le meurtre du journaliste haïtien Garry Tesse ?, 26 mars 2024.

95. Quatre jours plus tard, le 30 octobre 2022, le journaliste Romelson Vilcint de la station de radio "Génération 80", située à Port-de-Paix, dans le département du Nord-Ouest²⁰⁶, a été tué. Selon des sources publiques, Vilcint a été touché à la tête par une grenade lacrymogène alors que l'Unité départementale de maintien de l'ordre (UDMO) de la PNH tentait de disperser un groupe de personnes réclamant la libération d'un autre journaliste, Robest Dimanche de "Radio Tele Zenith"²⁰⁷. Quelques heures plus tôt, Dimanche avait été arbitrairement arrêté par la police et emmené au commissariat de Delmas 33 à Port-au-Prince alors qu'il couvrait une autre manifestation dans la zone, selon des journalistes présents sur place²⁰⁸. Selon le monitoring effectué par ce bureau, Vilcint serait le deuxième journaliste à avoir été tué après avoir été blessé par les forces de sécurité de l'État entre 2018 et 2025.
96. Une semaine plus tard, le 5 novembre 2022, le journaliste Fritz Dorilas, collaborateur de "Radio Télé Megastar", une station de radio de la capitale haïtienne, et co-animateur de l'émission "Le droit, la loi et la justice"²⁰⁹, a été assassiné. Selon certaines sources, le journaliste a été abattu lors d'un affrontement entre bandes criminelles près de son domicile dans la commune de Tabarre, un secteur disputé par lesdits groupes armés²¹⁰.
97. En plus de ces assassinats s'ajoute celui de Francklin Tamar, journaliste à la station de radio "Radio Solidarité", qui a été tué le 18 décembre 2022²¹¹. Selon des informations publiques, le journaliste a été victime d'une attaque armée de la part de deux individus non identifiés circulant à moto²¹². Tamar est décédée sur le chemin de l'hôpital, après avoir reçu au moins deux balles²¹³.
98. En 2023, bien que le nombre d'homicides ait diminué par rapport à l'année précédente, le phénomène de la violence généralisée contre la presse a persisté, en particulier dans le contexte de l'expansion des gangs criminels dans la capitale et de l'émergence de groupes d'autodéfense.
99. En avril 2023, le RSLE a enregistré deux assassinats. Le 16 avril 2023, l'assassinat du journaliste Dumesky Kersaint a été signalé dans le quartier de Mahotièr 83, dans la commune de Carrefour, épicentre de fréquents affrontements entre les groupes armés, la PNH et les groupes d'autodéfense²¹⁴. Kersaint, spécialisé dans la couverture des manifestations et des violences de bandes criminelles pour "Radio Télé INUREP", a été abattu après avoir photographié une scène de crime au cours de laquelle une personne aurait été tuée²¹⁵. Le journaliste aurait refusé de supprimer les images prises lorsqu'un homme armé non identifié lui a demandé de le faire parce qu'il s'agissait d'éléments de preuve²¹⁶. Après le meurtre du

²⁰⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 819.

²⁰⁷ UNESCO, Le Directeur général demande une enquête sur l'assassinat du journaliste Romelson Vilcint en Haïti, 3 novembre 2022.

²⁰⁸ AP News, Witnesses : Journalist killed after police in Haiti open fire, 30 octobre 2022 ; RSF, RSF horrified by frequent murders of journalists in Haiti, 3 novembre 2022.

²⁰⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 820.

²¹⁰ Gazette Haïti, L'IPA condamne l'assassinat du journaliste Fritz Dorilas, 9 novembre 2022 ; Latin Times, Violence Escalates In Haiti As Another Journalist Is Murdered, 14 novembre 2022.

²¹¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 821.

²¹² Institut international de la presse, Francklin Tamar, Haïti, 18 décembre 2022 ; Fédération internationale des journalistes, Haïti : assassinat du journaliste Francklin Tamar, 21 décembre 2022.

²¹³ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 947.

²¹⁴ PEN International, Haïti : PEN International et PEN Haïti condamnent l'assassinat du journaliste Dumesky Kersaint, 19 avril 2023 ; UNESCO, le Directeur général condamne l'assassinat du journaliste Dumesky Kersaint en Haïti, 10 mai 2023.

²¹⁵ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 947.

²¹⁶ Comité de protection des journalistes, Dumesky Kersaint, 16 avril 2023 ; PEN International, Haïti : PEN International et PEN Haïti condamnent l'assassinat du journaliste Dumesky Kersaint, 19 avril 2023.

journaliste, son appareil photo et son téléphone portable ont été volés, selon les médias locaux²¹⁷.

100. Moins de dix jours plus tard, le 25 avril 2023, l'assassinat de Ricot Jean par des sujets armés non identifiés a été documenté dans la commune de Saint-Marc²¹⁸. Selon des informations de source publique, Jean, qui travaillait pour "Radio-Télé Evolution Inter", a été enlevé dans la nuit du 24 avril par quatre hommes armés vêtus d'uniformes de l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre (UDMO) au prétexte d'être "arrêté" pour avoir commis un crime²¹⁹.
101. Le dernier meurtre enregistré par le Rapporteur en 2023 s'est produit le 5 mai, lorsque le journaliste Paul Jean Marie, animateur de l'émission "Une voix dans la nuit", sur "Radio Lumière", a été victime d'une attaque armée par des sujets qui ont pénétré dans sa résidence à Onaville, Croix-des-Bouquets, dans la banlieue de Port-au-Prince, selon les informations fournies par des médias locaux²²⁰.
102. Pour sa part, le 24 décembre 2024, le Rapporteur spécial a enregistré ce qui aurait été le dernier assassinat de journalistes jusqu'à la date de clôture de ce rapport spécial, et l'un des plus graves surveillés par le RSLE depuis 2018 si l'on se réfère au nombre de victimes. Selon les médias haïtiens et les organisations de la société civile, un groupe de reporters est tombé dans une embuscade alors qu'il couvrait en direct la réouverture de l'hôpital général de Port-au-Prince, fermé pendant des mois suite à une attaque coordonnée par une coalition de groupes armés au cours du premier trimestre de l'année²²¹. Deux personnes ont été tuées, Jimmy Jean du média en ligne "Moun Afe Bon" et Marckendy Natous, un correspondant de "Voice of America", et au moins sept autres ont été blessées²²². Le chef d'un gang criminel a revendiqué l'attaque dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, affirmant que la coalition dont il fait partie n'avait pas "autorisé" la réouverture de l'hôpital²²³. Au moins une association locale de journalistes a demandé à l'État d'assumer sa responsabilité dans l'attaque du fait d'avoir rouvert l'hôpital et invité les journalistes à se rendre sur le site pour couvrir l'événement sans assurer les conditions de sécurité requises à cette fin²²⁴. Cette même association a également demandé une compensation financière pour que les familles de Jean et Natous puissent les enterrer²²⁵.
103. Au vu des faits présentés en Haïti, le Rapporteur spécial rappelle que l'assassinat de journalistes est la forme la plus extrême de la censure, et que l'impunité pour ces crimes contribue à la récurrence de ces crimes et à l'autocensure de la presse dans le pays.²²⁶ A cet

²¹⁷ Comité de protection des journalistes, Dumesky Kersaint, 16 avril 2023 ; PEN International, Haïti : PEN International et PEN Haïti condamnent l'assassinat du journaliste Dumesky Kersaint, 19 avril 2023.

²¹⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 948.

²¹⁹ UNESCO, Le directeur général condamne l'assassinat de Ricot Jean en Haïti, 2 mai 2023 ; Association interaméricaine de la presse, Un autre journaliste assassiné en 48 heures en Haïti, 26 avril 2023.

²²⁰ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 949 ; Le Nouvelliste, Personnalité radio Paul D. Jean Marie abattu, son seul péché était de vivre à Ona-Ville, 9 mai 2023.

²²¹ CBS News, At least 2 journalists killed in shooting during hospital reopening in Haiti, 24 décembre 2024 ; NPR, A gang attack on a Haitian hospital reopening kills 2 journalists and a police officer, 25 décembre 2024.

²²² Comité de protection des journalistes, 2 journalistes tués, 7 blessés, dans une attaque à l'hôpital haïtien, 24 décembre 2024 ; Reporters sans frontières, RSF condamne l'attaque de gangs en Haïti qui a tué deux journalistes et en a blessé sept autres, 26 décembre 2024.

²²³ BBC, Three shot dead as gunmen attack Haiti hospital, 25 décembre 2024 ; The Haitian Times, Friends and family mourn journalist killed in Haiti Christmas Eve gang attack at hospital, 17 janvier 2025.

²²⁴ AP, Mourners bury journalist killed in one of Haiti's worst attacks on reporters, 16 janvier 2025 ; The Washington Post, Journalists in Haiti demand justice as they bury a second colleague killed by gangs, 18 janvier 2025.

²²⁵ AP, Mourners bury journalist killed in one of Haiti's worst attacks on reporters, 16 janvier 2025 ; The Washington Post, Journalists in Haiti demand justice as they bury a second colleague killed by gangs, 18 janvier 2025.

²²⁶ CIDH. Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression. Étude spéciale sur la situation des enquêtes sur l'assassinat de journalistes pour des raisons qui pourraient être liées à l'activité journalistique (période 1995-2005). OEA/Ser.L/V/II.131. Doc. 35. 8 mars 2008.

égard, le Rapporteur réitère ce qu'il a dit dans ses rapports annuels et ses communiqués de presse : l'État haïtien a l'obligation d'identifier et de punir les auteurs de ces crimes contre la presse, en menant une enquête exhaustive, efficace, impartiale et diligente sur ces assassinats, et en clarifiant leurs motivations afin de déterminer judiciairement la relation qu'ils peuvent avoir avec l'activité journalistique et la liberté d'expression²²⁷.

104. Le Rapporteur spécial insiste pour que les autorités haïtiennes n'excluent pas la pratique du journalisme comme mobile de chacun des assassinats recensés ici²²⁸ : L'omission de pistes logiques d'investigation ou le manque de diligence dans la collecte des preuves peut avoir de graves répercussions sur le déroulement des procédures au stade de l'inculpation ou du procès, aussi tardives soient-elles, limitant la capacité à identifier les commanditaires, et contribuant ainsi à l'impunité et au risque de récidive²²⁹.
105. Le Rapporteur souligne également que l'absence de réaction institutionnelle ferme après chaque meurtre envoie un message de tolérance à la violence, encourageant de nouveaux crimes. Le Rapporteur souligne l'importance pour les autorités de l'État de reconnaître publiquement, clairement et fermement la légitimité et la valeur du travail journalistique et de condamner fermement les attaques contre chaque personne travaillant pour la presse²³⁰.
106. Le Rapporteur spécial regrette que les informations sur chacun des assassinats susmentionnés aient été et continuent d'être extrêmement limitées. A cet égard, il prend note de l'absence de statistiques officielles sur les journalistes assassinés et d'informations systématisées sur l'avancement des enquêtes de police ou des actions judiciaires entreprises.
107. Enfin, le Rapporteur spécial note avec inquiétude la décision des familles des victimes, ainsi que de leurs collègues journalistes, de recourir à l'autocensure dans le cadre des enquêtes sur ces meurtres en guise de protection. L'absence de dénonciations et de témoignages par crainte de représailles entrave également la poursuite de la justice.

B. Attaques armées contre les journalistes et les médias

108. Les attaques armées contre les journalistes et les médias sont une constante depuis le début de la crise multidimensionnelle en 2018. Selon les informations documentées et systématisées par le Rapporteur spécial il y a eu au moins 13 attaques à mains armées contre des journalistes et six à proximité de bureaux de médias. Les informations disponibles à ce jour suggèrent qu'elles ont été perpétrées par des gangs criminels qui contrôlent la capitale haïtienne et d'autres bastions stratégiques du pays. L'absence d'enquêtes menées par la police et les organes judiciaires a empêché de connaître l'identité de la plupart des auteurs et des commanditaires. Par ailleurs, le niveau élevé d'impunité a facilité la récurrence de ces crimes contre la presse.
109. Selon les estimations du Bureau, les attaques à mains armées ont mis en danger la vie de plus de 41 journalistes. En outre, les attaques ont entraîné la perte de données journalistiques d'un grand intérêt public car liées à des faits de corruption, aux liens entre les gangs criminels et

²²⁷ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, *Violence contre les journalistes et les travailleurs des médias*, Normes interaméricaines et pratiques nationales en matière de prévention, de protection et de poursuites. OEA/Ser.L/V/II. IACHR/le RSLE/INF. 12/13, 31 décembre 2013, paragraphe 160.

²²⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, *Violence contre les journalistes et les travailleurs des médias*, Normes interaméricaines et pratiques nationales en matière de prévention, de protection et de poursuites. OEA/Ser.L/V/II. IACHR/le RSLE/INF. 12/13, 31 décembre 2013, paragraphe 13.

²²⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression, *Violence contre les journalistes et les travailleurs des médias*, Normes interaméricaines et pratiques nationales en matière de prévention, de protection et de poursuites. OEA/Ser.L/V/II. IACHR/le RSLE/INF. 12/13, 31 décembre 2013, paragraphe 203.

²³⁰ CIDH, Zonas reducidas al silencio : Regiones a haut risque pour l'exercice de la liberté d'expression / Zonas Silenciadas : Regiones de alta peligrosidad para ejercer la libertad de expresión. Mars 2017. OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.16/17. Para. 159.

les fonctionnaires, et liés à des crimes perpétrés par les groupes armés. En effet, les attaques ont partiellement ou totalement détruit le matériel de travail des journalistes, comme les appareils photo, les enregistreurs vocaux et les téléphones portables, ainsi que le mobilier essentiel des salles de rédaction, notamment les bureaux, les ordinateurs et les imprimantes. En outre, la mobilité des journalistes a été restreinte du fait de l'incinération de leurs véhicules personnels et officiels.

110. Le Rapporteur spécial note avec inquiétude qu'au moins cinq attaques armées ont eu lieu après que des menaces ont été signalées par le biais des réseaux sociaux et des médias eux-mêmes, ce qui dénote de graves lacunes dans la prévention des crimes contre la presse.
111. Ci-dessous, le Rapporteur spécial fait le point sur les attaques armées enregistrées entre 2018 et la date de publication de ce rapport spécial.
112. Le 16 juillet 2019, une attaque à l'arme à feu a été signalée contre le véhicule dans lequel se trouvait Kendi Zidor, journaliste et analyste politique pour la chaîne "Télé Pacific" et le journal "Le National"²³¹. Selon les médias locaux, trois personnes non identifiées ont tiré sur la voiture de Zidor, qui avait déjà fait l'objet de menaces de mort après avoir publié un éditorial critiquant la façon dont les autorités haïtiennes gèrent les enquêtes sur le massacre de La Saline²³².
113. Moins d'un mois plus tard, le 6 août 2019, le véhicule du journaliste de "Loop News Haiti" Luckson Saint-Vil aurait reçu au moins sept balles tirées par des inconnus alors qu'il se rendait à son domicile dans le sud du pays²³³. De même que Zidor, Saint-Vil avait signalé des menaces de mort à la police judiciaire quelques jours avant l'attaque à mains armées²³⁴. Selon les médias nationaux, les menaces ont été proférées après que Saint-Vil ait reçu le prix Philippe Chaffanjon en reconnaissance d'un rapport sur les liens entre les gangs criminels et les autorités de l'État²³⁵.
114. Le 28 juillet 2020, une attaque à mains armées contre le journaliste et cameraman de "Radio Télé MegaStar", Yvens Sétoute²³⁶ a été documentée. Selon les médias, Sétoute rentrait de son travail en moto lorsque deux hommes armés l'ont intercepté pour l'accuser d'avoir publié des informations sur eux dans des reportages sur des actes criminels dans la région²³⁷. Bien que Sétoute se soit échappé grâce à une moto qui circulait dans la zone, le journaliste et cameraman a déclaré avoir entendu des coups de feu qui, comme l'a vérifié plus tard une autorité locale, ont touché son véhicule²³⁸. Le journaliste a confirmé qu'il comptait porter plainte pour cet incident, qu'il a qualifié de « tentative d'assassinat »²³⁹.

²³¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2019*, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 775.

²³² Vant Bèf Info, *Un journaliste attaqué par des individus armés*, 16 juillet 2019 ; Loop News, *Victime d'une attaque armée, le journaliste Kendi Zidor porte plainte*, 19 juillet 2019.

²³³ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2019*, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 776.

²³⁴ Loop News, *Notre reporter Luckson Saint-vil victime d'une attaque armée à Léogâne*, 6 août 2019 ; AlterPresse, *Attaque armée contre le jeune journaliste Luckson Saint-Vil*, 7 août 2019.

²³⁵ Comité de protection des journalistes, *Le journaliste Luckson Saint-Vil survit à une fusillade dans le sud d'Haïti*, 19 août 2019 ; Ayibopost, *La précarité des journalistes menace la démocratie en Haïti*, 24 mai 2021.

²³⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2020*, OEA/Ser.L/Doc.28, 30 mars 2021, para. 828.

²³⁷ Haiti Standard, *Menaces de mort proférées contre le journaliste Pradel Alexandre, l'Union des journalistes du bas-artibonite dénonce et condamne*, 29 juillet 2020 ; Actunews, *Le journaliste Sétoute Yvens a frôlé la mort*, 30 juillet 2020.

²³⁸ Actunews, *Le journaliste Sétoute Yvens a frôlé la mort*, 30 juillet 2020 ; Vant Bèf Info, *Sétoute Yvens, journaliste de la Radio Télé Mégastar, a frôlé la mort*, 30 juillet 2020.

²³⁹ Vant Bèf Info, *Sétoute Yvens, journaliste de la Radio Télé Mégastar, a frôlé la mort*, 30 juillet 2020 ; Committee to Protect Journalists, *En Haïti : le journaliste Sétoute Yvens survit à un attentat par balles, un autre journaliste reçoit des menaces de mort*, 6 août 2020.

115. Le 28 décembre 2020, il a été rapporté que le journaliste et membre fondateur du "Groupe Média Alternatif", Vario Sérant, a été attaqué par des hommes armés non identifiés alors qu'il circulait en voiture avec une autre personne²⁴⁰. Selon les informations publiques disponibles, Sérant a été blessé par balle et transporté d'urgence à l'hôpital, mais son accompagnant est décédé sur place après avoir été touché par plusieurs balles²⁴¹. Sérant aurait également dû être transféré au Costa Rica pour y être soigné²⁴². Le rédacteur en chef, Godson Pierre, a indiqué que l'attaque contre son collègue avait eu un effet glacial sur la salle de rédaction²⁴³.
116. Le 25 juin 2021, des rapports locaux indiquent que des individus armés ont tiré et blessé le journaliste du "Nouvelliste", Fritz Pinvin, alors qu'il se rendait à son domicile, rue Capois, à Port-au-Prince²⁴⁴. Selon ces mêmes informations, Fritz Pinvin a été transporté d'urgence à l'hôpital avec des blessures graves après avoir été touché par au moins trois balles²⁴⁵.
117. Le jour de l'assassinat de John Wesley Amady et Wilguens Louissaint, le 6 janvier 2022, la presse nationale a rapporté qu'un troisième journaliste, Wilmann Vil, qui couvrait également la violence armée en compagnie d'Amady et Louissaint pour "RL Production" avait réussi à s'échapper vivant de l'attaque à mains armées dont il faisait l'objet. Cependant, Vil aurait été contraint de se cacher et d'abandonner temporairement son travail journalistique²⁴⁶.
118. Fin janvier 2022, des allégations ont été faites selon lesquelles le média "Radio Télé Zénith", situé dans le secteur de la Croix-des-Bouquets à Port-au-Prince, aurait été attaqué²⁴⁷. Les informations disponibles suggèrent que les fenêtres et les portes de "RTZ" ont été brisées et qu'une partie de l'intérieur a été brûlée, y compris le matériel de travail et le mobilier, après que des cocktails Molotov aient été lancés à l'intérieur de la salle de rédaction et du studio²⁴⁸. Deux journalistes se trouvaient dans les locaux de la station au moment de l'attaque alors qu'ils diffusaient un reportage, mais ils n'auraient pas été blessés²⁴⁹. Le directeur de la station de radio a expliqué que des gangs criminels étaient à l'origine de l'attaque armée, cherchant à réduire au silence la couverture par les médias de leurs activités violentes²⁵⁰. Ces mêmes acteurs illégaux ont menacé RTZ à travers les réseaux sociaux, comme l'explique l'Association des Journalistes Haïtiens (AJH)²⁵¹.
119. Pour le Rapporteur Spécial, il est important de noter que cette attaque armée contre "RTZ" a eu lieu deux mois après que des membres d'un groupe armé opérant dans les environs de la

²⁴⁰ Le Nouvelliste, Le journaliste Vario Sérant blessé par balle lors d'une attaque à Port-au-Prince, 29 décembre 2020 ; Alterpresse, Le journaliste Vario Sérant, victime d'une attaque armée, le 28 décembre 2020, à Port-au-Prince, 29 décembre 2020.

²⁴¹ Le Nouvelliste, Le journaliste Vario Sérant blessé par balle lors d'une attaque à Port-au-Prince, 29 décembre 2020 ; Alterpresse, Le journaliste Vario Sérant, victime d'une attaque armée, le 28 décembre 2020, à Port-au-Prince, 29 décembre 2020.

²⁴² Alterpresse, Le journaliste Vario Sérant, évacué vers le Costa Rica après avoir été gravement atteint par balle, 1er janvier 2021 ; Rezo Nodwe, Le journaliste haïtien Vario Sérant, victime d'une attaque armée à Port-au-Prince, rapport AlterPresse, 30 décembre 2020.

²⁴³ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2020, OEA/Ser.L/Doc.28, 30 mars 2021, para. 832.

²⁴⁴ Gazette Haïti, Haïti-Insécurité : le journaliste Junior Pinvin du Nouvelliste blessé par balles, 26 juin 2021 ; International Journalists' Network, Les dangers d'être un journaliste en Haïti, 20 août 2021.

²⁴⁵ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 518.

²⁴⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 815.

²⁴⁷ Le Nouvelliste, Attaque armée contre deux sous-commissariats et la radio Zénith, 31 janvier 2022 ; Committee to Protect Journalists, Des assaillants tirent et lancent des cocktails Molotov sur les locaux de la station haïtienne Radio Télé Zénith, 7 février 2022.

²⁴⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 823.

²⁴⁹ Le Nouvelliste, Attaque armée contre deux sous-commissariats et la radio Zénith, 31 janvier 2022 ; Committee to Protect Journalists, Des assaillants tirent et lancent des cocktails Molotov sur les locaux de la station haïtienne Radio Télé Zénith, 7 février 2022.

²⁵⁰ Le Nouvelliste, Attaque armée contre deux sous-commissariats et la radio Zénith, 31 janvier 2022 ; Committee to Protect Journalists, Des assaillants tirent et lancent des cocktails Molotov sur les locaux de la station haïtienne Radio Télé Zénith, 7 février 2022.

²⁵¹ Gazette Haïti, La Radio Télé Zénith, objet de menaces des "400 Mawozo", "ne reçoit aucune solidarité des associations de médias", 29 novembre 2021 ; Le Floridien, La radio télé zénith menacée par 400 Mawozo, 29 novembre 2021.

station aient menacé de mettre le feu à leurs locaux²⁵². Les informations disponibles indiquent que les médias auraient déposé plusieurs plaintes auprès des autorités compétentes, mais n'auraient reçu aucune réponse²⁵³.

120. Le jour de l'assassinat de Maxihen Lazzare, le 23 février 2022, le Rapporteur spécial a eu connaissance d'informations selon lesquelles deux autres journalistes, Sony Laureore de " Laureore News TV " et Yves Moïse de " Radio RCH 2000 ", auraient été touchés par des projectiles de la PNH²⁵⁴. De même, le jour de la mort de Romelson Vilcint, fin octobre 2022, peu après qu'il ait été touché à la tête par une grenade lacrymogène tirée par la police anti-émeute pour disperser une manifestation, le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles cinq autres journalistes auraient été blessés et que certains de leurs équipements de travail auraient été confisqués²⁵⁵.
121. Le 11 septembre 2022, jour de l'assassinat de Frantzsen Charles et Tayson Lartigue, les médias locaux ont rapporté que cinq journalistes qui les accompagnaient dans leur reportage sur les violences dans la capitale haïtienne avaient réussi à prendre la fuite après qu'un groupe de criminels ait tendu une embuscade aux motos sur lesquelles ils circulaient²⁵⁶. Cependant, une partie des données journalistiques recueillies et des équipements de travail auraient été laissés aux mains des auteurs de l'attentat²⁵⁷.
122. Le 25 octobre 2022, une tentative d'assassinat a été signalée contre Roberson Alphonse, directeur de l'information du "Nouvelliste" et directeur de l'information de la station de radio "Makig9"²⁵⁸. Selon les rapports des médias et des organisations de la société civile, Alphonse se rendait en voiture de son domicile dans le quartier de Delmas de la capitale haïtienne à proximité de la station lorsque des assaillants non identifiés ont tiré au moins dix coups de feu sur son véhicule²⁵⁹. Le journaliste a été blessé aux deux bras, mais a réussi à se rendre à l'hôpital pour recevoir des soins médicaux d'urgence²⁶⁰.
123. Le 23 juillet 2023, dans la commune de Liancourt, région de l'Artibonite, la presse nationale et des organisations internationales de la société civile ont signalé que des membres présumés de groupes armés avaient mis le feu aux locaux de "Radio Antarctique", détruisant son équipement de transmission et son antenne, et obligeant la station à cesser ses transmissions et ses activités régulières²⁶¹. Les 15 employés de la station auraient été indemnes après avoir fui les lieux, mais n'ont pas pu retourner à la station après l'attaque²⁶². Le chef de l'un des

²⁵² Haïti24, Attaque contre Radio-Télé Zénith : AIJ condamne et appelle à la protection des travailleurs de la presse, 1er février 2022 ; Comité de protection des journalistes, Attackers shoot at firebomb offices of Haitian outlet Radio Télé Zenith, 3 février 2022.

²⁵³ Comité de protection des journalistes, Attackers shoot at firebomb offices of Haitian outlet Radio Télé Zenith, 3 février 2022 ; Vant Bèf Info, Haïti / Attaque armée contre la Radio Télé Zénith : Frantz Elbé exprime sa solidarité, 31 janvier 2022.

²⁵⁴ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 816.

²⁵⁵ Miami Herald, Haiti journalist dies after being hit in the head with police tear gas canister, 31 octobre 2022 ; Committee to Protect Journalists, Haitian journalist Romelson Vilcin killed during demonstration at police station, 11 novembre 2022.

²⁵⁶ Voice of America, Alarm in Haiti as two more journalists killed by armed gangs, 13 septembre 2022 ; Committee to Protect Journalists, Haitian journalists Frantzsen Charles and Tayson Lartigue shot dead while covering violence in Port-au-Prince, 15 septembre 2022.

²⁵⁷ Haïti Libre, Deux jeunes journalistes tués à Cité-Soleil, 13 septembre 2022 ; Voice of America, Alarm in Haiti as two more journalists killed by armed gangs, 13 septembre 2022.

²⁵⁸ Miami Herald, Haiti journalist victim of armed attack, 25 octobre 2022 ; Le Nouvelliste, Roberson Alphonse échappe à une tentative d'assassinat, émotions et réactions, 26 octobre 2022.

²⁵⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para. 826.

²⁶⁰ Al Jazeera, Un éminent journaliste haïtien survit à une tentative d'assassinat, 26 octobre 2022 ; Fédération internationale des journalistes, La FIJ et l'AIJ répudient l'attaque contre le journaliste Roberson Alphonse, 26 octobre 2022.

²⁶¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 965.

²⁶² Committee to Protect Journalists, Haitian broadcaster Radio Antarctique burned down in gang attack, 28 juillet 2023 ; Voice of America, Haitian Journalists at Risk From Arson, Kidnapping, Attack, 31 juillet 2023.

gangs criminels aurait accusé le directeur et fondateur de la station, Roderson Elias, de monter les résidents locaux contre son organisation et de révéler son emplacement²⁶³.

124. Le 11 août 2023, Brown Larose, animateur des émissions hebdomadaires "Pawòl Geto" et "Matin Débat", diffusées par "Radio Télé Éclair", aurait été victime d'une attaque à mains armées par un inconnu devant sa résidence dans le quartier de Delmas, à l'est de Port-au-Prince²⁶⁴. Selon des informations publiques, le journaliste aurait fait l'objet de menaces suite à sa couverture des actions des groupes armés et à sa mise en cause du gouvernement intérimaire d'Ariel Henry²⁶⁵.
125. Entre le 29 septembre et le 9 octobre 2023, deux alertes ont été émises pour deux attaques à mains armées contre Maxo Dorvil, journaliste radio à "Radio Télé Zip"²⁶⁶. La première attaque aurait été perpétrée contre son véhicule par deux hommes armés à moto alors qu'il rentrait chez lui dans la banlieue de Croix-des-Bouquets, à la périphérie de Port-au-Prince²⁶⁷. La seconde attaque aurait eu lieu dans le quartier de Lilavois, dans la zone métropolitaine de la capitale ; environ cinq hommes armés auraient également tiré sur son véhicule après lui avoir ordonné de s'arrêter²⁶⁸. Après la première attaque, Dorvil a affirmé avoir reçu un appel d'un membre d'un groupe criminel, qui aurait exigé le paiement de 1 700 dollars en échange de sa protection ; la deuxième attaque aurait fait suite à son refus de payer cette somme²⁶⁹.
126. En avril 2024, des rapports font état d'une attaque coordonnée contre les locaux du journal "Le Nouvelliste", le plus ancien journal du pays²⁷⁰. Les médias et la société civile indiquent qu'un nombre inconnu d'assaillants auraient vandalisé, saccagé et pillé les locaux du journal, situés dans le centre de Port-au-Prince, perturbant l'impression et la diffusion du journal²⁷¹. Au cours des mois précédents, des rapports ont indiqué que le journal, ainsi que d'autres médias basés dans les rues principales du centre de la capitale haïtienne, avaient commencé à déplacer leurs activités vers d'autres zones relativement plus sûres à mesure que les groupes armés illégaux gagnaient du terrain²⁷². Cependant, la difficulté de déplacer les presses d'imprimerie a contraint "Le Nouvelliste" à continuer d'imprimer des journaux à son emplacement d'origine²⁷³. Parallèlement, des alertes ont été lancées concernant une attaque

²⁶³ Métropole, [Liancourt, Artibonite, en proie à la violence des bandits de Savien](#), 23 juillet 2023 ; Le Nouvelliste, [Week-end tragique à Liancourt](#), 24 juillet 2023.

²⁶⁴ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), [Rapport annuel 2023](#), OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 964.

²⁶⁵ Vant Bèf Info, [Haïti : Attaque armée contre le présentateur Brown Larose : Une tentative inquiétante contre la liberté d'expression](#), 11 août 2023 ; Gazette Haïti, [Brown Larose, un animateur de l'émission "Matin Débat", blessé par balles](#), 11 août 2023.

²⁶⁶ Comité de protection des journalistes, ["Je serai tué s'ils me trouvent" : le journaliste de radio Maxo Dorvil fuit Haïti au milieu de la violence des gangs](#), 27 novembre 2023 ; Vant Bèf Info, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

²⁶⁷ Comité de protection des journalistes, ["Je serai tué s'ils me trouvent" : le journaliste de radio Maxo Dorvil fuit Haïti au milieu de la violence des gangs](#), 27 novembre 2023 ; Vant Bèf Info, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

²⁶⁸ Comité de protection des journalistes, ["Je serai tué s'ils me trouvent" : le journaliste de radio Maxo Dorvil fuit Haïti au milieu de la violence des gangs](#), 27 novembre 2023 ; Vant Bèf Info, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

²⁶⁹ Comité de protection des journalistes, ["Je serai tué s'ils me trouvent" : le journaliste de radio Maxo Dorvil fuit Haïti au milieu de la violence des gangs](#), 27 novembre 2023 ; Vant Bèf Info, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

²⁷⁰ Le Nouvelliste, [Le Nouvelliste, le plus ancien journal haïtien, vandalisé, l'ANMH exprime sa solidarité et son inquiétude](#), 26 avril 2024 ; Miami Herald, [Le plus ancien journal haïtien est contraint d'arrêter l'impression après que des gangs armés aient attaqué les locaux](#), 29 avril 2024.

²⁷¹ Le Nouvelliste, [Les locaux du Nouvelliste vandalisés](#), 25 avril 2024 ; Miami Herald, [Haiti's oldest newspaper forced to stop printing after armed gangs attack premises](#), 29 avril 2024.

²⁷² Comité de protection des journalistes, [Haitian press face 'existential crisis' with no end to gang violence](#), 24 juillet 2024 ; LatAm Journalism Review, [Print media in Haiti is on the brink of extinction](#), 23 septembre 2024.

²⁷³ Comité de protection des journalistes, [Haitian press face 'existential crisis' with no end to gang violence](#), 24 juillet 2024 ; LatAm Journalism Review, [Print media in Haiti is on the brink of extinction](#), 23 septembre 2024.

présumée contre le siège du "Moniteur", le journal officiel du gouvernement par lequel toutes les informations de l'exécutif sont communiquées²⁷⁴.

127. En novembre 2024, deux attaques à mains armées contre des journalistes ont été signalées. Selon des sources publiques, le 5 novembre, des membres présumés de gangs criminels ont incendié la maison de Lookens Jean-Baptiste, journaliste à la station de radio "Tropic FM", située dans le quartier de Fort National à Port-au-Prince²⁷⁵. Selon le journaliste, les auteurs ont découvert qu'il était journaliste et le soupçonnaient d'avoir des liens avec la police en raison de son travail²⁷⁶. Une semaine plus tard, le 11 novembre, des membres présumés d'une autre structure armée auraient tiré contre le journaliste Wandy Charles, rédacteur en chef de "Vant Bèf Info", et sa famille devant sa maison à Vivy Michel, une banlieue de la capitale haïtienne, peu avant que ce groupe ne prenne le contrôle de la zone²⁷⁷. Selon Charles, les gangs criminels ne veulent pas que les médias les critiquent ou donnent la parole aux victimes, à la police ou au gouvernement²⁷⁸.
128. À la fin de l'année, en décembre 2024, une embuscade a été tendue contre un groupe de journalistes qui couvraient en direct la réouverture du principal centre hospitalier du pays, fermé depuis le premier trimestre de l'année après avoir été pris pour cible par des groupes armés²⁷⁹. Deux ont été tués et au moins sept autres ont été blessés²⁸⁰. Le chef d'un gang criminel a revendiqué l'attaque dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, affirmant que la coalition dont il fait partie n'avait pas "autorisé" la réouverture de l'hôpital²⁸¹. Une association locale de journalistes a demandé à l'État d'assumer sa responsabilité dans l'attaque du fait d'avoir rouvert l'hôpital et invité les journalistes à se rendre sur le site pour couvrir l'événement sans assurer les conditions de sécurité requises à cette fin²⁸².
129. Enfin, entre le 12 et le 16 mars 2025, des attaques armées contre trois stations de radio ont été documentées en Haïti. Les locaux de « Radio Télévision Caraïbes (RTVC) » et « Mélodie FM » ont été incendiés après avoir été abandonnés en raison de la grave détérioration de la sécurité dans le centre de Port-au-Prince²⁸³. Par la suite, la chaîne de télévision privée « Télé Pluriel », située dans le quartier de Delmas 19, a été pillée et incendiée²⁸⁴. Bien qu'aucune victime n'ait été signalée, les journalistes de ces médias dénoncent l'impossibilité de retourner sur place et se sont vus contraints d'installer des studios improvisés dans leurs domiciles et dans d'autres zones moins dangereuses afin de poursuivre au moins une partie de leur

²⁷⁴ Le Quotidien d'Haïti, Scènes de vandalisme dans les locaux du journal Le Nouvelliste, l'ANMH consternée, 28 avril 2024 ; Miami Herald, Haïti's oldest newspaper attacked amid gang violence, 29 avril 2024.

²⁷⁵ Réalité Info, Haïti : La résidence du journaliste Lookens Jean Baptiste incendiée par des individus armés, 16 novembre 2024 ; Committee to Protect Journalists, Haitian journalist attacked as gang violence again surges in country, 20 novembre 2024.

²⁷⁶ Réalité Info, Haïti : La résidence du journaliste Lookens Jean Baptiste incendiée par des individus armés, 16 novembre 2024 ; Committee to Protect Journalists, Haitian journalist attacked as gang violence again surges in country, 20 novembre 2024.

²⁷⁷ Vant Bèf Info, Attaque Armée : Wandy Charles, Rédacteur en Chef de Vant Bèf Info, échappe de justesse à la mort avec sa famille, 12 novembre 2024 ; Télépluriel, Insécurité : Attaque armée contre le journaliste Wandy Charles et sa famille, 13 novembre 2024.

²⁷⁸ Comité de protection des journalistes, Haitian journalist attacked as gang violence again surges in country, 20 novembre 2024.

²⁷⁹ CBS News, At least 2 journalists killed in shooting during hospital reopening in Haiti, 24 décembre 2024 ; NPR, A gang attack on a Haitian hospital reopening kills 2 journalists and a police officer, 25 décembre 2024.

²⁸⁰ Comité de protection des journalistes, 2 journalistes tués, 7 blessés, dans une attaque à l'hôpital haïtien, 24 décembre 2024 ; Reporters sans frontières, RSF condamne l'attaque de gangs en Haïti qui a tué deux journalistes et en a blessé sept autres, 26 décembre 2024.

²⁸¹ BBC, Three shot dead as gunmen attack Haiti hospital, 25 décembre 2024 ; The Haitian Times, Friends and family mourn journalist killed in Haiti Christmas Eve gang attack at hospital, 17 janvier 2025.

²⁸² AP, Mourners bury journalist killed in one of Haiti's worst attacks on reporters, 16 janvier 2025 ; The Washington Post, Journalists in Haiti demand justice as they bury a second colleague killed by gangs, 18 janvier 2025.

²⁸³ Reporters Sans Frontières, Haïti: RSF condamne l'incendie criminel contre Radio Télévision Caraïbes et appelle à des mesures urgentes pour protéger la presse, 14 de marzo de 2025; 20 minutes, Les locaux de trois médias attaqués, 16 de marzo de 2025; Committee to Protect Journalists, Haitian gangs set fire to 3 Port-au-Prince radio stations as violence escalates, 20 de marzo de 2025.

²⁸⁴ Gazette Haïti, Après la Radio Caraïbes, la télé pluriel incendiée par la coalition criminelle «Viv Ansanm», 17 de marzo de 2025; AlterPresse, Télé Pluriel, un autre média saccagé par les bandits armés à Port-au-Prince, 17 de marzo de 2025; ONU Info, Attaqués et avec des revenus qui s'effondrent, les médias en Haïti luttent pour survivre, 20 de marzo de 2025.

programmation habituelle²⁸⁵. Ils ont également indiqué que les pertes subies seraient « énormes » et comprendraient des studios et du matériel d'enregistrement, du matériel informatique, des archives journalistiques et des documents personnels²⁸⁶. Le Premier ministre, Alix Didier Fils-Aimé, a qualifié cette série d'attaques d'« acte méprisable » contre la liberté d'expression et a annoncé des mesures pour renforcer la sécurité des médias²⁸⁷.

130. En ce qui concerne les attaques à mains armées contre les journalistes et les médias, le Rapporteur spécial souhaite se référer au Principe n° 9 de la Déclaration de principes sur la liberté d'expression, qui stipule que toute attaque contre la vie des journalistes, ainsi que la destruction matérielle des médias, violent les droits fondamentaux et restreignent gravement la liberté d'expression²⁸⁸. Pour le Rapporteur, ces types de violence visent à assurer le silence de la presse comme mécanisme de contrôle, empêchant la société d'être informée des événements d'intérêt public.
131. Le RSLE a établi dans ses rapports précédents que la violence contre les journalistes a un triple effet : elle viole le droit des victimes à exprimer et diffuser leurs idées, opinions et informations ; elle a un effet paralysant sur leurs pairs et les pousse au silence ; et elle viole les droits des individus et des sociétés à rechercher et à recevoir des informations et des idées de toute nature. Les conséquences pour la démocratie, qui dépend d'un échange libre, ouvert et dynamique d'idées et d'informations, sont particulièrement graves²⁸⁹. Par conséquent, le Rapporteur insiste sur le fait que la restauration de la démocratie en Haïti dépendra dans une large mesure de la capacité de l'État à prévenir la violence à l'encontre de la presse.
132. Les normes interaméricaines stipulent que les États ont l'obligation d'adopter des mesures pour prévenir la violence contre les journalistes et les autres membres des médias. La Cour interaméricaine a souligné que "l'exercice du journalisme ne peut se faire librement que lorsque les personnes qui l'exercent ne sont pas victimes de menaces ou d'agressions physiques, psychologiques ou morales ou d'autres actes de harcèlement"²⁹⁰. Cette obligation est particulièrement importante dans les pays où de tels actes risquent de se produire et dans des situations spécifiques où les autorités savent ou auraient dû savoir qu'il existe un risque réel et immédiat que de tels crimes soient commis, comme c'est le cas en Haïti²⁹¹.
133. De même, le Rapporteur spécial souligne que le manque de diligence dans l'enquête, la poursuite et la condamnation de tous les responsables, comme cela s'est produit dans le pays, peut engendrer une violation supplémentaire des droits à l'accès à la justice et aux garanties judiciaires des personnes affectées et de leurs familles²⁹². Il est donc essentiel que l'État remplisse son obligation d'enquêter pour trouver les auteurs et les commanditaires de ces crimes, afin de rendre justice dans ces cas précis, d'éviter qu'ils ne se reproduisent, de fournir réparations aux victimes et d'éviter l'effet inhibiteur que la violence a sur les personnes travaillant dans la presse.

²⁸⁵ Ayibopost, Les pertes énormes que la RTVC pourrait subir dans l'incendie de ses locaux, 14 de marzo de 2025; Committee to Protect Journalists, Haitian gangs set fire to 3 Port-au-Prince radio stations as violence escalates, 20 de marzo de 2025.

²⁸⁶ Ayibopost, Les pertes énormes que la RTVC pourrait subir dans l'incendie de ses locaux, 14 de marzo de 2025; Committee to Protect Journalists, Haitian gangs set fire to 3 Port-au-Prince radio stations as violence escalates, 20 de marzo de 2025.

²⁸⁷ Gouvernement de la République d'Haïti, Le Gouvernement condamne avec la plus grande fermeté l'attaque criminelle contre la RTVC et réaffirme son engagement pour la protection de la presse, 13 de marzo de 2025.

²⁸⁸ CIDH. Déclaration de principes sur la liberté d'expression. 2000. Ppio. N° 9.

²⁸⁹ CIDH. Violence contre les journalistes et les personnels des médias : Normes interaméricaines et pratiques nationales en matière de prévention, de protection et de poursuites. 2013. OEA/Ser.L/V/II. IACHR/RSLE/INF.12/13. Para. 287.

²⁹⁰ I/A Court H.R., *Affaire Vélez Restrepo y Familiares c. Colombie. Affaire Vélez Restrepo et membres de sa famille c. Colombie*. Objections préliminaires, fond, réparations et frais. Série C 248. 2012. Para. 209.

²⁹¹ CIDH. Violence contre les journalistes et les personnels des médias : Normes interaméricaines et pratiques nationales en matière de prévention, de protection et de poursuites. 2013. OEA/Ser.L/V/II. IACHR/RSLE/INF.12/13. Para. 33.

²⁹² CIDH. Zones réduites au silence : régions à haut risque pour l'exercice de la liberté d'expression. Mars 2017. OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.16/17. Para. 147.

134. Dans le même ordre d'idées, le RSLE exprime sa préoccupation quant aux menaces d'attaques armées contre des journalistes et des médias qu'elle a documentées et qui, selon les informations disponibles, n'ont pas fait l'objet d'une enquête de la part des autorités, notamment de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ).
135. Le 28 juillet 2020, des menaces de mort ont été signalées à l'encontre du journaliste Pradel Alexandre, correspondant de la "Radio Nationale d'Haïti" à Saint-Marc et coordinateur général de la Fédération des Journalistes de l'Artibonite (FEJA)²⁹³. Selon les informations recueillies par les médias et la société civile, le chef présumé d'un gang criminel opérant dans le village de Savien, dans la commune de Petite Rivière, département de l'Artibonite, a menacé de tuer Alexandre pour ses reportages qui, selon lui, l'ont faussement lié à des enlèvements de personnes dans la région²⁹⁴.
136. Le 14 septembre 2020, Patrick Moussagnac, directeur général de Radio Télé Caraïbes, a rapporté que des bandes criminelles avaient annoncé sur les réseaux sociaux des "attaques imminentes" contre la chaîne de télévision qu'il dirige²⁹⁵. Le Rapporteur spécial a enregistré les déclarations de l'ANMH condamnant les menaces, bien qu'elle n'ait documenté aucune action policière ou judiciaire à cet égard²⁹⁶.
137. Au début du mois de juin 2023, une série d'agressions ont été documentées à l'encontre d'Amentha Léonard, directrice des affaires juridiques de l'Observatoire haïtien du droit et de la liberté de la presse (OHDLP)²⁹⁷. Selon l'Observatoire, les blessures de la directrice ont mis sa vie en danger²⁹⁸. Bien qu'ayant identifié les auteurs présumés de l'agression, l'OHDLP a constaté que les autorités n'avaient pris aucune mesure à leur encontre, qualifiant leur action de "lente" et de "laxiste"²⁹⁹.
138. Plus récemment, en septembre 2024, une menace a été signalée à l'encontre du journaliste Widlore Mérancourt de "AyiboPost" pour avoir publié un article mettant en cause l'intégrité éthique de deux correspondants d'une agence de presse internationale pour avoir offert des cadeaux à l'un des principaux chefs criminels du pays³⁰⁰. Dans une vidéo postée le 25 septembre sur les réseaux sociaux, le chef d'une coalition de gangs criminels aurait dit à Widlore Mérancourt qu'il serait poursuivi et attaqué par surprise, si bien que le journaliste aurait supprimé ses réseaux sociaux et serait entré dans la clandestinité, selon des informations publiées dans la presse nationale³⁰¹.

C. Disparitions forcées et enlèvements

²⁹³ Haïti en marche, *Insécurité : le chef de gang de Savien, Odma, fait des menaces de mort contre le journaliste Pradel Alexandre*, 29 juillet 2020 ; AlterPresse, *L'Ajh dénonce des menaces et attaques contre plusieurs journalistes en Haïti*, 31 juillet 2020.

²⁹⁴ Haiti Standard, *Menaces de mort proférées contre le journaliste Pradel Alexandre, l'Union des journalistes du bas-artibonite dénonce et condamne*, 29 juillet 2020 ; Committee to Protect Journalists, *Journalist Setoute Yvens survives shooting attempt, another reporter receives death threats in Haiti*, 4 août 2020.

²⁹⁵ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2020, OEA/Ser.L/Doc.28, 30 mars 2021, para. 831.

²⁹⁶ Juno7, *Menace de toutes sortes contre la RTVC, le PDG Patrick Moussagnac n'entend pas baisser les bras*, 14 septembre 2020 ; Télé Pluriel, *Menaces contre Radio Télévision Caraïbes : Patrick Moussagnac dénonce une tentative visant à ternir l'image de la station*, 14 septembre 2020.

²⁹⁷ Rezo Nòdwes, *L'OHDLP condamne énergiquement la tentative d'assassinat perpétrées à l'encontre de Me Amentha LÉONARD*, 6 juin 2023.

²⁹⁸ Rezo Nòdwes, *L'OHDLP condamne énergiquement la tentative d'assassinat perpétrées à l'encontre de Me Amentha LÉONARD*, 6 juin 2023.

²⁹⁹ Rezo Nòdwes, *L'OHDLP condamne énergiquement la tentative d'assassinat perpétrées à l'encontre de Me Amentha LÉONARD*, 6 juin 2023.

³⁰⁰ AyiboPost, *Reuters Journalists' Gifts to a Notorious Haiti Gang Leader Spark Controversy*, 18 septembre 2023.

³⁰¹ Committee to Protect Journalists, *Haitian journalist threatened over article about Reuters reporters' gifts to gang leader*, 30 septembre 2024 ; The Baron, *Haitian editor in hiding since story questioning Reuters' gifts to gang leader*, 21 novembre 2024.

139. Dans le contexte de la crise multidimensionnelle actuelle, et en particulier depuis l'expansion et la consolidation du contrôle territorial par les gangs criminels, le Rapporteur spécial a signalé l'utilisation de la disparition forcée et de l'enlèvement à court terme comme méthode d'intimidation, d'extorsion et pour réduire au silence la presse en Haïti. Ces pratiques criminelles permettraient aux bandes criminelles de financer la contrebande d'armes et de commettre des crimes en toute impunité, protégées par le manque d'information qui dissimule leurs activités au public, aux forces de sécurité et au système judiciaire. La plupart des enlèvements enregistrés ont eu lieu alors que les journalistes se déplaçaient dans des véhicules privés ou qu'ils se trouvaient chez eux. Leur durée est variable; certains journalistes ont été enlevés pendant quelques heures, tandis que d'autres ont été privés de leur liberté pendant une période pouvant aller jusqu'à trois semaines.
140. Sur la base des informations reçues et documentées par le Rapporteur spécial, on estime qu'il y a eu au moins deux disparitions forcées et 17 enlèvements entre 2018 et 2025. L'année 2023 a été particulièrement préoccupante en raison de la fréquence des enlèvements de membres de la presse, devenant une pratique systématique avec au moins neuf cas enregistrés.
141. Le Rapporteur spécial n'a pas été en mesure d'accéder à des informations officielles et vérifiables sur le lieu où se trouvent les journalistes disparus ou sur les progrès réalisés dans l'identification et la poursuite des auteurs et des commanditaires de la plupart des enlèvements.
142. En outre, le RSLE a observé qu'au moins deux médias nationaux ont temporairement suspendu leur programmation pour protester contre l'enlèvement de leurs membres, tandis que d'autres ont publiquement exigé la libération des personnes enlevées et des actions concrètes de la part des autorités. Les rapports reçus par le Rapporteur suggèrent que les rançons des journalistes kidnappés auraient été payées par leurs familles, sans l'aide de l'État.
143. Le premier cas de disparition forcée a été enregistré le 14 mars 2018, lorsque le photojournaliste Vladjimir Legagneur a été porté disparu à Grand Ravine, un secteur du district de Croix-des-Bouquets, dans le département de l'Ouest d'Haïti³⁰². Legagneur travaillait apparemment sur un projet indépendant visant à documenter les affrontements entre la police et les groupes armés dans cette zone³⁰³. Le 29 mars de la même année, les médias ont rapporté que la police haïtienne avait mené des recherches intensives et trouvé les restes d'un corps dans un terrain vague³⁰⁴. Selon un rapport de police, les officiers ont récupéré des os sans le crâne, et ceux-ci ont été transférés pour des tests ADN afin de déterminer l'identité³⁰⁵. Le 1er juin 2018, le Rapporteur spécial a demandé à l'État des informations sur l'évolution de l'affaire, sans avoir reçu aucune réponse à ce jour³⁰⁶. Cependant, il a appris l'arrestation de trois suspects, dont une personne qui aurait en sa possession le téléphone portable de Legagneur³⁰⁷.
144. Pour sa part, le premier cas d'enlèvement s'est produit fin novembre 2021, lorsque des informations ont été diffusées selon lesquelles Alexander Gálvez, correspondant du « Telemicro Media Group », aurait été enlevé par un gang criminel à la frontière entre Haïti et la

³⁰² CIDH, ROffice du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2018*, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 30, 17 mars 2019, para. 652

³⁰³ Haïti Libre, *The mystery remains around the disappearance of Journalist Legagneur*, 27 mars 2018 ; Miami Herald, *Haiti police find partial human remains in area where journalist disappeared*, 29 mars 2018.

³⁰⁴ Miami Herald, *Haiti police find partial human remains in area where journalist disappeared*, 29 mars 2018 ; Haïti Libre, *Bones of a body without head found in Grand Ravine*, 29 mars 2018.

³⁰⁵ Miami Herald, *Haiti police find partial human remains in area where journalist disappeared*, 29 mars 2018 ; Haïti Libre, *Bones of a body without head found in Grand Ravine*, 29 mars 2018.

³⁰⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), *Rapport annuel 2018*, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 30, 17 mars 2019, para. 652.

³⁰⁷ Vant Bèf Info, *Haïti/Justice : 3 arrestations dans le cadre de l'enquête sur la disparition du journaliste Vladjimir Legagneur*, 4 mai 2018 ; Haïti Libre, *3 suspects appréhendés par la Police dans la disparition de Vladjimir Legagneur*, 5 mai 2018.

République dominicaine³⁰⁸. Le journaliste aurait été privé de liberté pendant neuf jours avant d'être libéré le 5 décembre de la même année³⁰⁹.

145. Le 6 février 2022, on a appris que la présentatrice de "Radio Télé Caraïbes", Caëlle Edmond, avait été enlevée par des gangs criminels dans le secteur de Bourdon à Port-au-Prince; ce serait le deuxième enlèvement d'Edmond après celui souffert en 2021, selon des informations accessibles au public³¹⁰. Sa libération aurait eu lieu dans moins de deux semaines, mais les détails n'auraient pas été rendus publics³¹¹.
146. Trois semaines plus tard, le 28 février 2022, une alerte a été lancée concernant l'enlèvement de Marc Théagène, administrateur de la Radiotélévision Caraïbes, qui aurait été libéré le 4 mars. Les conditions de sa libération n'auraient pas non plus été rendues publiques³¹².
147. Une semaine plus tard, le 3 mars 2022, alors que Théagène était toujours en captivité, des criminels armés portant prétendument des uniformes de la PNH ont enlevé Patrick Moussignac, le président-directeur général de la Radiotélévision Caraïbes à Steet Capois³¹³. Les médias ont rapporté que, face à l'ampleur du rejet de son enlèvement, les criminels non identifiés auraient relâché le responsable des médias sans qu'il n'ait payé de rançon³¹⁴.
148. Trois mois plus tard, un quatrième enlèvement a eu lieu le 17 juillet 2022. Le journaliste Edner Fils Decime, de "AlterPresse", a été kidnappé suite à l'interception de la voiture dans laquelle il se trouvait par trois véhicules avec des personnes armées dans la ville de Delmas, à Port-au-Prince, selon les médias locaux³¹⁵. Selon ces mêmes sources, le journaliste a été retenu pendant 20 jours et a été libéré le 5 août 2022³¹⁶. Le média pour lequel il travaillait a organisé une campagne appelant à sa libération, soutenue par de nombreuses organisations locales telles que l'AJH³¹⁷.
149. En 2023, le Rapporteur a eu connaissance de l'enlèvement d'au moins neuf communicateurs. Il a appris que Jean Thony Lorthé, journaliste à "Radio Vision 2000", aurait été enlevé avec son frère et un membre de sa famille le 3 février 2023, alors qu'ils se rendaient à des funérailles à Carrefour, à l'entrée sud de Port-au-Prince³¹⁸. Le journaliste était l'animateur de l'émission créole "Rafrechi memwa" et, selon les informations publiques, les ravisseurs auraient exigé d'importantes sommes d'argent pour sa libération et celle de ses compagnons³¹⁹. L'AJH a exigé

³⁰⁸ Dominica Today, Haitian gang kidnaps Telemicro Group's correspondent in Haiti, 28 November 2021 ; Rezo Nodwes, Le chroniqueur haïtien-dominicain, Alexander Galvez, kidnappé par les 400 mawozo, 27 November 2024.

³⁰⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 519.

³¹⁰ The Haitian Times, Radio Caraïbes host, two pastors among 10 kidnapped since February started, 11 février 2022 ; Haïti Libre, RSLease of the RTC host, 16 février 2022.

³¹¹ Caribbean Television Network, Haïti-Kidnapping : Caëlle Edmond a retrouvé la liberté, 15 février 2022 ; Haïti Libre, Libération de l'animatrice de la RTC, 16 février 2022.

³¹² VBI, Haïti-Kidnapping : Libération de l'administrateur de Radiotélévision Caraïbes Marc Théagène, 5 mars 2022 ; Haïti24, Insécurité : Enlèvement de Marc Théagène, un employé de la RTVC, 28 février 2022 ; Haïti Libre, Haïti - Insécurité : L'administrateur de la RTVC et son épouse enlevés, 1er mars 2022 ; Vant Bèf Info, Haïti-Kidnapping : Libération de l'administrateur de Radiotélévision Caraïbes Marc Théagène, 5 mars 2022.

³¹³ Caribbean Television Network, Patrick Moussignac kidnappé et libéré moins d'une heure plus tard, 3 mars 2022 ; Ici Haïti, iciHaïti - RTVC : Le PDG Patrick Moussignac kidnappé puis libéré sous la pression populaire, 3 mars 2022.

³¹⁴ Le Nouvelliste, Patrick Moussignac, directeur de Radio télévision Caraïbes, enlevé puis libéré, 3 mars 2022 ; AlterPresse, Haïti-Criminalité : Kidnapping, puis libération du Pdg de la Radio télévisiobn Caraïbes, Patrick Moussignac, 3 mars 2022.

³¹⁵ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 50, 6 mars 2023, para.824.

³¹⁶ Juno7, Haïti : le journaliste Edner Fils Décime a recouvré sa liberté après 20 jours de séquestration, 6 août 2022 ; AlterPresse, Haïti-Presse/Kidnapping : Edner Décime enfin libre, 5 août 2022.

³¹⁷ Rezo Nodwes, Rapt collectif : Le journaliste Décimé Edner et plusieurs autres personnes enlevés à Delmas 30, 17 juillet 2022 ; CTN, Le journaliste Edner Fils Décime libéré près de 3 semaines après son enlèvement, 6 août 2022.

³¹⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Informe Anual 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 953.

³¹⁹ AP, Haitian journalist snatched as kidnapping scourge continues, 8 février 2023 ; Haitian Times, Group demands kidnappers Release Haitian journalist as "act of love", 16 février 2023.

que les ravisseurs libèrent le groupe, soulignant que la famille de Lorthé n'aurait pas les moyens financiers de payer une rançon et que le journaliste souffrirait de graves problèmes de santé³²⁰. Après 15 jours de captivité, la libération de Lorthé a été annoncée suite au versement d'une rançon d'un montant inconnu³²¹.

150. Suite à l'enlèvement de Lorthé, il a été rapporté que son cas a conduit à un arrêt de travail de ses collègues à "Radio Vision 2000"³²². Par ailleurs, des dizaines de travailleurs des médias de la capitale haïtienne se sont rassemblés à la mi-février pour exiger sa libération et dénoncer auprès des ministères de la Culture et de la Communication et de la Justice et de la Sécurité publique le "silence complice" des autorités face à l'insécurité dans le pays, selon des informations de source publique³²³. De même, le secrétaire général de l'AJH, Jacques Desrosiers, a demandé au gouvernement d'adopter des mesures pour faciliter la libération de son confrère et rétablir la paix afin que les reporters puissent faire leur travail³²⁴.
151. Par ailleurs, il a été rapporté que Lebrun Saint-Hubert, Président et directeur général de la radio communautaire "RCH 2000", a été kidnappé le 17 mars 2023 dans les environs des bureaux de la station, situés dans le quartier de Delmas³²⁵. Selon les informations disponibles, le responsable de ce média a été enlevé par des hommes déguisés en agents de la DCPJ³²⁶. Saint-Hubert a été libéré le 25 mars après le paiement d'une rançon ; les ravisseurs auraient exigé 1,5 million de dollars pour sa libération, mais ni les autorités, ni sa famille, ni ses collègues n'ont confirmé que cette somme avait été versée³²⁷. Dix jours plus tard, le Rapporteur spécial a également été alerté de l'enlèvement de Sandra Duvivier, membre de "Telemax", la chaîne de télévision 5³²⁸.
152. Par ailleurs, Robert Denis, directeur général de la chaîne de télévision privée "Canal Bleu", a été enlevé le 11 avril 2023 à Pétion Ville, un secteur de la capitale haïtienne³²⁹. Selon les médias locaux, Robert Denis a été enlevé par des hommes appartenant à un gang criminel³³⁰. L'ANMH a exprimé son inquiétude quant à la santé du journaliste, qui avait subi plusieurs opérations pour des problèmes cardiaques, n'était pas en bonne santé et se trouvait en pleine période de convalescence au moment de son enlèvement³³¹. Neuf jours plus tard, la libération de Denis a été signalée³³².

³²⁰ Fédération internationale des journalistes, Haïti : le journaliste Jean Thony Lorthé kidnappé par un groupe criminel, 7 février 2023 ; KTVZ, Haitian journalist snatched as kidnapping scourge continues, 8 février 2023.

³²¹ Association interaméricaine de la presse, A Journalist Kidnapped in Haiti Freed, 20 février 2023 ; Committee to Protect Journalists, Journalist kidnappings rise in Haiti as violence spikes, 24 octobre 2023.

³²² CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 954.

³²³ AlterPresse, Haïti-Criminalité : L'Ajh sous le choc, après le kidnapping du journaliste Jean Thony Lorthé, 7 février 2023 ; Gazette Haïti, Haïti-Kidnapping : des journalistes marchent pour exiger la libération du journaliste Jean Thony Lorthé, 15 février 2023.

³²⁴ AlterPresse, Haïti-Criminalité : L'Ajh sous le choc, après le kidnapping du journaliste Jean Thony Lorthé, 7 février 2023 ; Gazette Haïti, Haïti-Kidnapping : des journalistes marchent pour exiger la libération du journaliste Jean Thony Lorthé, 15 février 2023.

³²⁵ Loop News, Un inspecteur de police et responsable de média kidnappé à Delmas, 17 mars 2023 ; Vant Bèf Info, Le directeur de la radio RCH 2000 enlevé à Delmas, 17 mars 2023.

³²⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 955.

³²⁷ Vant Bèf Info, Libération du Directeur général de la RCH 2000 et de l'employé des Archives Nationales, 25 mars 2023 ; Inter American Press Association, Radio broadcaster kidnapped in Haiti freed, 27 mars 2023.

³²⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 956.

³²⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 957.

³³⁰ Vant Bèf Info, Robert Denis est souffrant, l'ANMH réclame sa libération immédiate, 12 avril 2023 ; Loop News, L'ANMH exige la libération immédiate de Robert Denis, 13 avril 2023.

³³¹ Radio Vision 2000, Robert (Bobby) Denis, directeur de Canal Bleu kidnappé sur la route de Frères à PV, 12 avril 2023 ; Gazette Haïti, L'Association Nationale des Médias Haïtiens (ANMH) exige la libération de Robert Denis, 12 avril 2023.

³³² Rezo Nodwes, Robert (Bobby) Denis libéré contre rançon, 20 avril 2023 ; Vant Bèf Info, Robert Denis libéré contre rançon ce jeudi, 20 avril 2023.

153. De même, Marie Lucie Bonhomme, de "Radio Vision 2000" et propriétaire de "Télé Pluriel", a été enlevée pendant quelques heures le 13 juin 2023, au petit matin, à son domicile, situé dans la commune de Tabarre, à la périphérie de Port-au-Prince, et contrôlée par des groupes armés locaux³³³. Selon la journaliste et responsable des médias, un groupe criminel aurait saccagé sa maison et volé de nombreux objets³³⁴. Bien que le chef de cette organisation illégale l'ait rapidement relâchée, le gang a temporairement pris sa voiture et certains appareils électroniques, dont des ordinateurs portables, son téléphone mobile et un iPad³³⁵.
154. Pierre-Louis Opont, ancien Président du dernier CEP et propriétaire avec son épouse, Marie-Lucie Bonhomme, de la chaîne de télévision indépendante "Télé Puriel", a quant à lui été enlevé le 20 juin 2023, une semaine après son épouse, selon des rapports publics³³⁶. Le directeur des médias aurait été capturé par des structures criminelles alors qu'il rentrait chez lui en voiture tard dans la nuit³³⁷. Selon sa famille, Opont n'a été libéré que le 25 août, plus de deux mois après son enlèvement, après qu'un paiement confidentiel ait été effectué pour sa libération³³⁸.
155. Un mois plus tard, des allégations ont été formulées selon lesquelles Blondine Tanis, de "Radio Rénovation FM" (107.1FM), aurait été enlevée le 21 juillet 2023, puis libérée neuf jours plus tard, le 30 juillet³³⁹. Selon les informations disponibles, la journaliste a été enlevée alors qu'elle s'apprêtait à entrer chez elle, dans la capitale haïtienne, après avoir quitté son travail³⁴⁰. Le 22 juillet, les ravisseurs auraient contacté la famille de Tanis, exigeant une "importante somme d'argent, au-dessus des moyens de la famille"³⁴¹. La station de radio où la journaliste animait l'émission "Tribune Matinale" a publié un communiqué informant que tous ses programmes seraient suspendus jusqu'à ce que la journaliste soit retrouvée vivante³⁴².
156. Quatre mois plus tard, Pierre-Fils Saintamour, présentateur de "Radio Scoop FM", a été enlevé le 27 novembre 2023 dans une commune au nord-est de Port-au-Prince, selon les médias³⁴³. Saintamour aurait été enlevé avec ses deux enfants et sa femme enceinte³⁴⁴. Après onze jours de captivité, le présentateur aurait été libéré le 8 décembre 2023 après avoir versé, selon la victime, une importante somme d'argent³⁴⁵.
157. Fin 2023, Daniel Banatte, un animateur radio basé à Port-au-Prince, a été porté disparu par sa famille après avoir été vu pour la dernière fois le 15 décembre après avoir animé son émission

³³³ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 958.

³³⁴ La Coalition pour les femmes en journalisme, Haïti : un gang criminel enlève la journaliste bien connue Marie Lucie Bonhomme Opont, 13 juin 2023 ; IFEX, Une journaliste enlevée en Haïti, la sixième depuis le début de l'année, 25 juillet 2023.

³³⁵ AlterPresse, La journaliste Marie Lucie Bonhomme enlevée dans sa résidence à Tabarre, puis libérée peu de temps après, 13 juin 2023 ; Loop News, Marie Lucie Bonhomme, enlevée puis relâchée par le gang de Vitel'homme, 14 juin 2023.

³³⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 959.

³³⁷ Miami Herald, Former head of Haiti's electoral council kidnapped, 22 juin 2023 ; Inter-American Press Association, Haitian Press Leaves Behind a Less Deadly Year, But Remains in Grave Danger, 3 janvier 2024.

³³⁸ Le Nouvelliste, Libération de Pierre Louis Opont après deux mois de séquestration, 28 août 2023 ; RSF, RSF demande aux autorités haïtiennes de faire plus pour retrouver le propriétaire de la chaîne de télévision disparue, 29 août 2023.

³³⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 960.

³⁴⁰ La Coalition des femmes dans le journalisme, Haïti : Blondine Tanis enlevée à son domicile, sixième journaliste enlevée cette année, 21 juillet 2023 ; Le Nouvelliste, Plusieurs associations exigent la libération de la journaliste Blondine Tanis, 24 juillet 2023.

³⁴¹ Comité de protection des journalistes, la journaliste radio haïtienne Blondine Tanis kidnappée au milieu d'une vague d'enlèvements, 26 juillet 2023 ; Voice of America, Haitian Journalists at Risk From Arson, Kidnapping, Attack, 31 juillet 2023.

³⁴² Vant Bèf Info, La journaliste Blondine Tanis libérée contre rançon, 30 juillet 2023 ; Loop News, La journaliste Blondine Tanis libérée, 31 juillet 2023.

³⁴³ Haiti News, L'animateur de Scoop FM, Pierre-Fils Saint-Amour, kidnappé à Delmas, 29 novembre 2023 ; Netalkole, Le journaliste Pierre-Fils Saintamour raconte son expérience éprouvante et celle de sa famille, 15 décembre 2023.

³⁴⁴ Invasion Radio TV, L'Animateur Pierre Fils Saint-Amour, Alias Passy, Victime d'Enlèvement à Delmas, 15 décembre 2023 ; Haïti Libre, L'Animateur Pierre Fils Saint-Amour kidnappé, 30 novembre 2023.

³⁴⁵ L'Etendard, Le journaliste, Banatte Daniel libéré contre rançon, 27 décembre 2023 ; Invasion Radio TV, L'Animateur Pierre Fils Saint-Amour, Alias Passy, Victime d'Enlèvement à Delmas, 15 décembre 2023.

régulière sur "Radio Regard FM"³⁴⁶. Selon la presse locale, Banatte aurait reçu des menaces téléphoniques en octobre 2021 après avoir rapporté l'enlèvement d'un pasteur d'une église évangélique³⁴⁷.

158. En 2024, le Rapporteur spécial a enregistré au moins deux nouveaux enlèvements. En particulier celui de Lucien Jura, commentateur indépendant, ancien porte-parole de deux présidents et journaliste de formation qui a été enlevé entre le 18 et le 21 mars 2024 par des bandes criminelles, selon des rapports reçus de la société civile³⁴⁸. Jura aurait été enlevé à son domicile de Pétiyon-Ville, dans la banlieue de la capitale, et ses ravisseurs auraient contacté sa famille pour convenir d'une éventuelle rançon, bien que le montant n'ait pas été révélé par ses proches après sa libération³⁴⁹. Son enlèvement a eu lieu au milieu d'une offensive menée par de multiples structures criminelles dans ce secteur de la capitale et de confrontations répétées avec la PNH³⁵⁰.
159. Dans le même temps, Sean Roubens, journaliste et intermédiaire entre les journalistes et les acteurs armés en Haïti, a été enlevé entre le 14 et le 20 mars 2024³⁵¹. Selon les médias, Roubens s'est spécialisé dans l'aide aux journalistes haïtiens et étrangers, ainsi qu'aux créateurs de contenu sur les réseaux sociaux, pour couvrir la violence des groupes armés dans le pays³⁵². Les rapports suggèrent que le journaliste aurait été intercepté par des criminels présumés alors qu'il voyageait avec un youtubeur, Adisson Pierre Maalouf, du nord du pays vers Port-au-Prince pour organiser une interview avec un leader d'un groupe armé³⁵³. Roubens a accusé des membres de la police d'avoir vendu des informations sur son déplacement à des groupes illégaux³⁵⁴. La famille de Maalouf aurait payé une rançon d'un montant non divulgué pour sa libération³⁵⁵. Après sa libération, Roubens s'est dit traumatisé et a décidé d'abandonner son travail de journaliste et d'intermédiaire dans les zones à haut risque³⁵⁶.
160. Plus récemment, l'enlèvement du journaliste Roger Claudy Israël, ancien correspondant de « Radio Ginen » et fondateur de la station locale « RC FM », a été dénoncé. Selon les informations disponibles, le journaliste avait été porté disparu depuis le 31 mars 2025, puis il a été confirmé qu'il avait été enlevé avec son frère dans la ville de Mirebalais après la diffusion sur les réseaux

³⁴⁶ Association interaméricaine de la presse, [Journalist Missing and Broadcaster Kidnapped for Twelve Days in Haiti](#), 18 décembre 2023 ; Tripotay Lakay, [Ansyen jounalis Radio Zenith lan, Banatte Daniel jwenn liberasyon lanba men kidnape yo](#), 27 décembre 2023.

³⁴⁷ Haïti Libre, le journaliste Banatte Daniel a été libéré, 27 décembre 2023 ; Association interaméricaine de la presse, un [journaliste a disparu et un radiodiffuseur a été kidnappé pendant douze jours en Haïti](#), 18 décembre 2023.

³⁴⁸ Comité de protection des journalistes, [Lucien Jura, journaliste haïtien, enlevé alors que la violence s'intensifie dans la capitale](#), 20 mars 2024 ; Caribbean Television Network, [Haïti Insecurity: Release of Journalist Lucien Jura and Continued Violence by Armed Gangs](#), 22 mars 2024.

³⁴⁹ Juno7, [Lucien Jura kidnappé chez lui à Vivy Mitchell](#), 19 mars 2024 ; Foley Foundation, [Haitian Journalist Lucien Jura Kidnapped as Violence Escalates in Capital](#), 20 mars 2024.

³⁵⁰ AlterPresse, [Kidnapping de Lucien Jura, ancien porte-parole des présidences Phtk](#), 19 mars 2024 ; CTN, [Insécurité en Haïti: Libération du journaliste Lucien Jura et poursuite des violences par les bandes armées](#), 22 mars 2024.

³⁵¹ The New York Times, [American YouTuber Freed After Kidnapping in Haiti](#), 1er avril 2024 ; Committee to Protect Journalists, [Haitian journalist, YouTuber kidnapped by gang members. Released](#), 3 avril 2024.

³⁵² The New York Times, [American YouTuber Freed After Kidnapping in Haiti](#), 1er avril 2024 ; Committee to Protect Journalists, [Haitian journalist, YouTuber kidnapped by gang members. Released](#), 3 avril 2024.

³⁵³ Forbes, [American YouTuber Reportedly Kidnapped In Haiti-What We Know About His Disappearance](#), 29 mars 2024 ; The Independent, [YouTuber allegedly kidnapped in Haiti freed after paying \\$50,000 ransom](#), 4 avril 2024.

³⁵⁴ Voice of America, [YouTube influencer blames 'corrupt policemen' for his kidnapping in Haiti](#), 31 March 2024 ; Committee to Protect Journalists, [Haitian journalist, YouTuber kidnapped by gang members. Released](#), 3 April 2024.

³⁵⁵ Forbes, [American YouTuber Reportedly Kidnapped In Haiti-What We Know About His Disappearance](#), 29 mars 2024 ; The Independent, [YouTuber allegedly kidnapped in Haiti freed after paying \\$50,000 ransom](#), 4 avril 2024.

³⁵⁶ Voice of America, [YouTube influencer blames 'corrupt policemen' for his kidnapping in Haiti](#), 31 March 2024 ; Committee to Protect Journalists, [Haitian journalist, YouTuber kidnapped by gang members. Released](#), 3 April 2024.

sociaux d'une vidéo le 4 avril dans laquelle ils apparaissent tous deux agenouillés devant des hommes armés qui les menacent de mort³⁵⁷.

161. Compte tenu de l'utilisation de la disparition forcée et de l'enlèvement express comme forme d'intimidation, afin de réduire au silence et comme forme d'extorsion à l'encontre de la presse en Haïti, le Rapporteur spécial rappelle que ces deux pratiques violent les droits fondamentaux des journalistes et restreignent gravement leur liberté d'expression, ainsi que le droit de la société à être informée. À cet égard, le RSLE demande instamment à l'État haïtien de prévenir et d'enquêter sur ces actes, de punir les auteurs et les commanditaires, et d'assurer une réparation adéquate aux victimes et à leurs familles³⁵⁸.

D. Déplacements internes forcés et exil

162. Le Rapporteur spécial a constaté que le déplacement interne forcé et l'exil sont des mesures de force majeure et de dernier recours que les journalistes en Haïti ont été contraints d'adopter pour protéger leur intégrité, celle de leurs familles et celle de leurs salles de rédaction. A ce jour, le Rapporteur a eu connaissance d'au moins sept journalistes déplacés à l'intérieur du pays et de quatre autres en exil depuis le début de la crise multidimensionnelle et, en particulier, depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse.
163. Le RSLE a observé que les déplacements forcés et l'exil des journalistes ont augmenté, de même que le nombre de menaces, d'attaques armées et d'assassinats contre la presse, en particulier par des gangs criminels. Les rapports enregistrés par ce bureau suggèrent que les années 2021, 2022 et 2023 ont été particulièrement critiques.
164. En ce qui concerne les déplacements internes forcés, le mois d'août 2023 a marqué une étape inquiétante : au moins 12 journalistes et leurs familles ont été contraints de fuir leur domicile en raison des violences commises par des groupes armés. Selon les médias nationaux et les organisations de la société civile, ces 12 journalistes résidaient à Carrefour-Feuilles, l'un des principaux quartiers de Port-au-Prince³⁵⁹. Ce quartier est le théâtre de conflits territoriaux et d'affrontements violents entre la police et au moins un gang criminel³⁶⁰. Dans le cadre de ses activités violentes, illégales et attentatoires aux droits de l'homme, ce groupe armé a lancé des attaques à grande échelle dans le quartier pour détruire des postes de police, expulser les forces de sécurité et terroriser les habitants du secteur³⁶¹.
165. Le 23 août 2023, une invasion du quartier de Savane Pistache a été signalée, au cours de laquelle des hommes armés ont incendié le domicile du journaliste Arnold Junior Pierre de la station de radio locale indépendante "Radio Télé Galaxie"³⁶². Après avoir perdu sa maison, Pierre aurait été contraint de fuir avec 15 membres de sa famille³⁶³. Un mois plus tôt, le 31

³⁵⁷ AlterPresse, [Haïti-Médias: SOS pour la libération d'un journaliste et de son frère captifs des gangs à Mirebalais](#), 7 de abril de 2025; Le Nouvelliste, [Two Journalists Missing after Armed Gang Attacks in Mirebalais](#), 8 de abril de 2025.

³⁵⁸ CIDH. Déclaration de principes sur la liberté d'expression. 2000. Ppio. N° 9.

³⁵⁹ Association interaméricaine de la presse, [The IAPA Expressed Concern over the Kidnapping of Journalists in Haiti](#), 19 décembre 2023 ; Committee to Protect Journalists, [Reporters in Haiti flee gang violence surge in capital's Carrefour Feuilles neighborhood](#), 6 septembre 2023 ; RSF, [Haiti's right to information must be protected, say 90 Haitian journalists and RSF](#), 16 avril 2024.

³⁶⁰ The Haitian Times, [Carrefour-Feuilles deaths latest of 2,400 killed in Haiti this year, report says](#), 21 août 2023 ; Le Nouvelliste, [A Year After the Bandit Invasion : The Situation in Carrefour-Feuilles](#), 20 août 2024.

³⁶¹ Reuters, [Haitians fleeing gangs set up camp around the capital's main square](#), 1er septembre 2023 ; Voice of America, [Journalists in Embattled Haiti Weighing Risk Against Need to Report Truth](#), 28 septembre 2023.

³⁶² CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), [Rapport annuel 2023](#), OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 962.

³⁶³ Vant Bêf Info, [La résidence d'un journaliste de Radio Galaxie incendiée par des bandits du gang de Grand Ravine](#), 25 août 2023 ; AlterPresse, [L'Association interaméricaine de la presse dénonce la vague de violence touchant les journalistes en Haïti](#), 8 septembre 2023.

juillet 2023, le journaliste aurait également été battu par un nombre indéterminé d'hommes cagoulés alors qu'il couvrait des manifestations dans la partie sud-ouest de Port-au-Prince ³⁶⁴.

166. Le 30 août 2023, des rapports indiquent que la maison de Judex Vélima, cameraman de la station de radio locale indépendante "Radio Télé Espace", aurait également été délibérément incendiée par des hommes cagoulés³⁶⁵. Vélima, comme Pierre, aurait dû fuir la région avec sa famille ³⁶⁶. Un jour plus tard, le 31 août 2023, les médias locaux et les organisations de la société civile ont rapporté que le journaliste Jacques Desrosiers, secrétaire général de l'AJH, avait été contraint de quitter son domicile après que des membres de gangs criminels eurent pénétré dans son quartier³⁶⁷. La même semaine, Kenny Raynald Petitfrere, Président de l'Association haïtienne des médias en ligne (CMEL), a été contraint de quitter son domicile après avoir reçu des menaces de mort³⁶⁸. De même, le 1er septembre 2023, Celou Flécher, rédacteur en chef du site d'information indépendant "Le Facteur", aurait également été contraint d'évacuer sa famille de son domicile à Carrefour Feuilles en raison de la vague de violence³⁶⁹.
167. Parmi les autres victimes des gangs criminels locaux qui auraient été forcées de quitter leur domicile figurent Réginald Esaie Orélus et Richardson Jourdan de la Radio Télévision Nationale d'Haïti (TNH) ; Dessources Dieumaitre de Fact Checking News ; Samuel Dallemant et Rubens Artist de Télé Ginen³⁷⁰, ainsi que Jean Yves Saint-Louis de "Radio Lumière" ; Kettia Marcellus de "Solidarité des Femmes Haïtiennes Journalistes" (SOFEHJ) ; et Jacques Stevenson Saint-Louis, communicateur au Ministère de l'Éducation.³⁷¹
168. En ce qui concerne les cas d'exil, le Rapporteur spécial a été informée d'au moins quatre cas, décrits ci-dessous.
169. En 2021, on apprend que le photojournaliste de l'Associated Press en Haïti, Dieu-Nalio Chery, a décidé de quitter le pays et de s'exiler dans l'État du Michigan, aux États-Unis, en raison des risques sécuritaires auxquels lui et sa famille sont confrontés³⁷². Selon les informations disponibles, le reporter aurait reçu des messages de menace depuis qu'il a pris des photos d'une attaque armée par un groupe criminel sur la route de l'aéroport international de Port-au-Prince, le 17 mars 2021, qui ont ensuite été diffusées dans la presse internationale³⁷³. Un mois plus tôt, le 10 février 2021, lors d'une manifestation d'étudiants à Port-au-Prince contre

³⁶⁴ Inter-American Press Association, A Journalist was Attacked while Covering a Protest in the Haitian Capital, 11 août 2023 ; Fact Checking News, Attaque armée à Carrefour-feuilles : la maison d'un journaliste de FCN-HAÏTI incendiée, 26 août 2023 ; Committee to Protect Journalists, Haitian radio journalist's home destroyed in arson attack, 31 août 2023.

³⁶⁵ Télé Pluriel, Des bandits armés incendient la résidence du journaliste Judex Vélima à Carrefour-Feuilles, 1 septembre 2023 ; AlterPresse, Une vingtaine de journalistes, parmi les milliers de personnes chassées à Carrefour Feuilles par les gangs armés, 6 septembre 2023.

³⁶⁶ Radio Télé Galaxie, Des bandits de Grand Ravine ont incendié la résidence d'un ancien journaliste de la radio Vision 2000 à Carrefour-Feuilles, 31 août 2023 ; Vant Bèf Info, Des journalistes victimes des gangs armés en difficulté, 4 septembre 2023.

³⁶⁷ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 961.

³⁶⁸ Comité de protection des journalistes, Reporters in Haiti flee gang violence surge in Carrefour Feuilles neighbourhood, 6 September 2023 ; AlterPresse, Une vingtaine de journalistes, parmi les milliers de personnes chassées à Carrefour Feuilles par les gangs armés, 6 September 2023.

³⁶⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 961.

³⁷⁰ Comité de protection des journalistes, Reporters in Haiti flee gang violence surge in Carrefour Feuilles neighbourhood, 6 September 2023 ; AlterPresse, Une vingtaine de journalistes, parmi les milliers de personnes chassées à Carrefour Feuilles par les gangs armés, 6 September 2023.

³⁷¹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2023, OEA/Ser.L/V/II Doc. 386, 6 décembre 2023, para. 961.

³⁷² CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 516 ; Université du Michigan, Knight-Wallace Fellows 2024-2025, 2024 ; Visura, Dieu-Nalio Chery, 2023 ; Columbia Journalism Review, Haiti : Covering a chaotic nation, with deadly consequences, 4 mai 2022.

³⁷³ The Haitian Times, Haitian photojournalist moves to NYC to escape threats to his life, 29 juin 2021 ; The New York Times, Haitian Immigrants in New York Describe Perilous Escape, 27 octobre 2021.

le gouvernement, Chery aurait été l'un des journalistes blessés par des grenades lacrymogènes tirées par des agents de la PNH³⁷⁴. De même, un an et demi plus tôt, en septembre 2019, Chery aurait été blessé à l'œil après qu'un sénateur ait ouvert le feu sur un groupe de manifestants³⁷⁵.

170. En 2022, l'exil de Roberson Alphonse, journaliste au journal "Le Nouvelliste" et animateur à "Radio Magik9"³⁷⁶ a été enregistré. Une tentative d'assassinat en octobre 2022, au cours de laquelle il a été grièvement blessé, aurait été sa principale motivation pour quitter Haïti³⁷⁷. Alphonse a publiquement soutenu que la tentative d'assassinat était liée à sa longue histoire d'enquête sur la corruption dans le pays et de dénonciation des massacres perpétrés par des gangs criminels dans les quartiers les plus marginalisés de Port-au-Prince³⁷⁸. Selon le même journaliste, les enquêteurs de la police ne lui ont pas encore donné d'informations sur son affaire et les auteurs et commanditaires du crime seraient toujours en liberté³⁷⁹. Selon les déclarations publiques d'Alphonse, les menaces à son encontre ont diminué depuis son départ en exil, bien que la situation sécuritaire l'empêcherait de rentrer au pays³⁸⁰. Néanmoins, il affirme continuer à faire son travail journalistique par le biais de plateformes numériques lui permettant de contacter des sources, mener des interviews, et continuer à publier des rapports et à diffuser des émissions pour sa station de radio³⁸¹.
171. En novembre 2023, il a été rapporté que le journaliste radio Maxo Dorvil, de la station "Radio Télé Zip", a décidé de s'exiler après avoir été victime de deux attaques armées en moins de dix jours, comme décrit antérieurement³⁸². Dorvil n'ayant pu quitter le pays avec sa famille, les membres de son premier cercle auraient été dispersés à travers le pays³⁸³. Selon le journaliste radio, les attaques ont été perpétrées par le même groupe armé qui le menaçait depuis au moins un an³⁸⁴. Après la première attaque, ils auraient également exigé un paiement de 1 700 dollars américains en échange de leur protection. Selon le journaliste de la radio, "les gangs pensent que les journalistes sont riches et demandent de l'argent en guise d'impôt aux habitants des quartiers qu'ils contrôlent", prétendument pour financer l'achat d'armes et le recrutement de membres³⁸⁵.
172. Le quatrième cas d'exil enregistré à ce jour est celui de Roberson Elias, directeur et fondateur de "Radio Antarctique", une station de radio située à Liancourt, une commune du département de l'Artibonite. Elias, selon des informations de source publique, aurait également pris le

³⁷⁴ Al Jazeera, [In Pictures : Haitian police tear gas protesters, journalists](#), 11 février 2021 ; CNN, [Protests in Haiti as political standoff continues](#), 21 février 2021.

³⁷⁵ The Guardian, [Haiti : photojournalist shot in face as senator opens fire outside parliament](#), 23 septembre 2019 ; Reuters, [Pistol-packing senators confront Haiti's angry opposition](#), 24 septembre.

³⁷⁶ The Guardian, ["I decided to not let anybody silence my voice" : the journalists in exile but still at risk](#), 3 mai 2024 ; Trinidad & Guardian, [Haitian journalist wins NABI Foreign Journalist of the Year Award](#), 22 mai 2024.

³⁷⁷ Comité de protection des journalistes, [Haitian press face 'existential crisis' with no end to gang violence](#), 24 juillet 2024 ; RFI, [Roberson Alphonse, une plume contre les gangs](#), 13 août 2024.

³⁷⁸ The Guardian, ["I decided to not let anybody silence my voice" : the journalists in exile but still at risk](#), 3 mai 2024 ; Trinidad Guardian, [Haitian journalist wins NABI Foreign Journalist of the Year Award](#), 22 mai 2024.

³⁷⁹ Comité de protection des journalistes, [La presse haïtienne est confrontée à une "crise existentielle" sans que la violence des gangs ne cesse](#), 24 juillet 2024 ; RFI, [Roberson Alphonse, une plume contre les gangs](#), 13 août 2024.

³⁸⁰ Le Nouvelliste, [Roberson Alphonse : La liberté d'expression, moteur de tous les autres droits de l'homme](#), 3 mai 2023 ; Every Child Thrives, [At NABI, Haitian panelists discuss perils of doing their job - and of "a single story" \(Chaque , à la NABI, les panélistes haïtiens discutent des dangers de faire leur travail - et d'une "histoire unique" enfant prospère\)](#), 5 septembre 2024.

³⁸¹ The Guardian, ["I decided to not let anybody silence my voice" : the journalists in exile but still at risk](#), 3 mai 2024 ; Trinidad Guardian, [Haitian journalist wins NABI Foreign Journalist of the Year Award](#), 22 mai 2024.

³⁸² Comité de protection des journalistes, ["Je serai tué s'ils me trouvent" : le journaliste de radio Maxo Dorvil fuit Haïti au milieu de la violence des gangs](#), 27 novembre 2023 ; VBF, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

³⁸³ Civicus Monitor, [Les libertés civiques sont menacées par l'instabilité politique croissante et la violence des gangs criminels](#), 14 octobre 2024 ; VBF, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

³⁸⁴ Comité de protection des journalistes, ["Je serai tué s'ils me trouvent" : le journaliste de radio Maxo Dorvil fuit Haïti au milieu de la violence des gangs](#), 27 novembre 2023 ; VBF, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023.

³⁸⁵ VBF, [Victime d'une deuxième tentative d'assassinat, le journaliste Maxo Dorvil a pris le maquis](#), 3 novembre 2023 ; Civicus Monitor, [Civic freedoms under threat amid rising political instability and criminal gang violence](#), 14 octobre 2024.

chemin de l'exil après que des structures criminelles aient incendié les locaux de ce média à l'occasion d'une attaque de grande envergure dans la région³⁸⁶. La police se serait retirée de la zone quelques semaines avant l'attaque en raison de l'impossibilité de combattre ces groupes armés³⁸⁷. Elias a déclaré depuis son exil que les membres de la presse "[nous] sommes seuls, sans défense face aux gangs"³⁸⁸. Il a également expliqué qu'il aimerait rentrer au pays, mais que "pour l'instant, nous ne pouvons pas compter sur nos autorités locales pour nous protéger"³⁸⁹.

173. Le Rapporteur spécial note que le phénomène de l'exil forcé des journalistes en Haïti, ainsi que les déplacements internes, doivent être analysés dans le cadre des obligations des États en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés. Ce corpus iuris comprend, d'une part, la Convention américaine relative aux droits de l'homme (articles 13 et 22)³⁹⁰, la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme (articles IV, VIII et XXVII)³⁹¹, les Principes interaméricains relatifs aux droits de l'homme de tous les migrants, réfugiés, apatrides et victimes de la traite des personnes, adoptés par la CIDH³⁹²; d'autre part, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés³⁹³ et son Protocole de 1967³⁹⁴, la Déclaration de Carthagène de 1984 sur les réfugiés³⁹⁵, et les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays³⁹⁶. Ensemble, ces instruments énoncent l'obligation des États de respecter et de garantir le droit à la liberté d'expression, le droit de ne pas être déplacé arbitrairement et le droit de demander et de recevoir une protection internationale en cas de persécution ou de risque pour la vie et l'intégrité.
174. Dans le contexte spécifique d'Haïti, où la violence structurelle et l'insécurité ont contraint de nombreux journalistes à se déplacer à l'intérieur du pays ou à s'exiler, il est particulièrement pertinent de rappeler que, comme l'a souligné la Cour interaméricaine, "l'exercice du journalisme ne peut se faire librement que lorsque les personnes qui s'y adonnent ne sont pas victimes de menaces ou d'agressions physiques, psychologiques ou morales ou d'autres actes de harcèlement"³⁹⁷. L'exil des journalistes constitue non seulement une violation des droits individuels, mais il affecte aussi profondément la dimension sociale du droit à la liberté d'expression, car il prive la société de sources d'information sur des questions d'intérêt public à un moment crucial pour surmonter la crise multidimensionnelle.
175. Le Rapporteur spécial rappelle que l'État a des obligations spécifiques pour prévenir les situations qui contraignent les personnes à l'exil, pour enquêter sur les violations qui ont conduit à leur exil et pour créer les conditions de leur retour en toute sécurité. En outre, il doit

³⁸⁶ Comité de protection des journalistes, *Amid instability and gang violence, journalist murder cases in Haiti end in impunity*, 31 octobre 2023; Vant Bèf Info, *Les journalistes pris pour cible dans une spirale de violence et d'impunité*, 11 November 2023.

³⁸⁷ Comité de protection des journalistes, *En Haïti, les meurtres de journalistes restent impunis dans un contexte d'instabilité et de violence des gangs*, 31 octobre 2023.

³⁸⁸ Comité de protection des journalistes, *En Haïti, les meurtres de journalistes restent impunis dans un contexte d'instabilité et de violence des gangs*, 31 octobre 2023.

³⁸⁹ Comité de protection des journalistes, *En Haïti, les meurtres de journalistes restent impunis dans un contexte d'instabilité et de violence des gangs*, 31 octobre 2023.

³⁹⁰ Convention américaine des droits de l'homme (pacte de San José), adoptée le 22 novembre 1969.

³⁹¹ Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, adoptée lors de la neuvième conférence internationale des États américains, Bogota, Colombie, 1948.

³⁹² CIDH, Résolution 04/19, *Principes interaméricains sur les droits humains de tous les migrants, réfugiés, apatrides et victimes de la traite*, 7 décembre 2019.

³⁹³ Convention relative au statut des réfugiés, adoptée à Genève (Suisse) le 28 juillet 1951 par la Conférence de plénipotentiaires des Nations unies sur le statut des réfugiés et des apatrides (Nations unies).

³⁹⁴ Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967.

³⁹⁵ Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, adoptée par le "Colloque sur la protection internationale des réfugiés en Amérique centrale, au Mexique et au Panama : problèmes juridiques et humanitaires", tenu à Carthagène, Colombie, du 19 au 22 novembre 1984.

³⁹⁶ Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, Doc. ONU E/CN.4/1998/53/Add.2, 1998.

³⁹⁷ I/A Court H.R., *Affaire Vélez Restrepo y Familiares c. Colombie. Affaire Vélez Restrepo et membres de sa famille c. Colombie*. Objection préliminaire, fond, réparations et frais. Arrêt du 3 septembre 2012. Série C n° 248, paragraphe 209.

adopter toutes les mesures en son pouvoir pour protéger les personnes qui pratiquent le journalisme. Le Rapporteur souligne également que, dans le contexte haïtien, caractérisé par l'érosion des capacités institutionnelles et l'expansion territoriale des structures criminelles, ces obligations doivent être mises en œuvre par le biais de mécanismes de coopération internationale en vertu du principe de la responsabilité partagée³⁹⁸.

176. En ce qui concerne les déplacements internes, la Cour interaméricaine a établi que "le droit de circulation et de résidence peut être violé par des restrictions de facto si l'État n'a pas établi les conditions ou fourni les moyens de l'exercer, par exemple, lorsqu'une personne est victime de menaces ou de harcèlement et que l'État ne fournit pas les garanties nécessaires pour qu'elle puisse circuler et résider librement sur le territoire en question, même lorsque les menaces et le harcèlement proviennent d'acteurs non étatiques"³⁹⁹. La Cour a également indiqué que l'absence d'enquête effective sur les actes de violence peut entraîner ou perpétuer l'exil ou le déplacement forcé⁴⁰⁰.
177. Pour les journalistes qui ont franchi des frontières internationales, les cadres juridiques spécifiques de la protection internationale s'appliquent. Dans le système interaméricain des droits de l'homme, l'article 22.7 de la Convention américaine reconnaît le droit de toute personne à demander et à recevoir l'asile en cas de persécution. En outre, la déclaration de Carthagène étend cette protection aux personnes qui fuient parce que "leur vie, leur sécurité ou leur liberté sont menacées par une violence généralisée, un conflit interne, une violation massive des droits de l'homme ou d'autres circonstances qui ont gravement troublé l'ordre public"⁴⁰¹. Cette définition élargie, qui a été incorporée dans le droit interne de plusieurs États de la région, offre une protection complémentaire particulièrement pertinente dans le contexte haïtien.
178. Les États qui accueillent des journalistes haïtiens ont l'obligation de faciliter l'accès aux procédures de protection internationale, en veillant au respect de la légalité. En outre, conformément aux principes interaméricains relatifs aux droits de l'homme de tous les migrants, réfugiés, apatrides et victimes de la traite des personnes, ils "doivent adopter toutes les mesures raisonnables et positives nécessaires pour prévenir, éliminer et inverser ou modifier les situations discriminatoires qui perpétuent la stigmatisation, les préjugés, les pratiques intolérantes et la criminalisation" à l'encontre des personnes haïtiennes⁴⁰².
179. Le principe de non-refoulement, considéré comme une règle coutumière de droit international contraignante pour tous les États, revêt une importance particulière⁴⁰³. Ce principe, inscrit à l'article 22, paragraphe 8, de la Convention américaine et à l'article 33 de la Convention relative au statut des réfugiés, interdit aux États d'expulser ou de refouler une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture, à la persécution ou à des atteintes irréparables à sa vie ou à sa liberté. La Cour interaméricaine a souligné que cette interdiction est absolue et s'étend à toute personne, et

³⁹⁸ La CIDH a souligné "le caractère transnational de la migration et l'importance d'une responsabilité partagée entre les États, ainsi que la nécessité d'une coopération et d'un dialogue pour défendre et protéger les droits de l'homme de tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire". CIDH, Résolution 04/19, Principes interaméricains sur les droits de l'homme de tous les migrants, réfugiés, apatrides et victimes de la traite, 7 décembre 2019.

³⁹⁹ Cour de la CIDH. Affaire des membres du village de Chichupac et des communautés voisines de la municipalité de Rabinal c. Guatemala. Objections préliminaires, fond, réparations et frais. Arrêt 30 novembre 2016. Série C n° 328, paragraphe 174.

⁴⁰⁰ Cour de la CIDH. Affaire des membres du village de Chichupac et des communautés voisines de la municipalité de Rabinal c. Guatemala. Objections préliminaires, fond, réparations et frais. Arrêt 30 novembre 2016. Série C n° 328, paragraphe 174.

⁴⁰¹ Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, troisième conclusion, adoptée par le "Colloque sur la protection internationale des réfugiés en Amérique centrale, au Mexique et au Panama : problèmes juridiques et humanitaires", tenu à Carthagène, Colombie, du 19 au 22 novembre 1984.

⁴⁰² CIDH, Résolution 04/19, Principes interaméricains sur les droits humains de tous les migrants, réfugiés, apatrides et victimes de la traite, 7 décembre 2019.

⁴⁰³ I/A Cour H.R. Avis consultatif OC-25/18. L'institution de l'asile et sa reconnaissance en tant que droit de l'homme dans le système de protection interaméricain. 30 mai 2018. Série A n° 25, paragraphes 179-180.

pas seulement à celles qui ont formellement obtenu le statut de réfugié⁴⁰⁴. Dans le cas des journalistes haïtiens, ce principe est particulièrement pertinent étant donné l'environnement de violence extrême contre la presse.

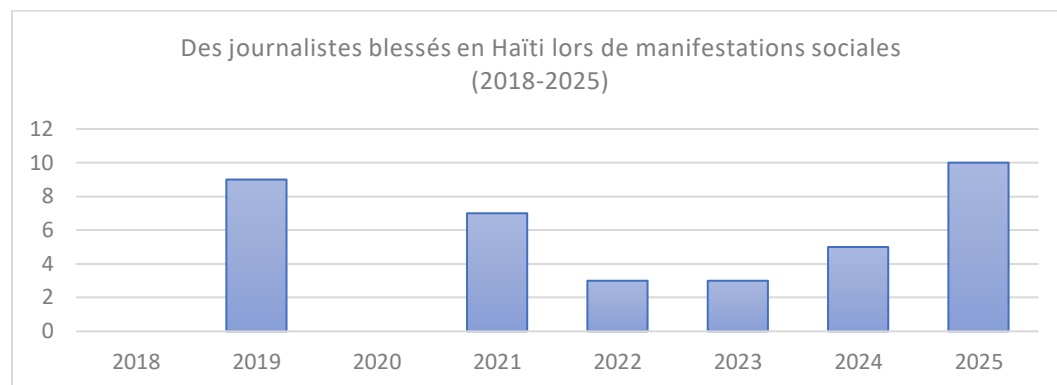
180. La garantie du droit à l'intégrité personnelle, inscrite à l'article 5 de la Convention américaine, est également pertinente dans le contexte de l'exil et du déplacement forcé des journalistes haïtiens. L'incertitude et le manque de protection dont souffrent les journalistes sont renforcés par la crainte persistante de représailles transnationales, l'inquiétude pour les membres de leur famille qui restent dans les zones contrôlées par les bandes criminelles et les difficultés psychosociales et économiques auxquelles ils sont confrontés dans leurs lieux de refuge. Cette atteinte à leur intégrité nécessite une réponse globale qui comprend non seulement des mesures de sécurité physique, mais aussi un soutien psychosocial spécialisé et des programmes d'insertion professionnelle et d'intégration socio-économique.
181. Le Rapporteur spécial souligne que l'exil des journalistes constitue une forme sévère de censure ayant des effets sur la dimension individuelle et sociale du droit à la liberté d'expression. En Haïti, où la presse indépendante joue un rôle fondamental pour donner de la visibilité à la crise, documenter les violations des droits de l'homme et informer la communauté internationale, l'exil forcé des journalistes représente un obstacle important à la reconstruction démocratique du pays. Par conséquent, la protection des journalistes déplacés et exilés doit être considérée non seulement comme un impératif humanitaire, mais aussi comme une condition nécessaire à la reconstruction institutionnelle et à la tenue d'élections libres et transparentes. Le Rapporteur appelle l'État haïtien, ainsi que les États d'accueil des journalistes exilés, à adopter des mesures coordonnées pour garantir leur protection effective, ainsi que la mise en place de conditions permettant, lorsque cela est possible, leur retour en toute sécurité ou, à défaut, leur pleine intégration dans les pays d'accueil.

E. Violences dans le contexte des manifestations sociales

182. Au cours des six dernières années, le Rapporteur spécial a reçu de nombreux rapports faisant état de violences à l'encontre des personnes travaillant dans le secteur de la presse, qu'il s'agisse de cameramen ou de reporters, dans le cadre de manifestations sociales, dont certaines ont duré des semaines. Ces manifestations ont été motivées par des accusations de corruption à l'encontre des autorités publiques, des irrégularités et des retards dans les processus de réforme électorale et constitutionnelle, l'augmentation du prix du carburant et la détérioration de la sécurité des citoyens en raison de l'expansion des gangs criminels et du manque de capacité de la PNH.
183. Selon les informations recueillies et systématisées par le Rapporteur, au moins 27 journalistes ont été blessés alors qu'ils couvraient des manifestations sociales dans le pays. Les rapports enregistrés par celui-ci indiquent que les journalistes blessés tentaient d'expliquer à leur public les motifs, le développement et les implications possibles de ces manifestations. Le RSLE note avec inquiétude la violence exercée contre la presse dans le but d'interrompre le travail journalistique et promouvoir l'autocensure comme méthode de protection, au détriment du droit à l'information des citoyens haïtiens et de la capacité de surveillance et de réponse de la communauté internationale.

⁴⁰⁴ I/A Cour H.R. Avis consultatif OC-25/18. L'institution de l'asile et sa reconnaissance en tant que droit de l'homme dans le système de protection interaméricain. 30 mai 2018. Série A n° 25, paragraphes 179-180.

Tableau 2: Journalistes blessés en Haïti lors de manifestations sociales depuis le premier cycle de la crise multidimensionnelle actuelle ⁴⁰⁵



184. Les années ayant enregistré le plus grand nombre d'incidents ont été 2025 et 2019, suivies par 2021. Selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, ces chiffres coïncident avec un nombre élevé de manifestations sociales au cours de ces deux années, de sorte qu'il y aurait un élément de proportionnalité relative qui, à son tour, serait lié à la fréquence, à l'ampleur et à la durée de ces mobilisations. En ce sens, le Rapporteur a observé une réduction des incidents violents entre 2022 et 2023. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, l'année 2020 aurait été atypique, en partie en raison des restrictions imposées pendant la pandémie de COVID-19.
185. La plupart des cas de violence contre la presse dans le cadre de manifestations sociales ont eu lieu à Port-au-Prince, la ville la plus peuplée du pays, le siège des trois branches de l'État et le plus grand territoire faisant l'objet de conflits entre l'État, les gangs criminels et les groupes d'autodéfense. Toutefois, le Rapporteur a également pris note de certains incidents dans le nord et le sud-ouest du pays.
186. Selon les informations recueillies par le Rapporteur Spécial, plusieurs journalistes gravement blessés ont été transportés dans des hôpitaux pour y recevoir les soins nécessaires. Cependant, le manque de personnel et de médicaments aurait eu un impact négatif sur la rapidité et la qualité du traitement reçu.
187. Les rapports systématisés par celui-ci indiquent que la plupart des journalistes blessés alors qu'ils couvraient des manifestations sociales l'auraient été suite à un usage excessif de la force par la PNH, y compris l'utilisation de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de balles réelles. Le Rapporteur spécial a également enregistré des allégations selon lesquelles des membres des forces de police auraient ignoré l'identification de journalistes et de membres de la presse, dont certains auraient porté des gilets et des casques marqués "presse", porté des caméras et/ou des microphones, ou indiqué verbalement leur appartenance à un média.
188. Bien que dans une moindre mesure, le Rapporteur a observé des cas où la violence contre la presse aurait été perpétrée par des manifestants accusant certains médias de partialité et de militantisme politique. Ces épisodes de violence ont non seulement visé directement des journalistes, mais ont également affecté les biens d'au moins deux médias, y compris leur siège, leur matériel de diffusion et leurs véhicules officiels.

⁴⁰⁵ Élaboration interne au RSLE sur la base des rapports annuels correspondants et validation des informations enregistrées par les médias et les organisations de la société civile.

189. Le RSLE est particulièrement préoccupé par les attaques contre quatre correspondants internationaux : deux de l'Associated Press, un de Reuters et un d'Island TV. Ces attaques représentent un sérieux obstacle et un grave précédent pour l'accès de la communauté internationale à des informations essentielles, en particulier à un moment critique pour assurer une réponse et un accompagnement complets de la part de la communauté internationale.
190. En février 2019, au cours d'une semaine de manifestations nationales à l'occasion du deuxième anniversaire de l'investiture du Président Jovenel Moïse, l'ANMH, l'AMIH et l'AJH ont rapporté des actes de violence à l'encontre de journalistes⁴⁰⁶. Il s'agit notamment de cas où des manifestants auraient battu des reporters couvrant l'actualité ; de dommages causés aux véhicules des médias officiels ; de tentatives de vol de matériel journalistique des reporters; de menaces de la part d'agents de la PNH; d'attaques contre la " Radio Télévision Nationale d'Haïti (TNH) ", y compris l'incendie d'équipements de diffusion, de six véhicules officiels et de deux générateurs d'électricité; ainsi que le brouillage des ondes d'au moins deux stations de radio.
191. Les événements rapportés le 13 février 2019, lorsque le correspondant de Reuters en Haïti, Robenson Sanon, a reçu une balle dans le bras droit alors qu'il couvrait les affrontements entre les manifestants et les unités anti-émeutes, sont particulièrement graves⁴⁰⁷. Selon les informations relayées par les médias et la société civile, Sanon a d'abord été transporté à l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti, puis, en raison d'un manque de personnel et de fournitures disponibles, transféré à l'hôpital Bernard Mevs⁴⁰⁸. Le journaliste aurait reçu les soins médicaux nécessaires et serait finalement sorti de l'hôpital, bien qu'il n'ait pas été possible d'identifier les auteurs de l'agression⁴⁰⁹.
192. Quatre mois plus tard, au début du mois de juin 2019, le Rapporteur a documenté une nouvelle vague de violences contre des journalistes couvrant des mobilisations sociales exigeant la démission du Président Jovenel Moïse, remettant en cause la légitimité de son élection et sa possible implication dans des schémas de corruption⁴¹⁰.
193. Le 7 juin 2019, un groupe de manifestants aurait agressé Richardson Jourdan, un caméraman de la Radio Télévision Nationale d'Haïti (TNH) pour avoir prétendument fait l'éloge du Président de la République à travers les médias d'État⁴¹¹. Le 9 juin 2019, deux journalistes de "Radio Sans Fin", Michel Dominique Victor et Esdra Jeudy, ont affirmé avoir essuyé des tirs après que des officiers à bord d'une voiture officielle aient tiré sur des dizaines de manifestants⁴¹². Victor et Jeudy se seraient jetés à terre, prétendant être des journalistes, mais leurs cris ont été ignorés, ce qui les a contraints à chercher un abri temporaire dans un hôtel voisin⁴¹³. Le même jour, d'autres informations ont fait état que le photjournaliste Lesly Dorcin du "Nouvelliste" aurait été blessé dans le dos par une balle en caoutchouc après que la

⁴⁰⁶ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 773 ; Le Nouvelliste, Violences contre la presse : association de journalistes et patrons de médias protestant, 14 février 2019.

⁴⁰⁷ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 772.

⁴⁰⁸ Le Nouvelliste, Le journaliste Robenson Sanon blessé par balle lors de manifestations anti-gouvernementales, 13 février 2019 ; Loop News, Haïti - Manifestation : le journaliste Robenson Sanon touché par balle, 13 février 2019.

⁴⁰⁹ AlterPresse, Protestation contre des actes d'agression et d'attaques envers des journalistes et des médias, 14 février 2019 ; International Journalists' Network, Les dangers d'être un journaliste en Haïti, 20 août 2021.

⁴¹⁰ Miami Herald, Journalists come under attack in Haiti, 11 juin 2019 ; Voice of America, Haiti Anti-Graft Protesters Attack Journalists, 11 juin 2019 ; Amnesty International, Haïti : Protesters at continued risk, 14 juin 2019.

⁴¹¹ Vant Bèf Info, Un journaliste de la Télévision Nationale D'Haïti bastonné par des manifestants, 7 juin 2019 ; Haïti Libre, L'État condamne les attaques contre des journalistes et des médias, 11 juin 2019.

⁴¹² AZ Infos, Des journalistes échappent de peu aux tirs de policiers, 9 juin 2019 ; Loop News, 2 reporters de la RSF ont failli tomber sous les balles de la Police, 9 juin 2019.

⁴¹³ Loop News, 2 reporters de la RSF ont failli tomber sous les balles de la Police, 9 juin 2019 ; Wi-News 86, Un journaliste de la RSF tué par balles à Portail Léogâne, 11 juin 2019.

police ait cherché à répondre à des provocations de la part de manifestants qui lançaient des pierres dans sa direction⁴¹⁴.

194. De même, le 10 juin 2019, un groupe de manifestants aurait incendié trois véhicules officiels de "Radio Télé Ginen" après avoir accusé ce média de partialité et de militantisme politique avec le parti au pouvoir⁴¹⁵. Des journalistes du même média auraient été attaqués à coups de pierres, selon les médias locaux⁴¹⁶. Le Secrétariat d'État à la communication a rejeté les attaques contre les médias, ainsi que contre les journalistes Richardson Jourdan et Lesly Dorcin⁴¹⁷.
195. Le 23 septembre 2019, des informations ont fait état d'un incident grave au cours duquel un sénateur aurait tiré avec un pistolet sur une foule de manifestants près du bâtiment du Sénat à Port-au-Prince⁴¹⁸. L'un des fragments de balle aurait touché Dieu-Nalio Chery, un photographe de l'Associated Press, le blessant au visage⁴¹⁹. Dieu-Nalio aurait été transporté dans un hôpital local, où il a été soigné pour ses blessures avant d'être autorisé à sortir, mais il a dû y retourner pour se faire retirer le fragment de balle logé dans sa mâchoire⁴²⁰. Le sénateur a affirmé avoir été attaqué par des "groupes de militants violents" et a nié avoir tiré avec une arme, bien qu'il ait également affirmé avoir agi en état de légitime défense, ajoutant qu'il ne savait pas qu'un journaliste se trouvait dans la foule⁴²¹. Comme le montrent les séquences vidéo enregistrées par d'autres médias, le photographe portait un gilet portant la mention "press" au moment où il a été touché par le tir⁴²².
196. Une semaine plus tard, le 30 septembre 2019, un troisième journaliste de "Radio Sans Fin", Edmond Joseph Agenor, aurait reçu une balle dans le poignet alors qu'il couvrait de nouveaux affrontements entre manifestants et policiers anti-émeutes dans la capitale haïtienne⁴²³. Selon d'autres médias, le journaliste portait un badge de presse, un gilet pare-balles et un casque⁴²⁴. Diverses organisations de la société civile ont signalé qu'à plusieurs reprises, la police avait utilisé des armes létales et des gaz lacrymogènes pour disperser cette nouvelle série de manifestations⁴²⁵.
197. Le 11 novembre 2019, une autre correspondante de l'Associated Press, Rebecca Blackwell, qui remplaçait Chery pendant sa convalescence, aurait été blessée par une bouteille en verre lors de nouvelles manifestations⁴²⁶. Blackwell et Chery ont tous deux été nommés pour le prix

⁴¹⁴ Le Nouvelliste, Notre collaborateur Lesly Dorcin blessé par balle, 9 juin 2019 ; Vant Bèf Info, Un photojournaliste blessé par balle, 10 juin 2019.

⁴¹⁵ Loop News, Des véhicules de Radio Télé Ginen incendiés par des protestataires, 10 juin 2019 ; Miami Herald, Radio Télé Ginen attacked in Haiti, 11 juin 2019.

⁴¹⁶ AlterPresse, Au moins 3 véhicules brûlés à Radio Télé Ginen, lors d'une attaque, 10 juin 2019 ; Haïti24, Des manifestants ont tenté d'incendier 3 véhicules de la Radio Télévision Caraïbes, 14 juin 2019.

⁴¹⁷ MCC Communication Haïti, Le Bureau du Secrétaire d'Etat à la Communication condamne les attaques contres des journalistes et des médias tant publics que privés, 10 juin 2019.

⁴¹⁸ The Guardian, Haiti : photojournalist shot in face as senator opens fire outside parliament, 23 septembre 2019 ; BBC, Photographer tells how he captured Haiti shooting incident, 24 septembre 2019.

⁴¹⁹ Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 778.

⁴²⁰ Comité de protection des journalistes, Haitian senator opens fire, injuring AP photographer Chery Dieu-Nalio, 24 septembre 2019 ; AP, AP photographer wounded as senator fires gun during protest, 23 septembre 2019.

⁴²¹ Al Jazeera, Haiti senator opens fire outside parliament, wounds photographer, 24 septembre 2019 ; Miami Herald, Haiti senator who opened fire calls it self-defense, but others demand an investigation, 26 septembre 2019.

⁴²² Miami Herald, Video shows Haitian senator shooting into crowd, 23 septembre 2019 ; Le Nouvelliste, Des blessés par balle, dont le journaliste Dieu-Nalio Chéry, au cours d'une fusillade en marge de la séance au Sénat, 23 septembre 2019.

⁴²³ Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 779.

⁴²⁴ Comité de protection des journalistes, Le journaliste Edmond Agenor Joseph abattu par la police en Haïti alors qu'il couvrait des manifestations, 1er octobre 2019 ; RSF, Nouvel assassinat de journaliste en Haïti, 11 octobre 2019.

⁴²⁵ Rezo Nòdwes, Journaliste blessé par balles : Radio Sans Fin envisage de saisir la justice, 1 octobre 2019 ; elPeriódico, Haiti protests leave at least 17 dead and 189 injured, 4 octobre 2019.

⁴²⁶ Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2019, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 5, 24 février 2020, para. 780 ; iciHaïti, 2 journalistes blessés dont un étranger, 10 décembre 2019.

Pulitzer en 2020 pour leurs photographies "qui transmettent les horreurs des lynchages, des meurtres et des violations des droits de l'homme alors que le pays est confronté à des troubles continus"⁴²⁷.

198. Le Rapporteur spécial a enregistré un seul cas de violence à l'encontre de journalistes dans le cadre de manifestations sociales en 2020, en partie en raison des restrictions imposées à la suite de la pandémie de COVID-29. Cependant, ce phénomène a repris l'année suivante.
199. Le 23 février 2020, un groupe d'individus masqués, portant des armes à feu et se réclamant de la PNH, aurait attaqué les locaux de la station de radio privée "Radio Télévision Caraïbes" (RTVC), située à Port-au-Prince⁴²⁸. L'attaque aurait eu lieu au milieu d'une manifestation organisée par la PNH pour réclamer de meilleures conditions de travail, y compris des garanties de protection et de meilleurs salaires⁴²⁹. La station de radio et de télévision couvrirait les événements en direct lorsque le groupe armé a fait irruption dans les locaux, leur ordonnant d'éteindre le drone qu'ils utilisaient pour filmer la manifestation, ce que les journalistes ont refusé de faire, déclenchant l'attaque contre les médias⁴³⁰. Selon les informations diffusées par les médias et la société civile, ce groupe aurait incendié plusieurs véhicules, jeté des pierres sur le bâtiment et brisé des vitres et du matériel de transmission, sans toutefois blesser de journalistes⁴³¹. En signe de protestation contre ces événements, RTVC a annoncé la suspension de sa programmation⁴³².
200. Le Rapporteur spécial a observé que la violence contre la presse dans le contexte des protestations sociales s'est accompagnée de déclarations stigmatisantes de la part des dirigeants publics. Au début de l'année 2021, le Président de l'époque, Jovenel Moïse, a déclaré, dans le contexte d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, que "les gangs se déguisent souvent en manifestants et en journalistes pour attaquer les policiers en service"⁴³³.
201. Le 20 janvier 2021, des violences ont été signalées à l'encontre d'au moins quatre journalistes : Réginald Rémy, de "Radio Caraïbes" ; Alvarez Destiné, du média en ligne "Actualité locale TV" (ALTV) ; Reynald Petit-Frère, de "Signal FM" ; et Daniel Lamartinière, d'"Impartial Info"⁴³⁴. Rémy aurait reçu trois balles tirées par une voiture de patrouille alors qu'il était clairement identifié comme journaliste⁴³⁵. Destiné et Petit-Frère auraient également été agressés physiquement, bien que dans le cas de Petit-Frère, il se serait agi de la troisième agression à son encontre dans le contexte des mobilisations sociales⁴³⁶. En juin 2019, le journaliste de Signal FM aurait été touché par deux balles en caoutchouc lors d'une nouvelle série de manifestations⁴³⁷. Puis, en octobre 2019, il aurait été battu par des agents de l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN) après avoir tenté de couvrir un événement du Président

⁴²⁷ Prix Pulitzer, finaliste : Dieu Nalio Chery et Rebecca Blackwell de l'Associated Press, 2020.

⁴²⁸ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2020, OEA/Ser.L/Doc.28, 30 mars 2021, para. 821.

⁴²⁹ The Haitian Times, Looters Burned Radio Television Caraïbes, 25 février 2020 ; Le Nouvelliste, Protestations unanimes après l'attaque contre la Radio Télévision Caraïbes, 27 février 2020.

⁴³⁰ Vant Bèf Info, Menace d'incendie contre la Radio/ Télévision Caraïbes, 23 février 2020 ; Gazette Haïti, Radio Caraïbes condamne l'attaque contre ses locaux et suspend ses émissions, 24 février 2020

⁴³¹ Comité de protection des journalistes, Haitian outlet Radio Télévision Caraïbes targeted with arson attack during police protest, 26 février 2020.

⁴³² Gazette Haïti, Radio Caraïbes condamne l'attaque contre ses locaux et suspend ses émissions, 24 février 2020.

⁴³³ La Presse, Le Président Moïse accusé de mettre en danger les journalistes, 23 février 2021 ; Le Nouvelliste, Le Président Moïse met en danger la vie des journalistes, dénonce la corporation, 23 février 2021 ; AlterPresse, Les propos de Jovenel Moïse, le 22 février 2021, devant le Conseil de sécurité de l'Onu, une attaque contre les journalistes, dénonce l'Ajh, 23 février 2021.

⁴³⁴ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 527.

⁴³⁵ Vant Bèf Info, L'Association des Médias Indépendants d'Haïti s'insurge contre les violences faites aux journalistes, 22 janvier 2021 ; Voice of America, Haitian Journalists Protest Police Brutality, 28 janvier 2021.

⁴³⁶ AlterPresse, L'Anmh appelle le Président Jovenel Moïse à se "conformer à son statut de garant de la Constitution", 25 janvier 2021 ; RNDH, Répression systématique de la liberté de mouvement et d'expression, 22 janvier 2021.

⁴³⁷ Vant Bèf Info, Un journaliste de Signal FM blessé par balle au Champ de Mars, 16 juin 2019 ; Anmew News, Haïti : Le journaliste Reynald Petit Frère dit Kenny de la Radio Signal FM, blessé par balle, 17 juin 2019.

Moïse au musée du Panthéon national haïtien⁴³⁸. Lorsqu'il s'est identifié comme journaliste sur les lieux, au moins un policier l'aurait accusé de contribuer à la déstabilisation du pays et aurait commencé à le frapper⁴³⁹. Plus récemment, Lamartinière a déclaré avoir reçu une balle en caoutchouc dans l'œil et s'est inquiété de la forte probabilité qu'il avait de perdre la vue⁴⁴⁰.

202. De même, le 8 février 2021, deux journalistes auraient été blessés par des balles réelles alors qu'ils couvraient des affrontements entre manifestants et forces de sécurité dans le quartier du Champs-des-Mars à Port-au-Prince : une nouvelle fois, Alvarez Destiné, de la chaîne "ALTV", aurait reçu une balle à la main, tandis que Méus Jeanril, reporter pour la chaîne "Télé Pam", aurait reçu une balle à l'abdomen⁴⁴¹. Tous deux ont été transportés d'urgence à l'hôpital Bernard Mevs, hôpital régulièrement fréquenté depuis 2018 par d'autres journalistes blessés⁴⁴².
203. Deux jours plus tard, le 10 février 2021, des informations ont fait état d'une attaque contre l'équipe de "Radio Télé Pacifique" alors qu'elle était transportée dans un véhicule officiel du média⁴⁴³. Selon des informations partagées par la presse locale, des policiers auraient tenté de disperser la manifestation à l'aide de gaz lacrymogènes, notamment en tirant une grenade sur l'arrière du véhicule pourtant identifié comme véhicule de presse⁴⁴⁴.
204. Le Rapporteur spécial a pris note de la déclaration du Secrétaire d'État à la Communication, qui a condamné les agressions de membres de la presse par des policiers lors des manifestations de janvier et février 2021 et a appelé les forces de sécurité à faire preuve de retenue⁴⁴⁵. Il a également pris note de la déclaration du commandant en chef des forces armées haïtiennes, qui a nié que des membres des forces armées aient été impliqués dans les violences contre la presse, et a qualifié les accusations faites par les journalistes de fausses et visant à manipuler l'opinion publique⁴⁴⁶.
205. En outre, au moins trois incidents violents ont été signalés en 2022 et 2023. Par exemple, le 7 septembre 2022, il a été documenté que trois journalistes du média "Télé Zenith" auraient été blessés par des balles réelles ainsi que par des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes et des assauts de la PNH à Port-au-Prince⁴⁴⁷. Yvenson Joinville a reçu une balle dans la cuisse,

⁴³⁸ Rezo Nòdwes, Un journaliste de Signal FM, Reynald Petit-Frère, brutalisé par des policiers de l'USGPN, 17 octobre 2019 ; Le Nouvelliste, Reynald Petit-Frère, journaliste de Signal FM, agressé par des agents de l'USGPN, 18 octobre 2019.

⁴³⁹ Juno 7, Le journaliste Reynald Petit-Frère brutalisé par des agents de l'USGPN, 17 octobre 2019 ; Le Nouvelliste, Reynald Petit-Frère, journaliste de Signal FM, agressé par des agents de l'USGPN, 18 octobre 2019.

⁴⁴⁰ Ayibopost, Ce journaliste a reçu une balle en plein œil. Il revient à la charge, 31 janvier 2021 ; Voice of America, Haitian Journalists Protest Police Brutality, 28 janvier 2021.

⁴⁴¹ Miami Herald, Haitian journalists injured as nation plunges deeper into turmoil amid constitutional crisis, 11 février 2021 ; International Journalists' Network, Being a journalist in crisis-hit Haiti, 20 août 2021.

⁴⁴² Le Nouvelliste, Deux journalistes blessés par balle au Champ de Mars, 8 février 2021 ; Committee to Protect Journalists, Les journalistes Alvarez Destiné et Méus Jeanril blessés par balles alors que la police et les forces armées dispersent la manifestation en Haïti, 11 février 2021.

⁴⁴³ Vant Bèf Info, La police n'a toujours pas identifié les policiers qui ont attaqué le véhicule de la Radio/Télé Pacifique, 23 février 2021 ; Gazette Haïti, Le secrétaire d'Etat à la communication Eddy Jackson Alexis condamne les violences policières contre les journalistes, 12 février 2021.

⁴⁴⁴ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2021, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 64, Rev. 1, 26 mai 2022, para. 528.

⁴⁴⁵ Gazette Haïti, Le secrétaire d'Etat à la communication Eddy Jackson Alexis condamne les violences policières contre les journalistes, 12 février 2021.

⁴⁴⁶ Miami Herald, Haiti journalists fear press freedom under attack, 10 février 2021 ; Committee to Protect Journalists, Les journalistes Alvarez Destiné et Méus Jeanril blessés par balles alors que la police et les forces armées dispersent la manifestation en Haïti, 11 février 2021.

⁴⁴⁷ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II Doc. 50, 6 mars 2023, para. 827.

Youly Destiné a été blessé par une balle en caoutchouc, et des policiers ont agressé, pour la troisième fois, selon des rapports publics, Robest Dimanche⁴⁴⁸.

206. Entre-temps, le 20 juillet 2023, un autre incident a été signalé au cours duquel les reporters Daniel Lamartinière, alors associé à "Vant Bèf Info", et Jameson Jean Baptiste, de "JB Média", auraient été battus par un officier de police alors qu'ils couvraient une manifestation contre le gouvernement du Premier ministre, en dépit de leur accréditation visible en tant que journalistes⁴⁴⁹. Il s'agirait au moins du deuxième incident violent à l'encontre de Lamartinière, selon les informations publiques disponibles et le travail de systématisation réalisé par le Rapporteur Spécial.
207. Le 31 juillet 2023, il a été rapporté que le journaliste radio Arnold Junior Pierre, qui travaille pour "Radar News Haïti", "Fact Checking News Haïti", et "Radio Télé Galaxie", aurait été battu par un nombre inconnu d'hommes cagoulés alors qu'il couvrait des manifestations dans la partie sud-ouest de Port-au-Prince⁴⁵⁰. Ces mêmes hommes cagoulés auraient détruit son téléphone portable⁴⁵¹. Bien qu'il ait reçu un traitement médical pour sa blessure à l'arrière de la tête, Pierre a continué à ressentir des douleurs dans les membres supérieurs pendant les jours qui ont suivi⁴⁵². Bien qu'il ait reçu des soins médicaux pour une blessure à l'arrière de la tête, Pierre a continué à ressentir des douleurs dans les membres supérieurs au cours des jours suivants⁴⁵³.
208. Malgré une diminution apparente des niveaux de violence contre la presse dans le contexte des manifestations sociales au cours des deux dernières années, de nouveaux cycles de violence, l'instabilité politique et institutionnelle, ainsi que le mécontentement des citoyens, ont conduit à de nouveaux incidents en 2024. À la date de publication du présent rapport, il y a eu au moins cinq épisodes.
209. Le 29 janvier 2024, selon les médias locaux, Exavier Charlemagne, journaliste à "Radio Télé Lambi", aurait été blessé par balle à la jambe gauche par un inconnu alors qu'il couvrait une manifestation contre le gouvernement intérimaire d'Ariel Henry à Jérémie⁴⁵⁴. Des témoins ont attribué l'incident à la police⁴⁵⁵.
210. Le 7 février 2024, des informations ont été diffusées selon lesquelles au moins trois journalistes, dont Wilborde Ymozan, Lemy Brutus et Stanley Belford, ont été blessés après que la police ait fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser plus d'un millier de personnes rassemblées à Jérémie⁴⁵⁶. Ymozan, qui travaille pour la chaîne vidéo en ligne "Tande Koze", aurait été touché à la jambe par un projectile ; Brutus, directeur du média vidéo en ligne local "Grandans Bèl Depatman", aurait reçu des points de suture à la tête après avoir été battu et

⁴⁴⁸ AlterPresse, Encore 2 journalistes portés disparus dans un fief de gangs armés en Haïti, 12 septembre 2023 ; Inter-American Press Association, IAPA condemns the murders of journalists in Haiti and the U.S., 13 septembre 2022.

⁴⁴⁹ CIDH, Office du Rapporteur Spécial pour la liberté d'expression (RSLE), Rapport annuel 2022, OEA/Ser.L/V/II Doc. 50, 6 mars 2023, para.963.

⁴⁵⁰ Comité pour la protection des journalistes, La maison d'un journaliste de radio haïtien a été détruite par un incendie criminel, 31 août 2023 ; Association interaméricaine de la presse, Un journaliste a été blessé lors de manifestations en Haïti, 30 janvier 2024.

⁴⁵¹ Vant Bèf Info, Les journalistes pris pour cible dans une spirale de violence et d'impunité, 11 novembre 2023 ; Voice of America, Vulnerable to Attack, Haitian Journalists Flee, 8 septembre 2023.

⁴⁵² Association interaméricaine de la presse, Un journaliste a été attaqué alors qu'il couvrait une manifestation dans la capitale haïtienne, 9 août 2023 ; Comité pour la protection des journalistes, La maison d'un journaliste de radio haïtien a été détruite par un incendie criminel, 31 août 2021.

⁴⁵³ Voice of America, Vulnerable to Attack, Haitian Journalists Flee, 8 septembre 2023 ; Inter-American Press Association, A Journalist was Attacked while Covering a Protest in the Haitian Capital, 9 août 2023.

⁴⁵⁴ Inter American Press Association, Journalist injured during protests in Haiti, 30 janvier 2024 ; Committee to Protect Journalists, At least 5 journalists injured during anti-government protests in Haiti, 9 février 2024.

⁴⁵⁵ Nam-Haïti, Un journaliste blessé par balle à Jérémie dans le cadre d'une manifestation, 30 janvier 2024 ; Inter American Press Association, Journalist injured during protests in Haiti, 30 janvier 2024.

⁴⁵⁶ Le Nouvelliste, Attaques, affrontements, pillage, blessés par balles, spirale de violences à Jérémie ce 7 février, 7 février 2024 ; Committee to Protect Journalists, At least 5 journalists injured during anti-government protests Haiti, 9 février 2024.

s'être fait voler son équipement ; et Belford, reporter pour "Island TV", basée en Floride, aurait été blessé à la main, selon deux propriétaires de stations de radio locales.

211. De même, le 8 février 2024, un journaliste aurait été blessé lors de la dernière série de manifestations de masse dans le pays. Il s'agit du journaliste indépendant Jean Marc Jean, qui aurait été touché au visage par une grenade lacrymogène tirée par un policier de la brigade anti-émeute à Port-au-Prince⁴⁵⁷.
212. Plus récemment, le 19 mars 2025, au moins dix journalistes auraient été agressés alors qu'ils couvraient une manifestation dans le quartier de Canapé-Vert, à Port-au-Prince, organisée pour dénoncer les violences perpétrées par des gangs criminels dans le pays⁴⁵⁸. Selon l'Association des médias numériques d'Haïti (CMEL), des manifestants et des habitants armés de machettes, de bâtons et d'armes à feu ont cherché à attaquer des journalistes qui faisaient leur travail d'information, leur demandant de quitter les lieux. Parmi les personnes agressées figureraient Jephthé Bazil, Sonsonn Cazeau, René Célis, Moïse Beaucejour, Peter Lyonelson Biamby, Herby Val, Wilkenson Germain, Junior Jean, Rudy Éveillard et Patrick Souvenir⁴⁵⁹. Les agresseurs auraient également volé leur matériel, notamment des caméras, des enregistreurs, des téléphones, des casques et des gilets pare-balles, limitant ainsi considérablement leur capacité à documenter les faits. Dans une déclaration publique, la CMEL a exhorté la population à ne pas considérer la presse comme une « menace », mais comme un « allié essentiel dans la recherche de la vérité et de la justice »⁴⁶⁰.
213. Le Rapporteur spécial a appris que, selon le cadre institutionnel de l'État, les cas de violations des droits de l'homme impliquant des membres des forces de police doivent être renvoyés à l'Inspection générale de la police nationale d'Haïti (IGPNH) pour enquête et, si nécessaire, imposition de sanctions administratives aux officiers responsables⁴⁶¹. Les dossiers suivis par l'IGPNH peuvent être transmis aux autorités judiciaires pour des poursuites pénales le cas échéant⁴⁶².
214. Le Rapporteur spécial a également appris la création du "Bureau de vérification et de contrôle" chargé d'enquêter sur les antécédents des membres de l'institution pour déterminer leur implication éventuelle dans des violations des droits de l'homme, leurs liens avec le crime organisé et la corruption⁴⁶³. La création de ce bureau aura marqué une étape importante, étant donné qu'il s'agirait du premier effort institutionnel de la PNH pour enquêter systématiquement sur les membres des forces de sécurité et améliorer la confiance du public dans l'institution⁴⁶⁴.

⁴⁵⁷ Radio Écoute FM, [post Facebook](#), 8 février 2024 ; Comité pour la protection des journalistes, [At least 5 journalists injured during anti-government protests in Haiti](#), 9 février 2024.

⁴⁵⁸ Gazette Haïti, [Agression de journalistes par des habitants de Canapé-Vert: le CMEL condamne fermement l'agression et défend la liberté de la presse](#), 20 de marzo de 2025; Realité Info, [Chaos à Canapé-Vert: Des journalistes passés à tabac, le CMEL monte au créneau](#), 20 de marzo de 2025.

⁴⁵⁹ Committee to Protect Journalists, [Journalists kidnapped, threatened with lynching as chaos worsens in Haiti](#), 20 de marzo de 2025; Gazette Haïti, [Agression de journalistes par des habitants de Canapé-Vert: le CMEL condamne fermement l'agression et défend la liberté de la presse](#), 20 de marzo de 2025.

⁴⁶⁰ Realité Info, [Chaos à Canapé-Vert: Des journalistes passés à tabac, le CMEL monte au créneau](#), 20 de marzo de 2025; Gazette Haïti, [Agression de journalistes par des habitants de Canapé-Vert: le CMEL condamne fermement l'agression et défend la liberté de la presse](#), 20 de marzo de 2025.

⁴⁶¹ BINUH, [Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti \(avril-juin 2024\)](#), 2024, pg. 11.

⁴⁶² BINUH, [Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti \(janvier-mars 2023\)](#), p. 5.

⁴⁶³ BINUH, [La police nationale d'Haïti se dote d'un mécanisme permanent de vérification et de contrôle de son personnel](#), 2 juin 2023.

⁴⁶⁴ Le Nouvelliste, [L'IGPNH met en place un Bureau de vérification et de contrôle pour assainir l'institution policière](#), 1er juin 2023 ; Ted Actu, [Haïti : plus de 3 000 policiers et personnels remerciés au cours des deux dernières années, selon un rapport](#), 22 janvier 2024.

215. Bien que plus de 300 enquêtes aient été ouvertes contre des membres de la PNH par l'intermédiaire de l'inspection générale, moins d'un quart d'entre elles ont été finalisées⁴⁶⁵. La plupart des enquêtes finalisées ont conduit à la suspension temporaire ou à la révocation d'officiers de police, tandis que seule une fraction d'entre elles a abouti à un transfert au système judiciaire pour des poursuites pénales⁴⁶⁶. L'activité continue des gangs criminels autour de l'IGPNH et le manque de ressources ont affecté l'opérabilité de cet organe de contrôle⁴⁶⁷. Parallèlement, le système judiciaire est confronté à une grave pénurie d'opérateurs de justice, qui sont exposés à des risques élevés de menaces et d'attaques armées de la part du crime organisé⁴⁶⁸.
216. En outre, le Rapporteur spécial a entendu des témoignages de journalistes victimes d'abus policiers qui dénoncent les niveaux élevés d'impunité après avoir déposé des plaintes formelles auprès de l'Inspection générale du PHN, ainsi que d'autres qui ont choisi de ne pas le faire en raison de l'absence de progrès dans de précédents cas⁴⁶⁹.
217. Face à ces cas de violence contre la presse dans le cadre de manifestations sociales, le RSLE rappelle que les États doivent adopter les mesures nécessaires pour prévenir les actes de violence, garantir la sécurité des personnes et maintenir l'ordre public⁴⁷⁰. Ces mesures doivent être proportionnelles à l'atteinte de ces objectifs et ne doivent pas entraver l'exercice des autres droits en jeu, tels que la liberté d'expression des manifestants et la liberté de presse des journalistes présents⁴⁷¹. En ce sens, aucune circonstance ne permet de recourir à la force meurtrière pour disperser une protestation ou une manifestation, ou de tirer sans discernement sur la foule⁴⁷².
218. En outre, le RSLE rappelle que le recours à la force doit se conformer à des principes stricts d'exceptionnalité, de nécessité, de progressivité et de proportionnalité⁴⁷³, et que l'utilisation d'armes moins létales doit également être strictement réglementée⁴⁷⁴. Par conséquent, tout incident impliquant l'utilisation de tout type d'arme par les forces de sécurité doit être enregistré⁴⁷⁵. Selon les normes interaméricaines pertinentes, lorsque l'usage de la force entraîne des morts et des blessés, il est obligatoire d'ouvrir des enquêtes d'office par des autorités indépendantes et impartiales disposant des outils nécessaires pour établir les faits et identifier les acteurs et leurs degrés de responsabilité dans un délai raisonnable, afin de garantir l'obligation de rendre des comptes, une procédure régulière et des sanctions, ainsi qu'une réparation adéquate pour les familles des victimes⁴⁷⁶.
219. En ce qui concerne la protection des journalistes, le RSLE souligne que, comme le stipule le rapport "Manifestations et droits de l'homme" de la CIDH, les journalistes ne doivent pas être détenus pour l'exercice de leur travail, ni harcelés ou attaqués par les forces de l'ordre⁴⁷⁷. De même, ni leur équipement ni les données journalistiques ne peuvent être retenus, confisqués

⁴⁶⁵ Sur la base des chiffres figurant dans les rapports du Secrétaire général des Nations unies au Conseil de sécurité depuis février 2020, disponibles à l'adresse [suivante : BINUH Documents](#).

⁴⁶⁶ Sur la base des chiffres figurant dans les rapports du Secrétaire général des Nations unies au Conseil de sécurité depuis février 2020, disponibles à l'adresse [suivante : BINUH Documents](#).

⁴⁶⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, [Rapport du Secrétaire général](#), 16 avril 2024, para. 48 ; Conseil de sécurité des Nations unies, [Rapport du Secrétaire général](#), 27 juin 2024, para. 42.

⁴⁶⁸ Programme des Nations unies pour le développement, [Programme Justice PNUD \(fiche d'information\)](#), février 2023.

⁴⁶⁹ International Journalists' Network, [Being a journalist in crisis-hit Haiti](#), 20 août 2021 ; Ayibopost, [L'impunité policière en Haïti inquiète en attendant la force internationale](#), 5 juin 2024.

⁴⁷⁰ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 12.

⁴⁷¹ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 12.

⁴⁷² CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 115.

⁴⁷³ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 350.

⁴⁷⁴ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 351.

⁴⁷⁵ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 351.

⁴⁷⁶ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 359.

⁴⁷⁷ CIDH. [Protestation et droits de l'homme](#). OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 356.

ou détruits par les agents de l'État⁴⁷⁸. Au contraire, les autorités ont l'obligation de protéger, de rendre justice et d'offrir une réparation aux journalistes victimes de violences lors de manifestations⁴⁷⁹. Le respect de ces obligations exige également que les autorités politiques s'abstiennent d'exprimer des propos qui déprécient ou stigmatisent une manifestation ou les personnes qui y participent, l'organisent ou la couvrent pour le compte des médias, car cela peut placer certains secteurs de la population, y compris la presse, dans une situation de plus grande vulnérabilité et de risque de nouvelles attaques⁴⁸⁰.

VI. Conclusions

220. Dans ce rapport, le RSLE a réalisé une analyse de l'évolution des garanties et des conditions d'exercice du journalisme en Haïti, tout en expliquant l'importance de la liberté de la presse pour naviguer et potentiellement surmonter la crise multidimensionnelle que traverse l'État. L'analyse présentée ici est basée sur un ensemble de faits, documentés depuis 2018, qui révèlent un panorama alarmant pour les professionnels de la communication : assassinats délibérés de journalistes ; attaques armées systématiques contre les journalistes et les médias ; cas de disparitions forcées et d'enlèvements ; déplacements internes forcés et exils de membres de la presse ; violences contre les journalistes couvrant des manifestations sociales.
221. La convergence de ces formes de violence contre la presse, aggravée par des niveaux extrêmement élevés d'impunité, permet au Rapporteur spécial de conclure qu'Haïti, et en particulier les zones où l'État a perdu le monopole de la force, sont en train de devenir des "zones réduites au silence"⁴⁸¹. Le pays est confronté à une forte présence de structures criminelles organisées, qui contrôlent plus de 80 % de Port-au-Prince et des principales routes reliant Port-au-Prince aux ports, aux zones côtières et aux frontières terrestres du pays; à des taux élevés de corruption administrative qui facilitent la cooptation des institutions de l'État, y compris le système judiciaire et les forces de sécurité; à l'absence de réponse efficace de la part des autorités chargées de la prévention, de la protection et de la justice; et à l'absence de soutien ou d'accompagnement des journalistes, ce qui les expose à des risques accrus. L'ensemble de ces facteurs empêche les journalistes des zones les plus touchées de faire leur travail, limite la liberté d'expression et a un effet dissuasif sur la libre circulation de l'information, génère l'autocensure et renforce la tendance à produire des informations qui évitent de rendre compte des questions les plus délicates du pays, telles que les crimes et les activités illicites des gangs criminels, la corruption de l'État et les liens présumés entre les

⁴⁷⁸ CIDH. *Protestation et droits de l'homme*. OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 356.

⁴⁷⁹ CIDH. *Protestation et droits de l'homme*. OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 356.

⁴⁸⁰ CIDH. *Protestation et droits de l'homme*. OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.22/19. Septembre 2019. Para. 287.

⁴⁸¹ Le concept de "zones réduites au silence" est appliqué pour décrire la violence contre l'intégrité physique et psychologique des journalistes et des personnels des médias par des structures criminelles sans ou avec l'assentiment de l'État. Dans son rapport de 2017 intitulé "Zonas silenciadas : Regiones de alta peligrosidad para ejercer la libertad de expresión", le Rapporteur Spécial a conclu que dans ces zones dites réduites au silence, il existe des facteurs communs : (a) l'existence de structures criminelles qui opèrent en marge de la loi et cherchent à contrôler une région entière ; (b) la coopération, la collusion ou l'omission de vastes secteurs de l'administration publique à différents niveaux ; (c) l'absence de réponse efficace de la part d'autres institutions de l'État (exécutif, judiciaire et bureau du procureur) appelées à se conformer aux obligations primaires de prévenir, protéger, enquêter et punir les menaces contre la vie et l'intégrité et de garantir l'exercice de la liberté d'expression ; d) le manque de soutien et de formation des journalistes locaux, qui les rend plus vulnérables à ce type d'attaques, soit en raison de leur manière d'aborder le phénomène de l'information, soit en raison de leur implication avec les autorités ou même les structures criminelles ; e) les blocages faits aux journalistes pour faire leur travail, l'autocensure et la tendance à réaliser une activité journalistique en marge des questions rendant compte des questions de sécurité, de corruption ou de trafic d'influence et à développer un journalisme aligné sur le pouvoir ; f) la création d'incitations à perpétuer la violence dirigée contre les journalistes lorsque les bandes criminelles parviennent à réduire au silence les médias et les faiseurs d'opinion pendant de longues périodes et lorsqu'elles jouissent de l'impunité. Voir CIDH. *Zonas Silenciadas : Regiones de alta peligrosidad para ejercer la libertad de expresión*. Mars 2017. OEA/Ser.L/V/II, IACHR/RSLE/INF.16/17, paras. 27-28.

autorités et les groupes armés, ainsi que les irrégularités des forces de sécurité de l'État, entre autres.

222. Il est clair que la pratique du journalisme est devenue une activité à haut risque qui menace la possibilité même de documenter et de communiquer la réalité nationale, tant aux citoyens haïtiens qu'à la communauté internationale. En fait, les schémas de violence identifiés reflètent une stratégie délibérée d'occultation de l'information qui prolonge et approfondit la crise multidimensionnelle et favorise les intérêts des structures criminelles du pays.
223. À cet égard, le Rapporteur spécial souligne le rôle que le journalisme peut jouer dans la documentation et la dénonciation des violations des droits de l'homme, la responsabilisation des acteurs politiques et de l'appareil de sécurité, la création et le maintien de conditions optimales pour la tenue d'élections générales et la diffusion d'informations, au niveau national et international, afin que les citoyens haïtiens puissent construire un consensus sur l'avenir de leur pays et sur l'étendue et les caractéristiques de l'accompagnement de la communauté internationale.
224. Pour que le journalisme contribue à surmonter la crise multidimensionnelle, il est nécessaire que les journalistes aient des garanties de prévention, de protection et de justice, c'est pourquoi le Rapporteur spécial formulera une série de recommandations. Conscient de la multiplicité des défis et des difficultés auxquels l'État est confronté, le Rapporteur souligne que la mise en œuvre et l'efficacité de ces recommandations dépendent de l'accompagnement global, opportun et soutenu de la communauté internationale.

VII. Recommandations

Discours des autorités, du gouvernement de transition et des forces de sécurité nationales et étrangères⁴⁸²:

1. Reconnaître de manière cohérente, claire, publique et ferme la légitimité et la valeur du travail journalistique, en particulier dans la gestion de la crise multidimensionnelle actuelle. Cette reconnaissance doit prévaloir même lorsque les informations diffusées peuvent être critiques, gênantes et inappropriées vis à vis des intérêts des hauts fonctionnaires, du gouvernement de transition, ou les forces de sécurité nationales et étrangères.
2. Condamner fermement tout acte de violence à l'encontre des journalistes et des médias, et encourager les autorités compétentes à agir avec diligence et rapidité pour éclaircir les faits et punir les responsables.
3. S'engager clairement, dans leurs déclarations et leurs plans de travail, à lutter contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes et à comprendre et reconnaître l'effet inhibiteur et destructeur que la violence et l'impunité ont sur l'existence d'une presse libre et d'une société démocratique.

Statistiques officielles de l'État :

4. Tenir des statistiques actualisées, désagrégées et publiques sur la violence à l'encontre des journalistes. Au minimum, ces statistiques devraient inclure : le type de crime commis, le nom, le sexe et l'employeur de la victime, le lieu et la date de l'attaque, la personne et/ou le groupe prétendument responsable (lorsque cela est précisé), l'autorité chargée de l'enquête et le

⁴⁸² Y compris le nouveau Conseil présidentiel de transition, le bureau du premier ministre intérimaire et son cabinet, ainsi que les autorités des États participant à la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti.

numéro de référence ou le code de l'enquête, ainsi que l'état actuel de l'enquête et/ou de la procédure judiciaire. L'incrimination des infractions devrait inclure les meurtres, les tentatives de meurtre, les attaques armées contre les bureaux des médias, les menaces, les agressions physiques, les disparitions forcées, les enlèvements et les déplacements forcés à l'intérieur du pays.

5. Dans le même ordre d'idées, il convient de compiler rétroactivement des statistiques sur la violence à l'encontre des journalistes afin d'assurer un suivi officiel de tous les incidents enregistrés par les médias, les organisations de la société civile, la CIDH et le RSLE, entre autres acteurs. À cet égard, l'État devrait recouper et vérifier les informations disponibles.
6. Sur la base de statistiques, utiliser le géoréférencement avec une approche des droits de l'homme pour identifier les zones à haut risque, avertir des risques afin d'éviter les attaques armées et les enlèvements, en coordination avec toutes les autorités concernées, y compris les forces de sécurité nationales et étrangères.

Mécanismes de protection :

7. Mettre en place des mécanismes de protection spéciaux⁴⁸³ pour les journalistes qui dénoncent: les actes de corruption, en particulier la cooptation présumée d'une partie de l'appareil d'État par des structures criminelles; les activités illégales des bandes criminelles et des groupes d'autodéfense, ainsi que les violations qu'ils commettent contre les droits de l'homme ; et les abus commis par l'appareil de sécurité, y compris l'usage excessif de la force par des agents nationaux et/ou étrangers.
8. Donner la priorité aux journalistes qui sont menacés, qui ont été victimes d'attaques à mains armées ou d'enlèvements, qui sont déplacés à l'intérieur du pays ou qui courent un risque élevé en raison de leurs enquêtes et de leurs publications, en particulier dans les zones où les organisations criminelles sont très présentes. Garantir au minimum la fourniture d'éléments de protection personnelle, tels que des casques et des gilets pare-balles, avec le soutien des organisations de la société civile et de la communauté internationale, si nécessaire.
9. Faciliter les conditions permettant aux reporters de poursuivre leur activité journalistique prenant en compte les besoins spécifiques de leur profession, telle que le respect de la confidentialité nécessaire pour rencontrer leurs sources. En ce sens, la conception des mesures de protection disponibles devrait prendre en considération les circonstances de chaque cas spécifique, en consultation avec chaque bénéficiaire potentiel.
10. Dans le cadre de ces mécanismes, adopter des systèmes d'alertes précoces pour faciliter la coordination interinstitutionnelle des autorités chargées de la prévention, de la protection et de la poursuite des crimes contre les journalistes.

Garanties de sécurité dans le cadre des manifestations sociales :

11. Garantir que les journalistes et le personnel des médias qui effectuent leur travail d'information dans le contexte de manifestations publiques et de situations de conflit social grave ne soient pas détenus, menacés, agressés ou limités de quelque manière que ce soit dans leurs droits en raison de l'exercice de leur profession.

⁴⁸³ En tant qu'organisation chef de file du plan d'action des Nations Unies pour la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité, l'UNESCO a accompagné la mise en place de mécanismes nationaux de protection des journalistes au cours de la dernière décennie. En 2024, l'UNESCO a lancé un répertoire mondial des mécanismes nationaux pour la sécurité des journalistes, disponible [ici](#).

12. Instruire et former de manière adéquate les forces de sécurité de l'État, ainsi que les forces de sécurité étrangères, sur le rôle de la presse dans une société démocratique et adopter des lignes directrices sur le respect de la liberté d'expression sur la base d'une évaluation des politiques existantes.
13. Prenant en compte que le respect de la liberté d'expression inclut le droit à manifester pacifiquement, toutes les agences de sécurité, nationales et étrangères, doivent respecter strictement les principes d'exceptionnalité, de nécessité, de progressivité et de proportionnalité. En conséquence, l'utilisation d'armes à feu avec des munitions létales est rarement justifiée dans le contexte des manifestations, et il est recommandé de limiter leur port par les agents de sécurité.
14. Lorsque des décès ou des blessures sont imputables aux forces de sécurité nationales et/ou étrangères, ouvrir des enquêtes d'office par des autorités indépendantes et impartiales disposant des outils nécessaires pour déterminer les faits dans un délai raisonnable et identifier les acteurs et leur degré de responsabilité, afin de garantir l'obligation de rendre des comptes, l'obligation de poursuites et de sanctions et de garantir la mise en place d'une réparation adéquate pour les familles des victimes. Il est du devoir de ces autorités indépendantes et impartiales de surveiller et de documenter systématiquement tous les incidents et de disposer de multiples canaux internes et externes pour le traitement des plaintes.
15. Mettre en place un mécanisme de réaction rapide permettant aux autorités d'intervenir immédiatement en cas d'attaques ou de menaces à l'encontre de journalistes lors de manifestations. Cela nécessite un canal de communication direct entre les journalistes et les autorités avec une ligne téléphonique d'urgence, la mise en place de couloirs sécurisés pour l'entrée et la sortie des journalistes des manifestations sociales, et un protocole d'assistance médicale, entre autres mesures que l'État jugera pertinentes.

L'obtention de la justice :

16. Créer une unité spécialisée au sein du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique pour enquêter sur les crimes contre la presse. Ces unités ne doivent pas seulement exister sur le papier, mais doivent bénéficier d'un soutien politique suffisant pour pouvoir mener à bien leur tâche, ce qui nécessite également un budget, du personnel et un cadre juridique qui leur permettent d'agir avec diligence.
17. Allouer des possibilités de formation suffisantes à la police judiciaire, aux procureurs et aux juges afin de garantir que les enquêtes sur les crimes contre la liberté d'expression soient exhaustives, rigoureuses et efficaces, et que tous les aspects de ces crimes soient examinés de manière minutieuse. Les enquêtes menées par l'État doivent tenir compte de la complexité des faits, du contexte dans lequel ils se sont produits et des schémas qui expliquent leur perpétration, afin d'éviter que de telles attaques ne se reproduisent. Elles doivent également porter sur les groupes qui commettent les crimes et/ou sur les bandes criminelles auxquelles appartiennent les auteurs.
18. Enquêter sur les crimes commis contre les journalistes en tenant compte de l'éventuelle relation avec leur profession et, s'il est allégué qu'un crime particulier n'est pas lié à l'exercice de l'activité journalistique, démontrer pourquoi une telle relation n'existe pas. En ce sens, il est important que l'État adopte des protocoles qui facilitent et soutiennent le travail d'enquête, dans lesquels il serait obligatoire de vérifier la connexion du crime commis avec la profession de la victime et de justifier des diligences réalisées pour vérifier cette hypothèse.

19. Veiller à ce que les juges et les procureurs compétents pour agir dans les cas de violence contre les journalistes puissent agir sans être soumis à la sphère d'influence de l'agent public ou de l'organisation criminelle présumés impliqués dans les crimes faisant l'objet de l'enquête, et maintenir des dispositifs de plainte spécifiques pour dénoncer ce type de situation et que des procédures administratives et/ou pénales soient ouvertes le cas échéant.
20. Garantir la protection de toutes les personnes impliquées dans les procédures pénales visant à faire la lumière sur les attaques contre les journalistes. Cela signifie que des garanties nécessaires doivent être fournies pour que les juges, les procureurs, les témoins, les membres de la famille, ainsi que les victimes elles-mêmes, puissent mener, participer et donner une impulsion au processus sans crainte de représailles contre leur vie ou leur intégrité. Cette protection doit également s'accompagner, dans la mesure du possible, d'une assistance juridique pour les victimes et/ou leurs familles, ainsi que d'un soutien psychosocial.
21. Veiller à ce que les sanctions appliquées aux personnes reconnues coupables d'actes de violence commis contre des journalistes dans l'exercice de leur profession soient proportionnées et efficaces, et prévoir la possibilité d'indemniser les victimes.